

Business Pulse Tunisie

Impact de la crise COVID-19 sur le secteur privé formel

Février 2021



EN PARTENARIAT AVEC



EUROPEAN UNION



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

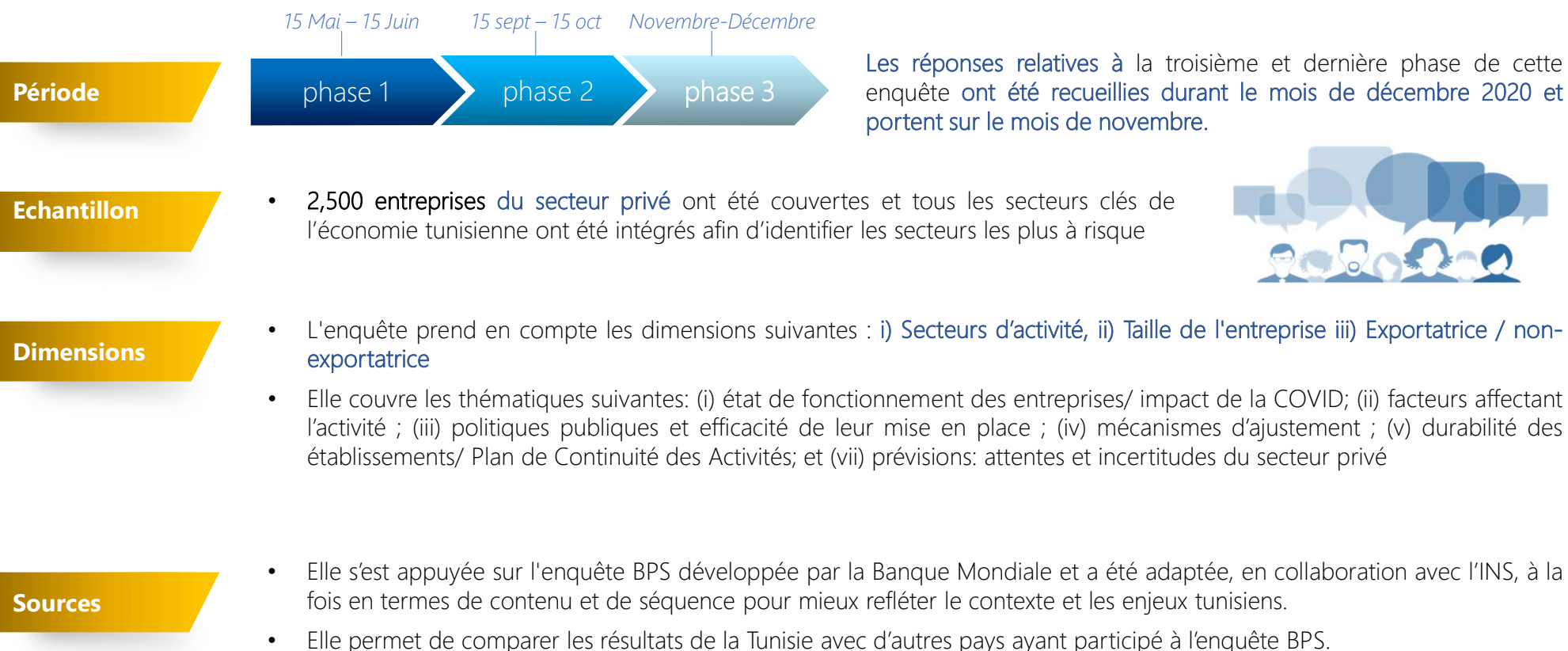
Swiss Confederation



SOMMAIRE

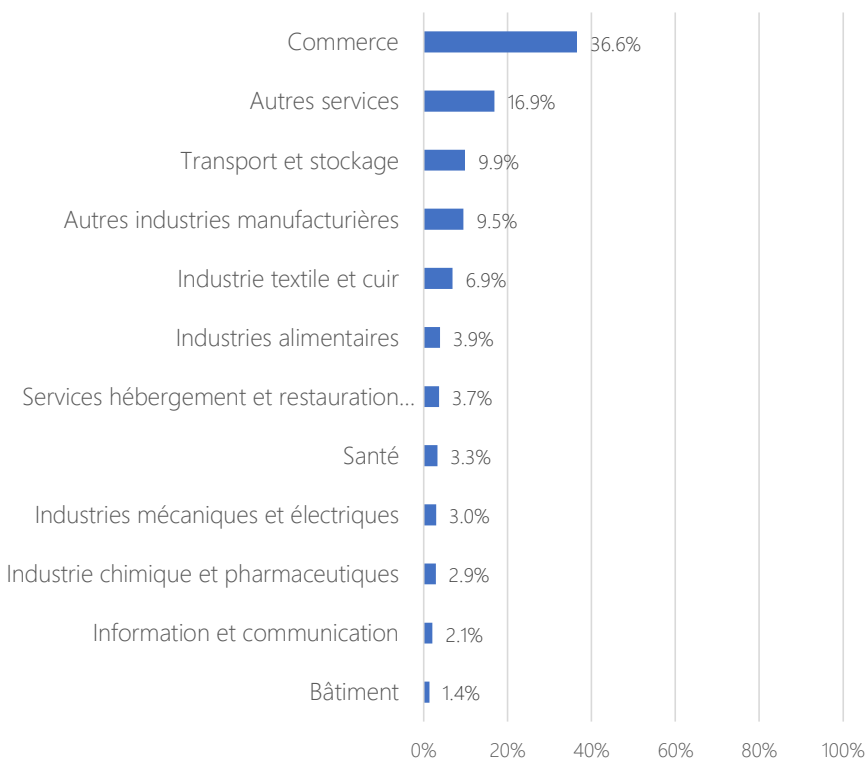
- 1** Résumé
- 2** Etat des lieux et impact de la COVID-19 sur le secteur privé
 - a) Etat de fonctionnement des entreprises
 - b) Impact sur les revenus
 - c) Impact sur l'emploi
- 3** Facteurs affectant l'activité
- 4** Le rôle des politiques publiques dans la gestion de la crise
- 5** Les mécanismes d'ajustement des entreprises
- 6** La résilience et la durabilité des entreprises
- 7** Prévisions des entreprises : attentes et incertitudes

Méthodologie de l'enquête Business Pulse Survey Tunisie

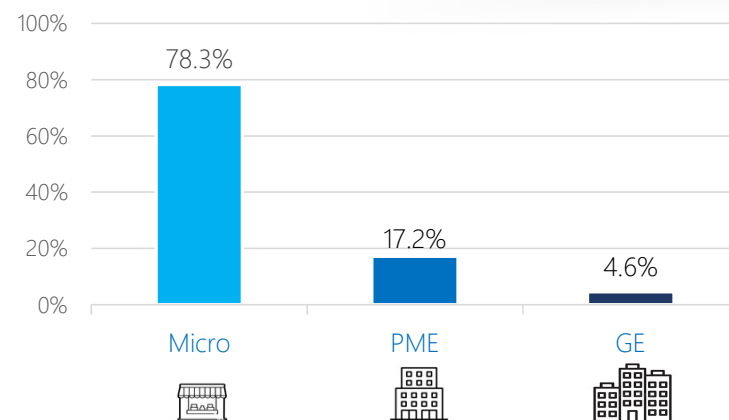


Distribution de l'échantillon de l'enquête

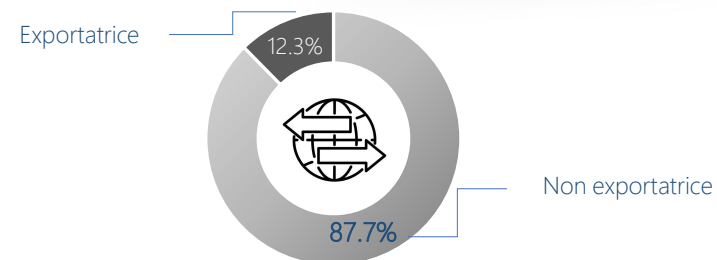
Par secteur d'activité



Par taille d'entreprise



Par statut d'exportateur



La taille ainsi que la composition de l'échantillon de l'enquête a été maintenue au cours des trois phases de l'enquête



Résumé



PRINCIPALES CONCLUSIONS :

Etat des lieux et impact de la COVID-19 sur le secteur privé en Tunisie (1/3)

Etat de fonctionnement des entreprises (au 4^{ème} trimestre 2020)

La crise COVID-19 a accentué la pression économique sur les entreprises du secteur privé, qui ont enregistré une forte augmentation des fermetures définitives au 4^{ème} trimestre (T4) par rapport au 2^{ème} trimestre (T2). En effet, au 4^{ème} trimestre :

- **78,4% des entreprises étaient ouvertes** (contre 86,9% en T3, et 88,7% en T2) : 10,9% des établissements sont restés ouverts sans interruption (12,2% en T3, et 24,5% en T2) et 67,5% des entreprises ont réouvert après une interruption (contre 74,7% en T3, et 64,2% en T2).
- **11,2% des entreprises étaient temporairement fermées** (contre 7,7% en T3, et 10,8% en T2) : 10,2% sur décision de l'entreprise et 1% sur celle des autorités.
- **10,4% des entreprises étaient définitivement fermées** (contre 5,4% en T3, et 0,4% en T2) : 2,6% à cause de la COVID-19 (1,5% en T3, et 0,3% en T2) et 7,8% pour d'autres raisons (3,9% en T3, et 0,1% en T2).

Selon les dimensions analysées, il est à noter que :

- *Fermetures définitives des entreprises par secteur* : 15,2% des entreprises du secteur de l'information et de la communication (dont 3,8% à cause de la Covid-19), 13,1% des entreprises du secteur des services d'hébergement et restauration et cafés (5,3% à cause de la Covid-19) et 12,5% des entreprises du secteur des industries alimentaires (4,8% à cause de la Covid-19) ont déclaré avoir définitivement fermé.
- *Entreprises ayant travaillé selon la taille* : les micro-entreprises restent les plus touchées avec 83,6% qui ont déclaré avoir travaillé au moins une semaine pendant le mois de l'enquête. 96,4% des grandes entreprises ont affirmé qu'elles étaient en activité en T4 de même pour 97,3% des PME.
- *Fermetures définitives des entreprises exportatrices* : les entreprises non-exportatrices ont été plus impactées par les fermetures définitives (10,4%) tandis que 4% des entreprises exportatrices ont déclaré avoir fermé définitivement.
- *Fermetures définitives des entreprises par âge* : ces fermetures ont été plus importantes pour les entreprises matures (11,4%), que les jeunes entreprises (10,6%), et que les entreprises établies (8,8%).

PRINCIPALES CONCLUSIONS :

Etat des lieux et impact de la COVID-19 sur le secteur privé en Tunisie (2/3)

Risque de fermeture définitive (en novembre 2020)

Le risque perçu de fermeture des entreprises a fortement augmenté entre avril et novembre, passant de 35% à 65,4%. Seules 30,3% des entreprises affirment pouvoir maintenir leurs opérations pendant une période supérieure à 12 mois en novembre contre 42,2% en juillet, et 45,5% en avril.

- Ce risque est supérieur à 60% pour tous les secteurs mis à part celui de la santé avec 49,3% en novembre en forte augmentation par rapport à avril (19,2%). Il est particulièrement élevé dans 4 secteurs spécifiques : les services d'hébergement, restauration et les cafés, le bâtiment, le secteur de l'information et de la communication et les industries alimentaires. Ce dernier a, par ailleurs, été marqué par une augmentation du risque de plus 30 points en novembre par rapport au mois d'avril.
- De plus, ce risque est plus ressenti chez les micro-entreprises (70,3%) et les PME (61,7%) que chez les grandes entreprises (47,8%).
- Il est également supérieur à 50% pour les entreprises exportatrices (56,5%) et non exportatrices (70,1%). Ces dernières ont vu leur perception du risque augmenter davantage, +12,5 points entre avril et novembre. Seules 30% d'entre elles estiment être à l'abri d'une fermeture.
- Le risque de fermeture combiné avec l'incertitude est supérieur à 70% pour les jeunes entreprises et les entreprises matures contre 62,6% pour les entreprises établies.

Impact sur les revenus des entreprises (en novembre 2020)

L'impact sur les revenus reste toujours significatif, avec 85,9% des entreprises ayant déclaré avoir enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente (contre 82,3% en Juillet, et 88,8% en avril).

- 92,6% des entreprises des services d'hébergement, de restauration et des cafés ont déclaré une baisse des revenus, contre 12,2% des entreprises du secteur des industries chimiques et pharmaceutiques ayant enregistré une augmentation.
- Les micro-entreprises (86,1%) et PME (81,3%), restent plus affectées par la baisse de chiffre d'affaires que les grandes entreprises (63,8%)
- Les entreprises exportatrices, quant à elles, sont moins nombreuses à déclarer une baisse de leur chiffre d'affaires, 93,2% en avril contre 77,7% en novembre.
- Quelque soit leur âge, plus de 80% des entreprises déclarent une baisse de leurs revenus. Il est à noter que, 5,6% des jeunes entreprises ont augmenté leur chiffre d'affaires, contre 2% en avril et 4,3% en juillet.

PRINCIPALES CONCLUSIONS :

Etat des lieux et impact de la COVID-19 sur le secteur privé en Tunisie (3/3)

Impact sur l'emploi (entreprises ouvertes en novembre 2020)

Au mois de **novembre 2020**, seulement **37,1%** des entreprises ont déclaré ne pas avoir procédé à des ajustements liés à l'emploi, **contre 39,0% en juillet**, et **44,7% en avril**. En effet, une plus grande proportion d'entreprises a eu recours aux licenciements (**25,9%**) et à des réductions du nombre d'heures de travail (**30,5%**) en novembre.

Nous observons notamment que :

- Les entreprises du secteur des services d'hébergement, restauration et cafés ont effectué le plus d'ajustements liés à l'emploi avec notamment 42,9% des entreprises du secteur qui ont déclaré avoir procédé à des licenciements. Mis à part ce secteur, les industries mécaniques et électriques ont le plus embauché (11,5%) mais ont aussi licencié (24,8%) ; le secteur de la santé a le moins licencié (11,6%) ; les industries alimentaires ont le plus réduit les heures de travail (42,3%) .
- Les ajustements ont varié en fonction de la taille de l'entreprise : les PME ont rejoint les micro-entreprises dans leur politique de réductions des heures de travail (entre 27 et 30%) et des licenciements (entre 22 et 26%) , alors que les grandes entreprises ont mis l'accent sur les licenciements (33,9%) même si elles ont tout de même embauché (27%).
- Quelque soit le statut export de l'entreprise, le recours au licenciement a fortement augmenté.
- Les services d'hébergement, restauration et cafés (42,9%), le bâtiment (36,2%), l'industrie textile et cuir (30,7%), l'information et la communication (29,1%) et les autres industries manufacturières (28%) sont les 5 secteurs qui ont le plus licencié en novembre.
- **14,9% des entreprises** déclarent avoir **licencié plus de 50%** de leurs effectifs pendant le 4^{ème} trimestre. Ces entreprises, appartiennent principalement au secteur de l'information et de la communication, aux services d'hébergement, de restauration et cafés et aux industries textile et cuir.

* La méthodologie pour le calcul de l'impact sur l'emploi a été modifiée lors du passage entre la première et la deuxième phase

PRINCIPALES CONCLUSIONS :

Rôle des politiques publiques dans la gestion de la crise

Appréciation du soutien de l'Etat par les entreprises (au 4^{ème} trimestre 2020)

- En T4, les politiques de soutien les plus souhaitées par les entreprises ont été :
 - Les exonérations/ réductions d'impôt (37%),
 - Les injections directes de liquidité (36,8%),
 - Les reports d'impôts (24,1%).
- Le top 3 des mesures de soutien souhaitées par les entreprises est resté inchangé entre T2, T3 et T4.
- Ces mesures restent les plus appréciées par les entreprises quel que soit leur âge, leur taille et leur statut exportateur
- Au niveau sectoriel également, l'appréciation de ces mesures restent globalement inchangée que ce soit pour les industries ou les services.

Soutien gouvernemental aux entreprises (au 4^{ème} trimestre 2020)

- Davantage d'entreprises déclarent avoir bénéficié des mesures gouvernementales passant de 9,6% en T2 à 21,0% en T3 et à 25,5% en T4
- Deux secteurs ont déclaré mieux tirer bénéfice des mesures gouvernementales en T4: le secteur du transport et de stockage (38,6%) ainsi que les services d'hébergement, restauration et cafés (34,5%).
- Par contre :
 - plus de 34% des entreprises déclarent ne pas avoir pu bénéficier du soutien gouvernemental malgré leurs demandes
 - près de 16% des entreprises n'ont pas exprimé d'intérêt pour bénéficier de ces mesures
 - 14,5% des entreprises ont affirmé ne pas avoir bénéficié des mesures de soutien à cause de la difficulté du processus

PRINCIPALES CONCLUSIONS :

Facteurs affectant l'activité

Evolution des facteurs affectant l'activité en novembre 2020

Les activités des entreprises ont fait l'objet de fortes baisses :

- **86,4%** des entreprises ont déclaré avoir enregistré une **baisse de leur cashflow** en novembre contre **87,4%** en juillet et **78,2%** en avril
 - Plus de **90%** des entreprises du transport et stockage ont enregistré une baisse de leur cashflow.
 - **63%** des grandes entreprises et **86,3%** des micro-entreprises ont déclaré avoir subi une baisse de leurs cashflows.
- **79,5% des entreprises** ont déclaré avoir enregistré une **baisse de la demande adressée** en novembre contre **79,8%** en juillet et **70,1%** en avril
 - En novembre, les grandes entreprises ont fait état d'une nette diminution de déclarations de baisse de la demande adressée (**52,5%** contre **56% en juillet et 64,9% en avril**).
 - Plus de **80%** des entreprises du secteur de santé et celles du secteur de commerce ont déclaré avoir subi une baisse de la demande adressée.
- **54,9%** des entreprises ont enregistré **une difficulté d'accès aux services financiers** contre **59,9%** en juillet et **61,6%** en avril
 - **53,8%** des entreprises du secteur des industries chimiques et pharmaceutiques ont enregistré des problèmes d'accès aux services financiers.
- La proportion des entreprises signalant une difficulté d'approvisionnement en matière première a légèrement augmenté de **52%** en juillet à **52,1%** en novembre.
- La proportion des entreprises impactée par la baisse du nombre d'heures travaillées a légèrement augmenté de **46%** en juillet à **48,9%** en novembre.

PRINCIPALES CONCLUSIONS :

Mécanismes d'ajustement des entreprises

Les mécanismes d'ajustement des entreprises en T4 ont porté principalement sur la digitalisation :

- Dans un contexte de déconfinement, les entreprises ont continué à faire des ajustements pour faire face à la crise COVID-19 :
 - 12,7% des entreprises ont déclaré avoir augmenté leur présence en ligne en T4 contre 9,3% en T3 et 12,5% en T2.
 - 2,5% des entreprises ont déclaré avoir augmenté leurs revenus en ligne en T4 contre 2,3% en T3 et 1,6% en T2.
 - 2,9% des entreprises ont changé de produit contre 2,5% en T3 et 1,8% en T2.
- Mais globalement, suite au déconfinement, l'augmentation de l'utilisation des plateformes numériques a connu une hausse en T4 après un ralentissement en T3 par rapport à T2 pour la majorité des secteurs à l'exception des industries chimiques et pharmaceutiques, de transport et stockage, des services hébergement et restauration et cafés qui ont diminué respectivement de 26,2%, 3,4% et 11,5% en T2 à 16,4% , 0,9% et 7,6% en T4.
- Les microentreprises et les entreprises non-exportatrices ont augmenté l'usage des plateformes numériques en T4.
- Les entreprises ont augmenté leur utilisation des plateformes numériques principalement pour **les tâches administratives (45,2%)** et pour **le travail à distance (48%)**. Les utilisations des TIC pour le **marketing et les ventes** ont augmenté respectivement de 13,5% et 23,1% en T3 à 41,4% et 27,3% en T4.
- L'utilisation des outils numériques a été 3 fois plus importante dans les secteurs de l'information et communication et des industries chimiques et pharmaceutiques que la moyenne des entreprises
- Trois secteurs utilisent davantage les plateformes numériques pour améliorer de multiples fonctions liées à la vente, au marketing, à la prestation de services et à l'administration : le secteur de la santé, des services hébergement, restauration et cafés et le secteur du bâtiment.
- Les entreprises du secteur de la santé et celui des autres services ont davantage investi dans le numérique en réponse à la crise.

PRINCIPALES CONCLUSIONS :

Résilience, durabilité et attentes des entreprises

En matière de résilience et durabilité des activités (au 4^{ème} trimestre 2020) :

- En T4, seules 10,1% des entreprises ont déclaré disposer d'un plan de continuité des activités, en diminution par rapport à 14,8% des entreprises au 3^{ème} trimestre.
- Cette proportion est plus importante selon les caractéristiques des entreprises :
 - Près du quart des entreprises exportatrices disposent d'un PCA contre 10% pour les entreprises non-exportatrices
 - Les jeunes entreprises disposent davantage de PCA que les entreprises établies avec respectivement 14,6% et 6,9 %
 - 39,3% des grandes entreprises disposent d'un plan de continuité des activités contre seulement 9,8% pour les micro-entreprises
 - Le secteur de l'information et communication (31,6%), le secteur des industries mécaniques et électriques (20%) suivi par le secteur du bâtiment (15,9%) font parties des Top 3 des secteurs qui disposent d'un PCA
- Le télétravail est la mesure la plus intégrée dans les plans de continuité des activités (pour 52,5% des entreprises)

Prévisions des entreprises en matières d'attentes et d'incertitudes

- Globalement l'optimisme des entreprises tunisiennes (de plus de 5 employés) s'est érodé : la proportion d'entreprises qui se déclare optimistes (pour les 3 prochains mois) a baissé de 24,9% en avril à 21,8% juillet et 17,5% en novembre. Globalement, elles prévoient :
 - **Recettes** : 59% des entreprises anticipent une croissance positive dans le scénario positif. Cette proportion est de 25% dans le scénario normal et de 8% pour le scénario pessimiste
 - **Emplois** : 58% des entreprises anticipent une croissance positive dans le scénario positif. Cette proportion est de 25% dans le scénario normal et de 5% pour le scénario pessimiste
 - **Investissements** : dans le scénario positif, 52% des entreprises anticipent une croissance positive. Cette proportion est de 26% dans le scénario normal et de 7% pour le scénario pessimiste



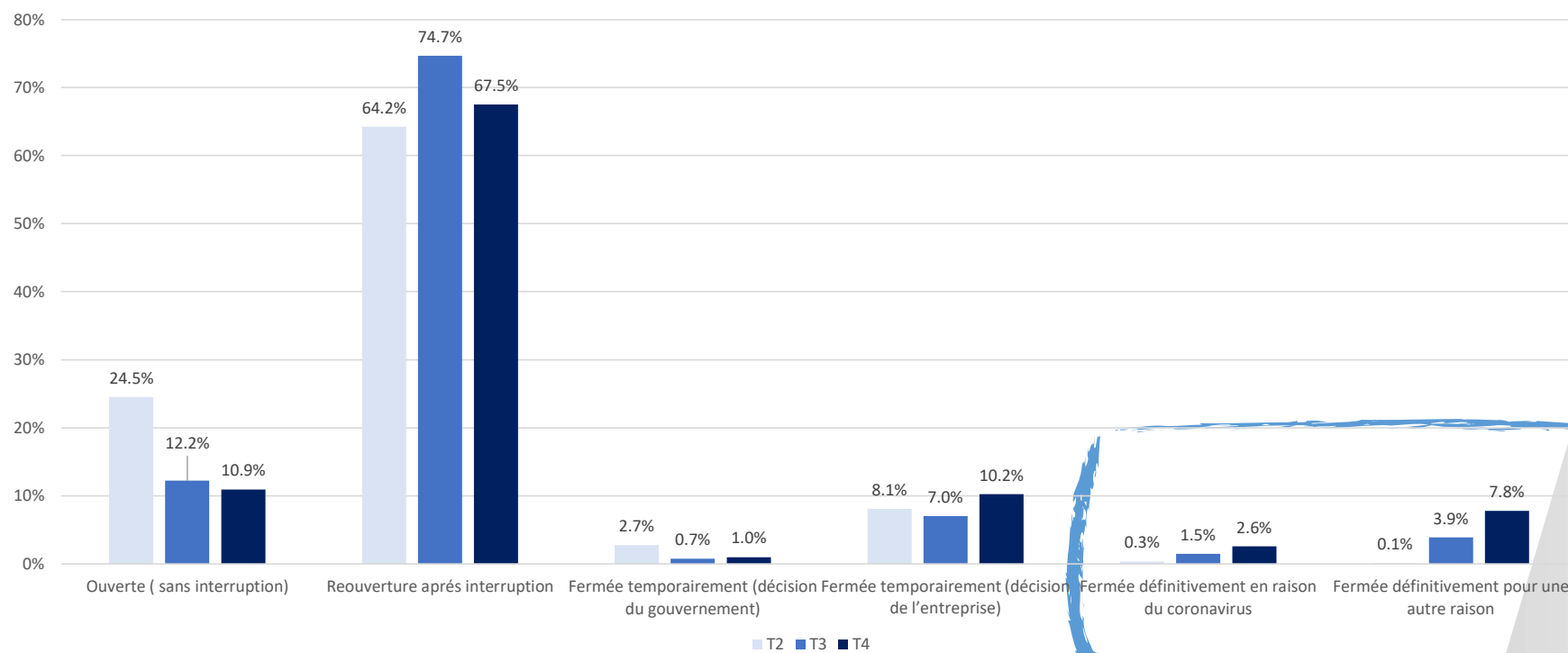
2

Etat des lieux et impact de la COVID-19 sur le secteur privé en Tunisie

a) Etat de fonctionnement
des entreprises

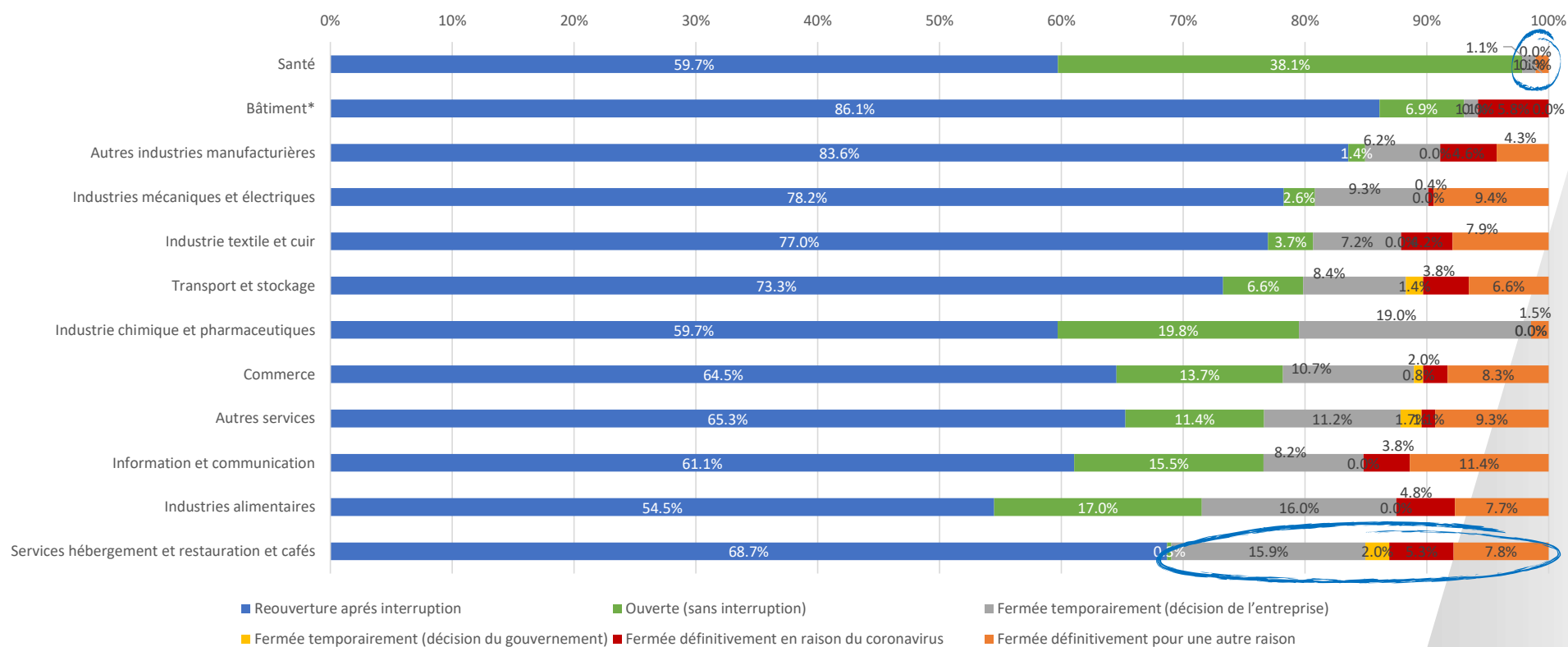
En novembre, 10,4% des entreprises ont déclaré être définitivement fermées contre 0,4% en Avril et 5,4% en Juillet

Évolution de l'état de fonctionnement des entreprises entre **Avril, Juillet et Novembre 2020**
(en % des entreprises)



Les entreprises des services d'hébergement, de restauration et les cafés, les industries alimentaires et le secteur de l'information et la communication sont les plus touchées par les fermetures. Le secteur de la santé est, lui, le moins touché

Etat de fonctionnement des entreprises par secteur (novembre)
(en % des entreprises)



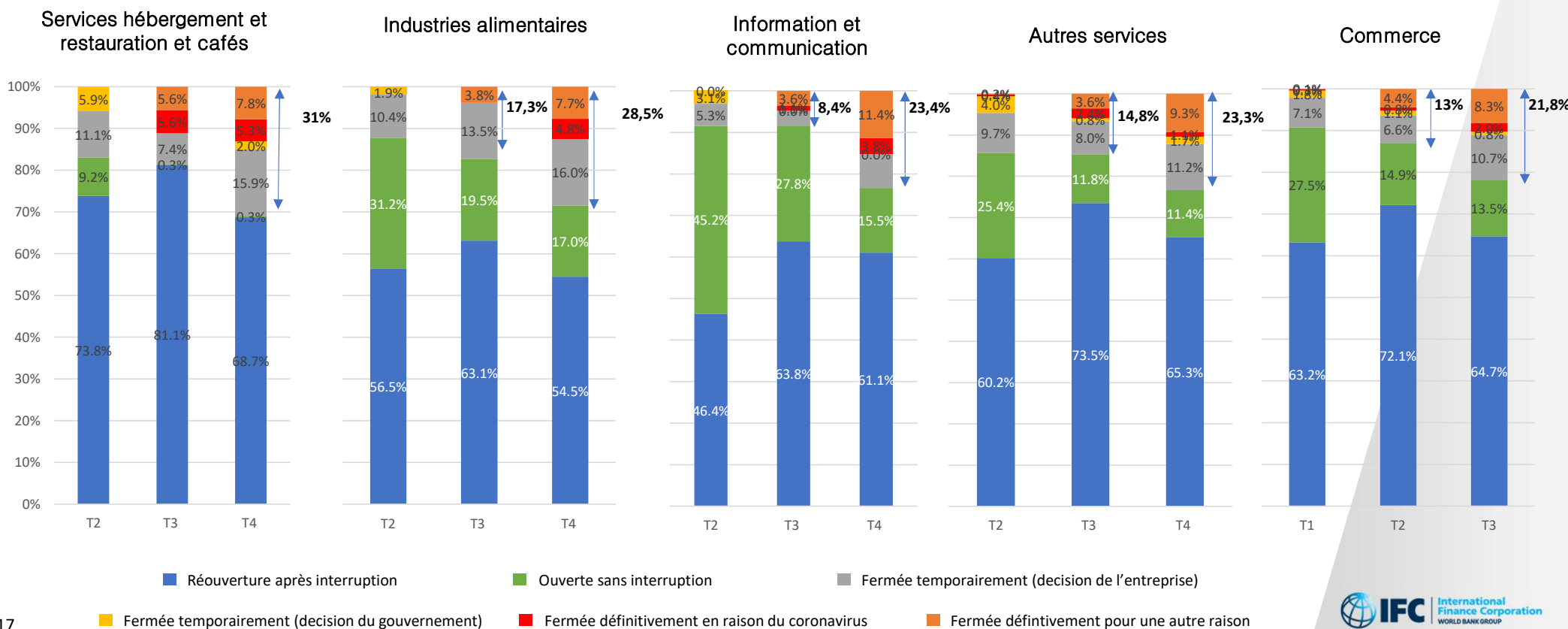
* Bâtiment : entreprises de secteur formel, de plus de 6 employés

31% des entreprises de services d'hébergement, restauration et cafés ont déclaré être fermé en Novembre, 28,5% pour les industries alimentaires et 23,4% pour le secteur de l'information et de la communication



Focus sur les 5 secteurs avec le plus d'entreprises fermées :

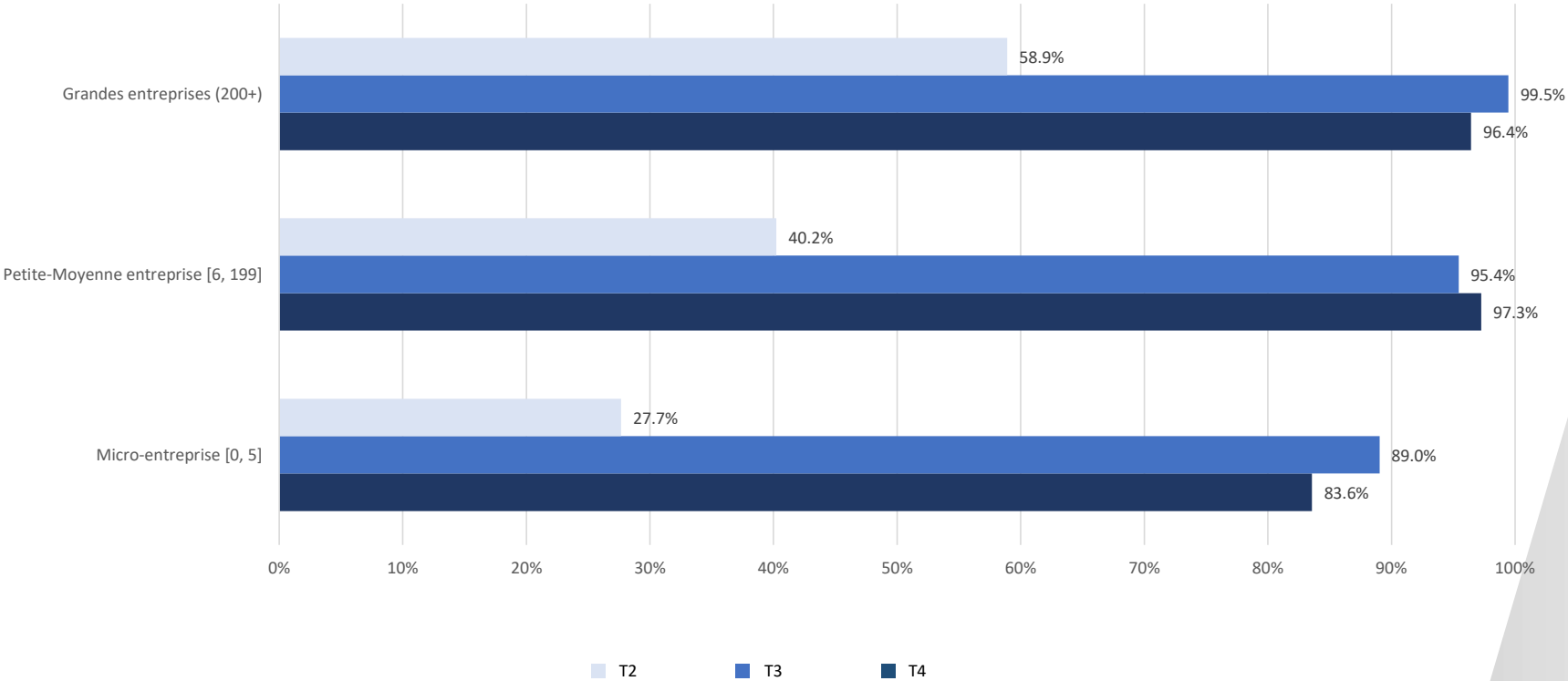
Evolution de la situation des entreprises entre Avril, Juillet et Novembre (en % des entreprises)



Malgré une nette amélioration, par rapport à la période de confinement général, les micro-entreprises restent les plus touchées : seules 83,6% d'entre elles ont déclaré avoir travaillé au moins une semaine pendant le mois de l'enquête



% des entreprises selon la taille ayant travaillé*
(comparatif entre Avril, Juillet et Novembre en % des entreprises)

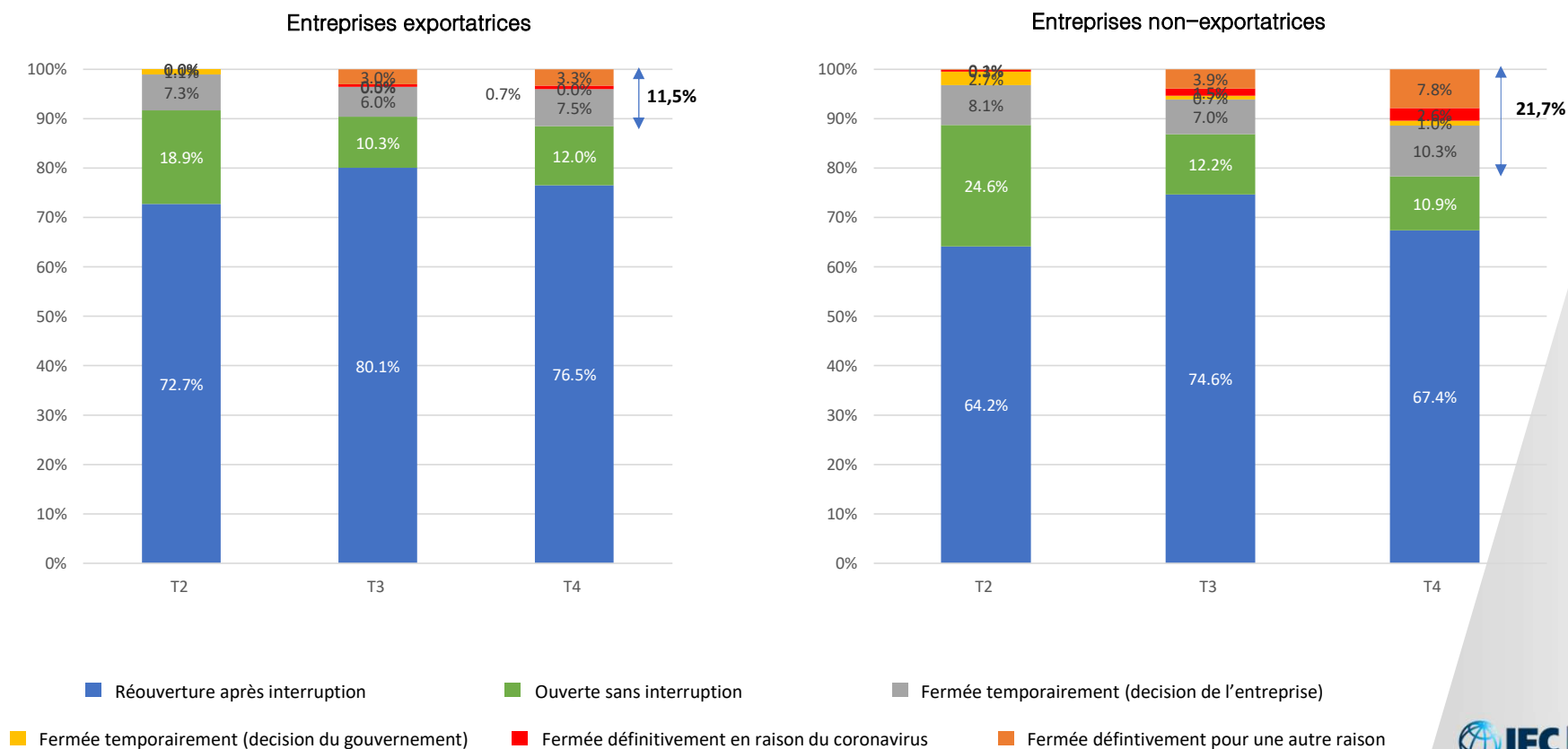


* a travaillé au moins une semaine pendant le mois de l'enquête



Les entreprises non-exportatrices sont plus touchées par les fermetures avec 21,7% d'entreprises fermées, contre 11,5% pour les exportatrices

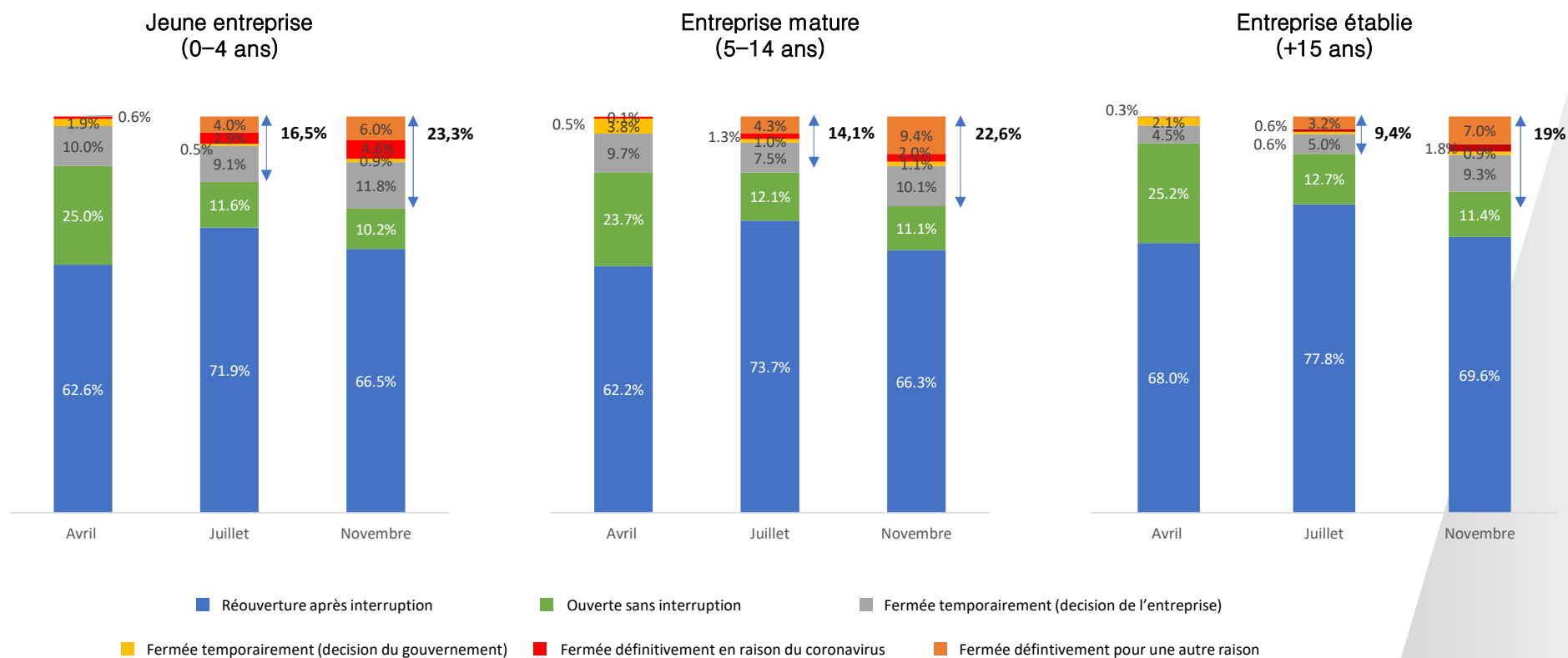
Evolution de Etat de fonctionnement des entreprises entre T2, T3 et T4 en fonction de leur statut export (en % des entreprises)



Les fermetures ont été de 23,3% pour les jeunes entreprises et les entreprises matures tandis qu'elles étaient de 19% pour les entreprises établies

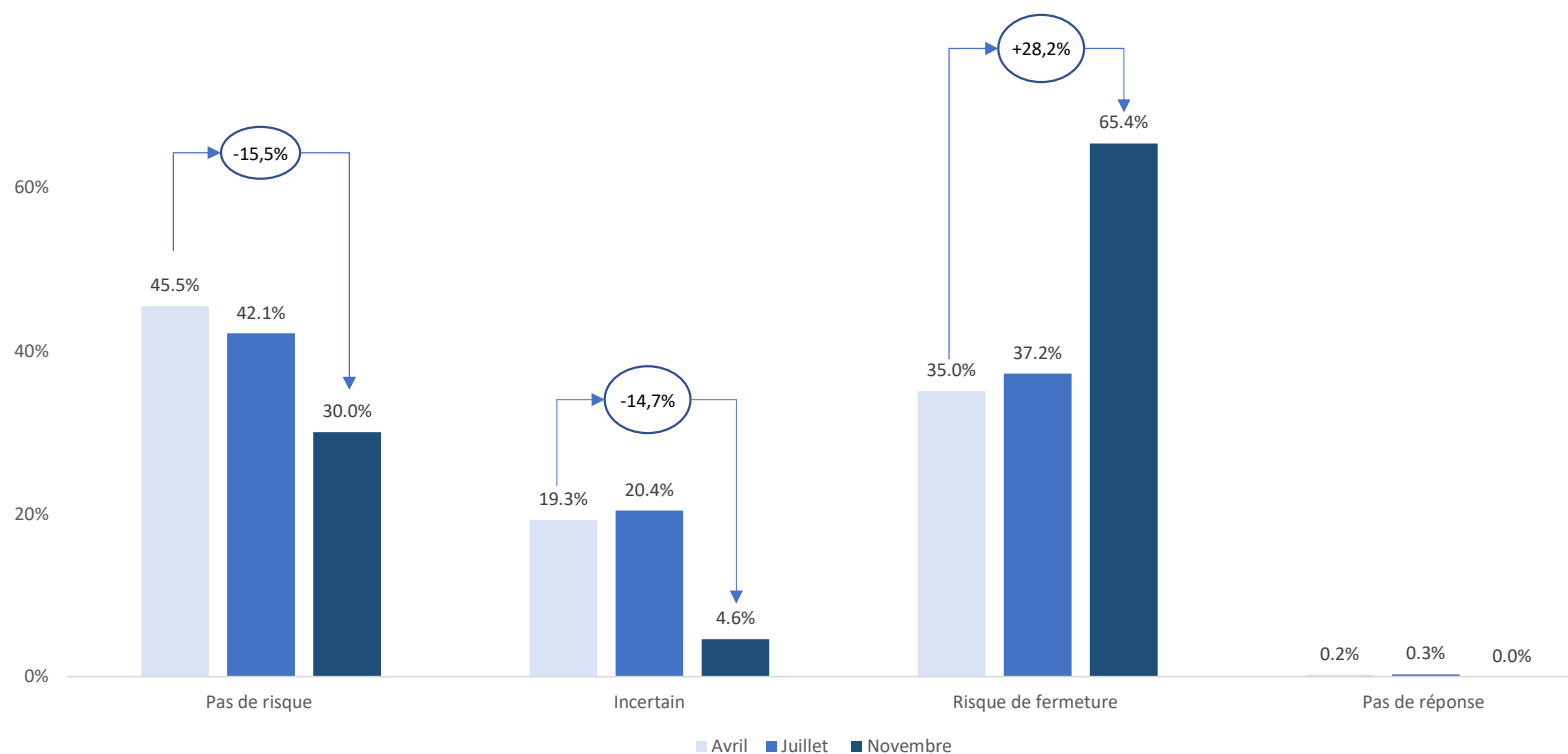


Evolution de l'état de fonctionnement des entreprises par âge entre Avril, Juillet et Novembre
(en % des entreprises)



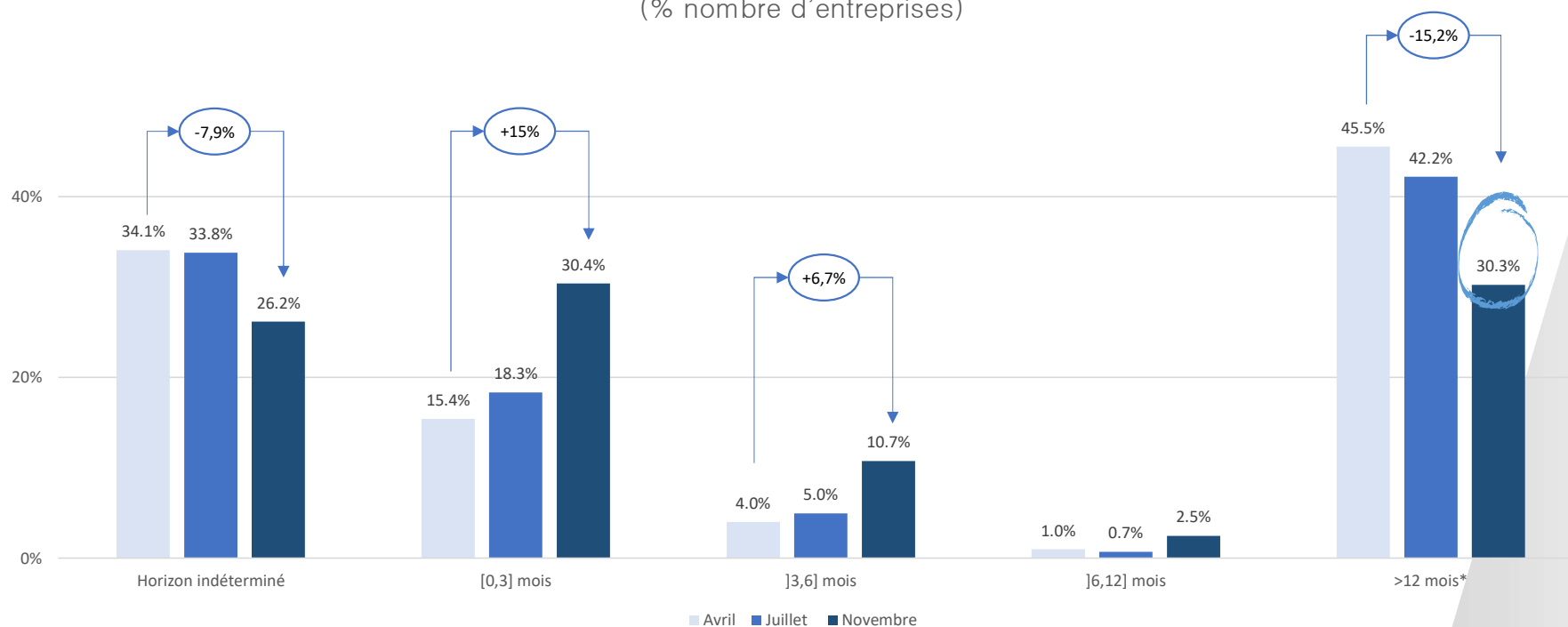
Risque de fermeture : Plus de 65% des entreprises déclarent être confronté à un risque de fermeture. Cette tendance a fortement augmenté en Novembre, avec + 28,2% d'entreprises supplémentaires comparé à Avril

Evolution du **risque de fermeture des entreprises** entre Avril, Juillet et Novembre
(en % d'entreprises ouvertes)



Seules 30,3% des entreprises affirment pouvoir maintenir leur activité au-delà de 12 mois, contre 45,5% des entreprises en Avril

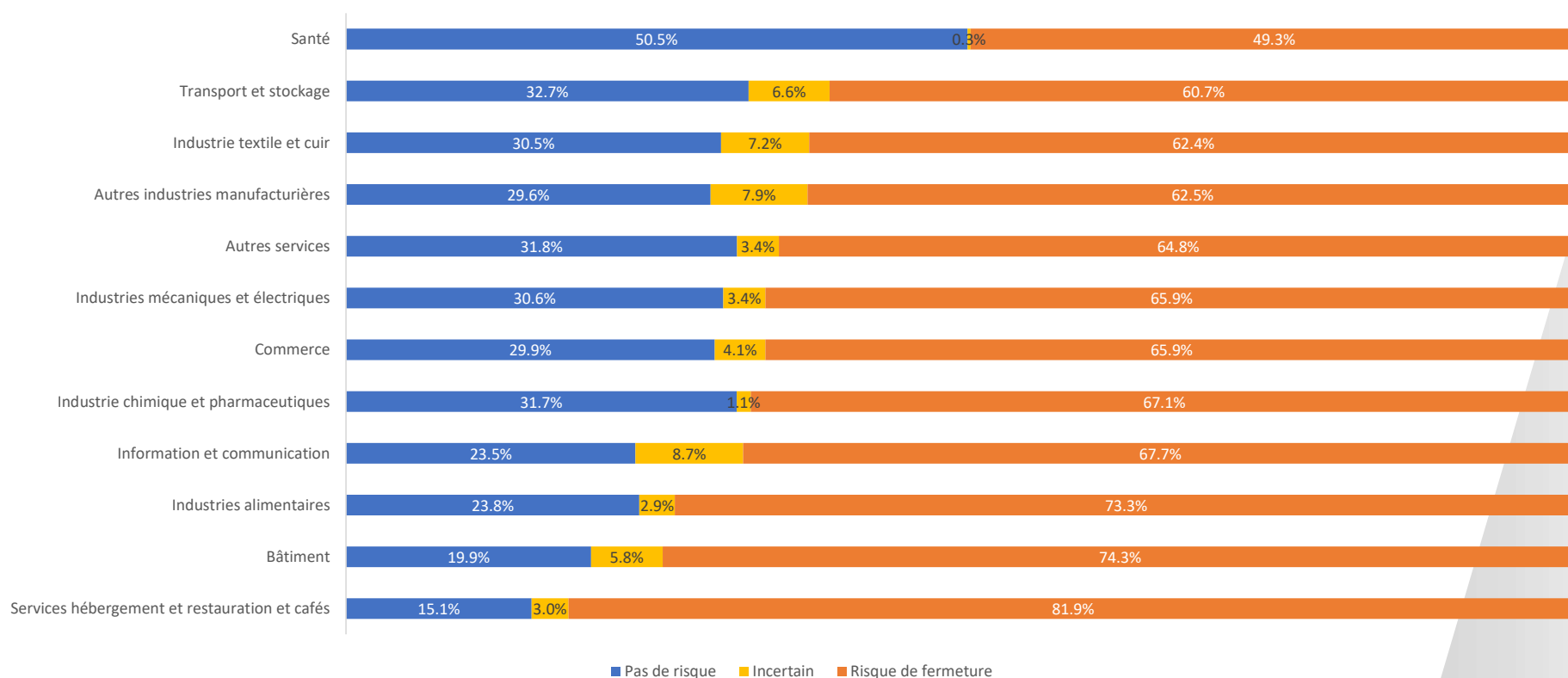
Evolution du nombre de mois pendant lesquels l'entreprise pourrait continuer à payer ses coûts et dépenses entre Avril, Juillet et Novembre
(% nombre d'entreprises)



*les entreprises qui ne représentent pas de risque de fermeture ont été traitées comme pouvant payer leurs coûts et dépenses pour une période supérieure à une année

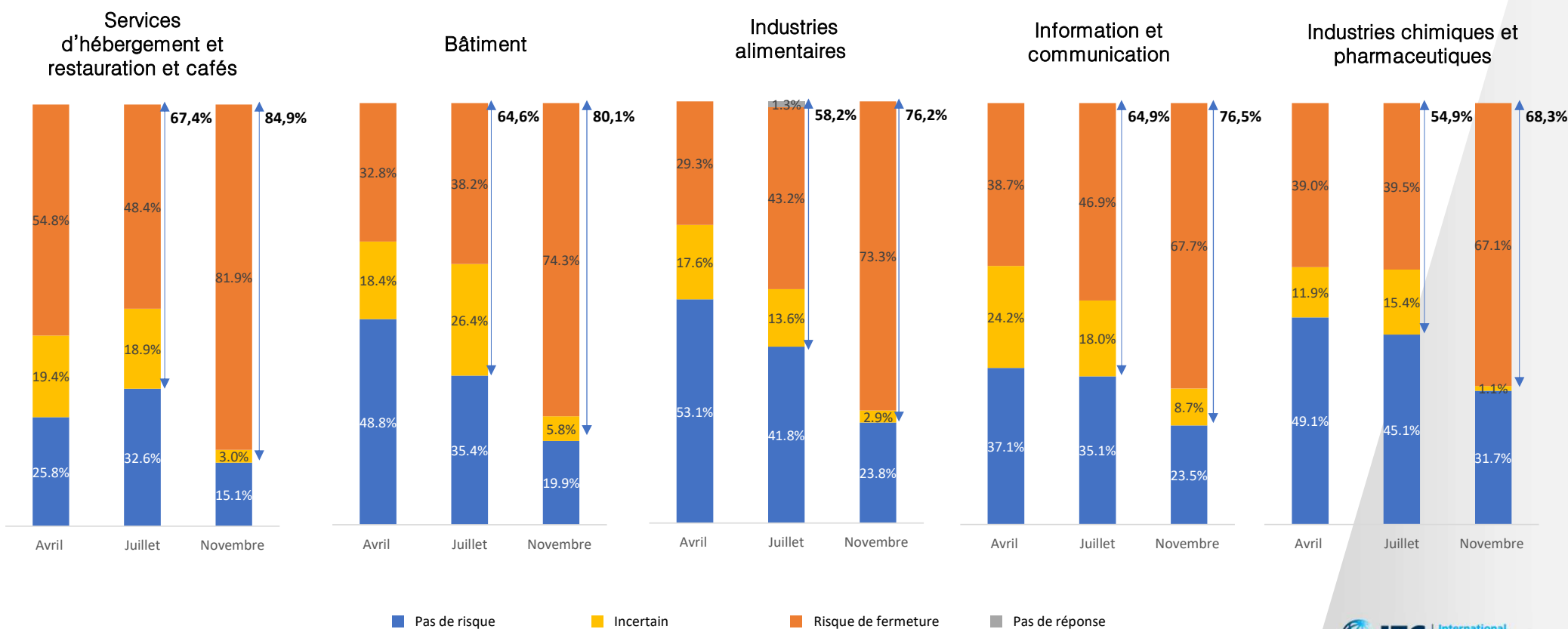
Plus de 60% des entreprises déclarent redouter une fermeture dans tous les secteurs hormis celui de la santé (49%). Ce pourcentage atteint 82% des entreprises dans le secteur des services d'hébergement et restauration et café

Risque de fermeture des entreprises par secteur d'activité en Novembre
(% nombre d'entreprises)



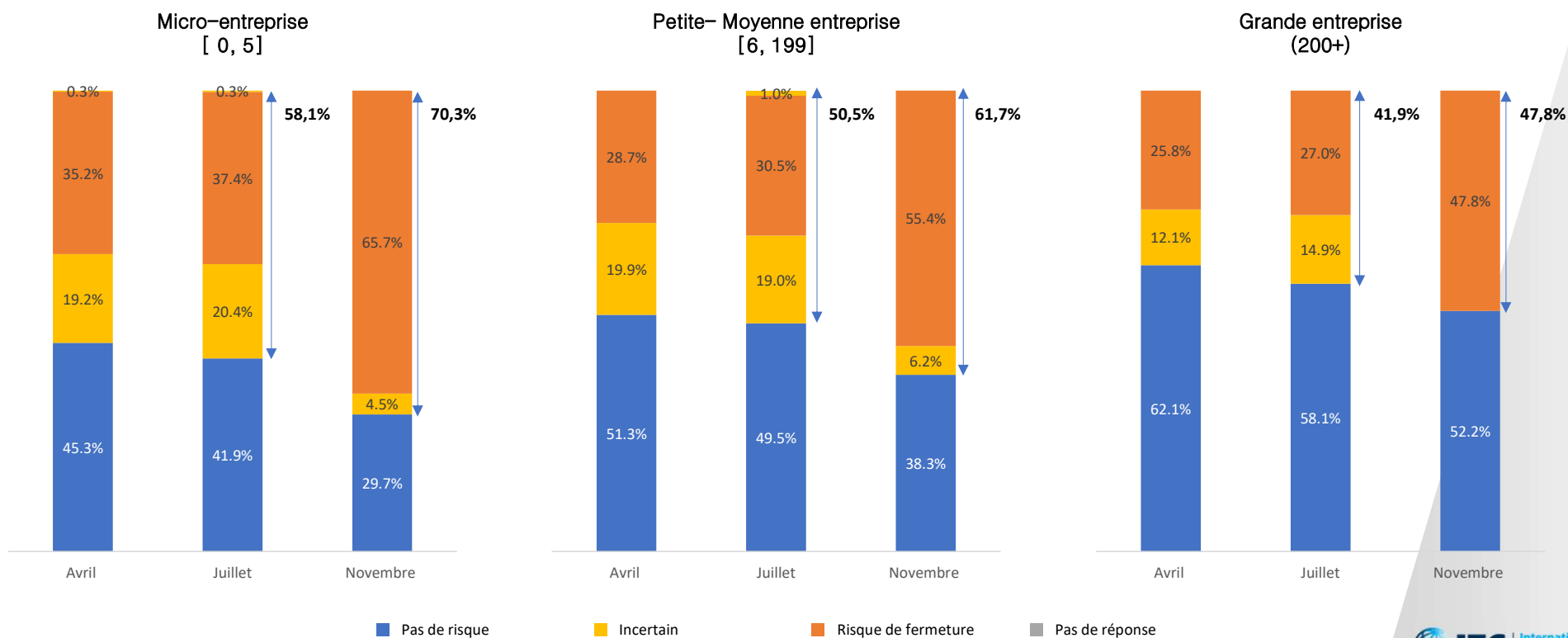
84,9% des entreprises de services d'hébergement, restauration et cafés, 80,1% des entreprises du bâtiment, 76,2% des entreprises alimentaires et 76,5% du secteur de l'information et communication perçoivent un risque de fermeture ou sont incertaines quant à leur avenir

Focus sur les 5 secteurs avec le plus grand risque de fermeture déclaré :
Evolution du risque de fermeture des entreprises entre Avril, Juillet et Novembre
(% nombre d'entreprises)



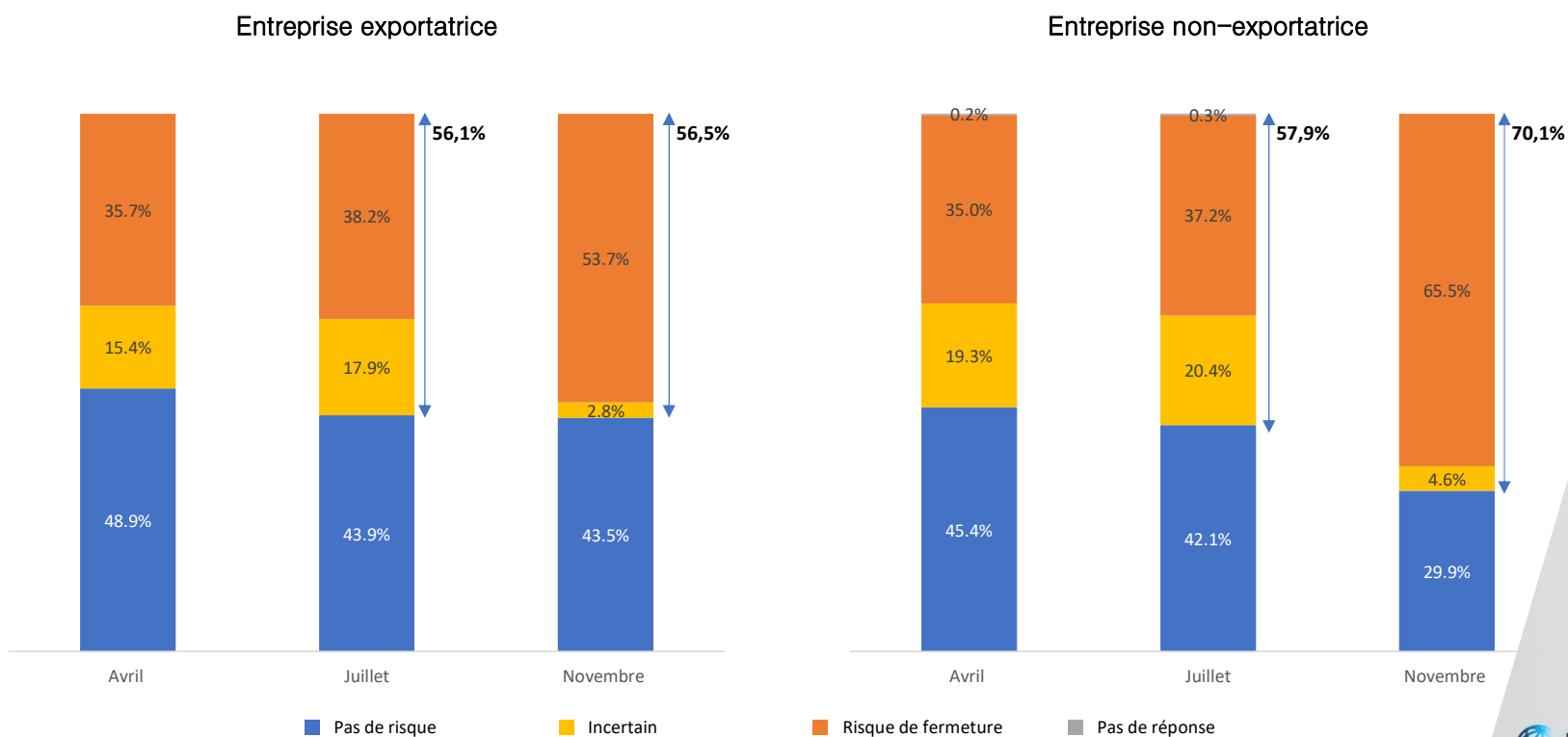
Le risque de fermeture est plus accru chez les micro-entreprises (70,3%) et les PME (61,7%) qui redoutent de plus en plus une fermeture que pour les grandes entreprises (47,8%)

Evolution du risque de fermeture des entreprises entre Avril, Juillet et Novembre **par taille**
(% d'entreprises ouvertes)



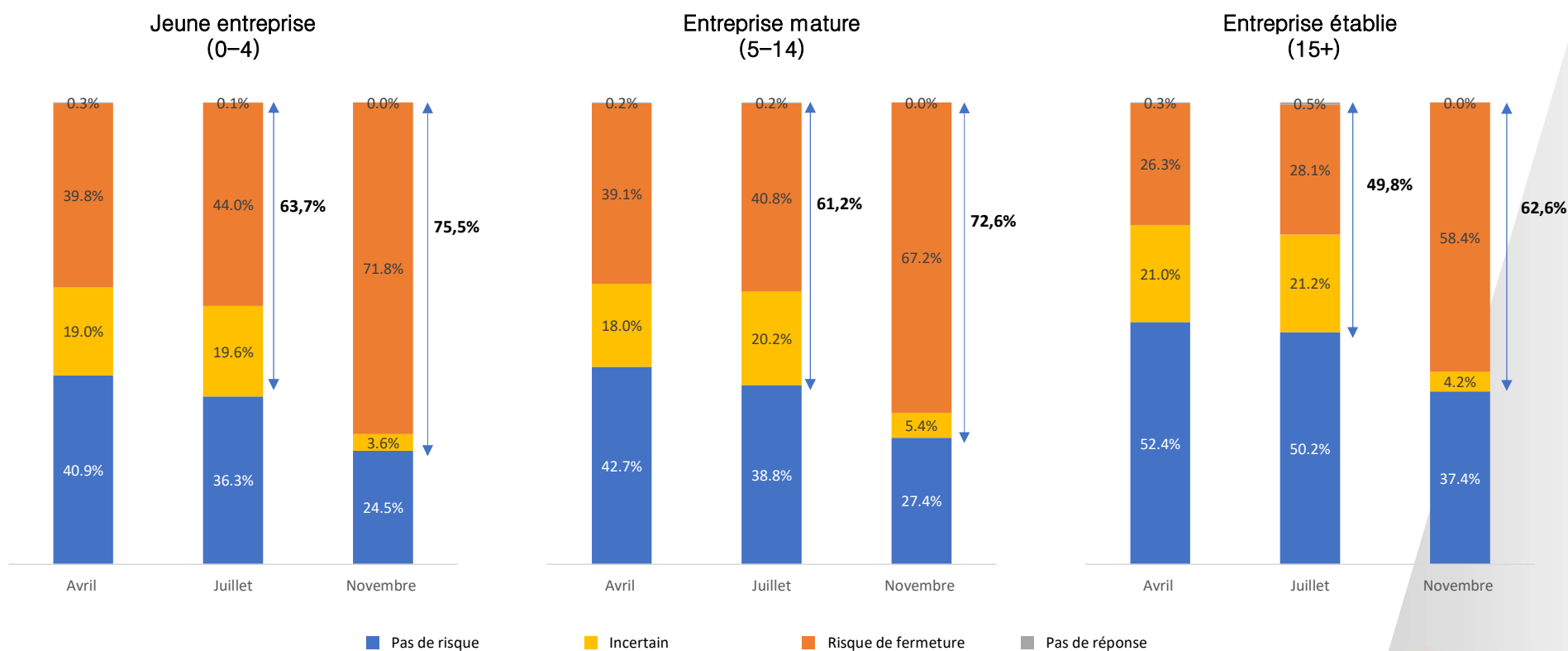
Toutefois, ce risque a augmenté davantage pour les entreprises non exportatrices, passant de 57,9% en Juillet à 70,1% en Novembre

Evolution du risque de fermeture des entreprises entre Avril, Juillet et Novembre par statut exportateur (% d'entreprises ouvertes)



Le risque de fermeture combiné avec l'incertitude est supérieur à 70% pour les jeunes entreprises et les entreprises matures. Ce risque est de 62,6% pour les entreprises établies

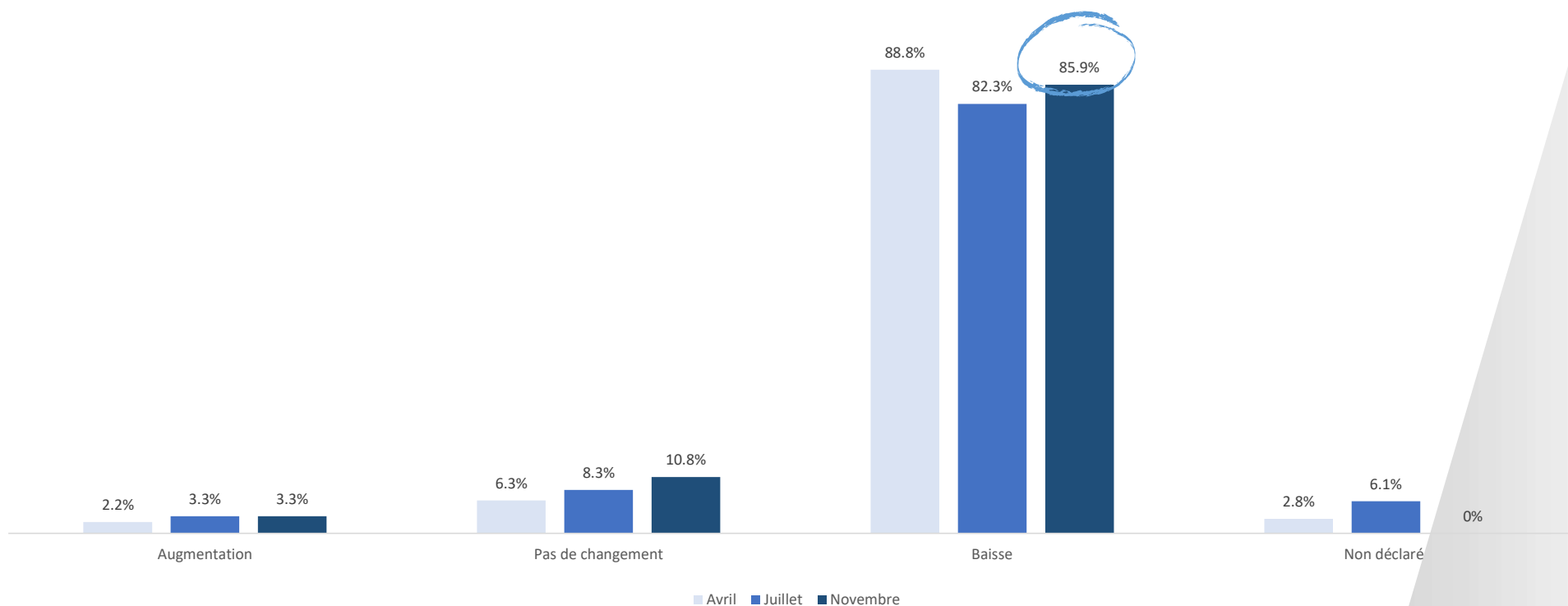
Evolution du risque de fermeture des entreprises entre Avril, Juillet et Novembre par âge
(% d'entreprises ouvertes)



b) Impact sur les revenus

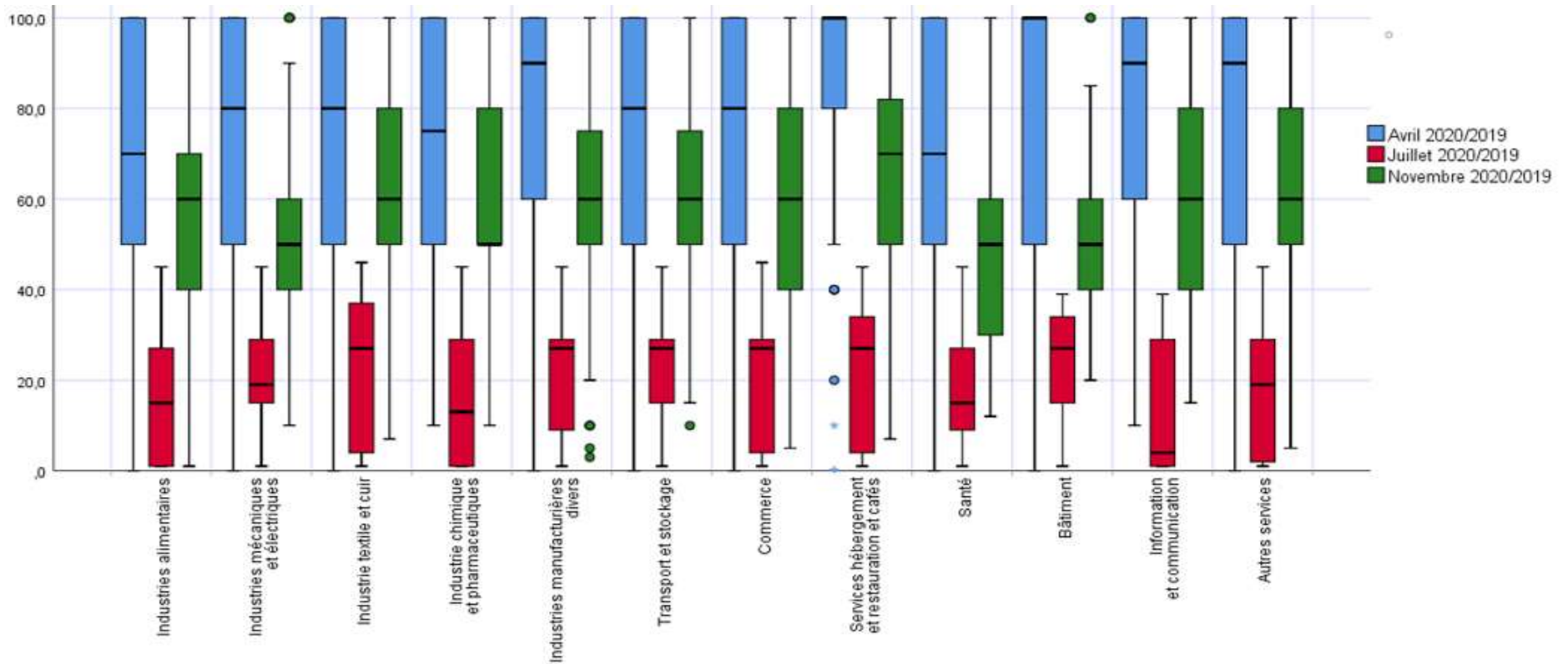
L'impact sur les revenus. En novembre 2020, 85,9% des entreprises ont déclaré avoir enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires par rapport à novembre 2019

Evolution des revenus entre avril 2020 /avril 2019, juillet 2020/juillet 2019 et novembre 2020/novembre 2019
(% des entreprises)



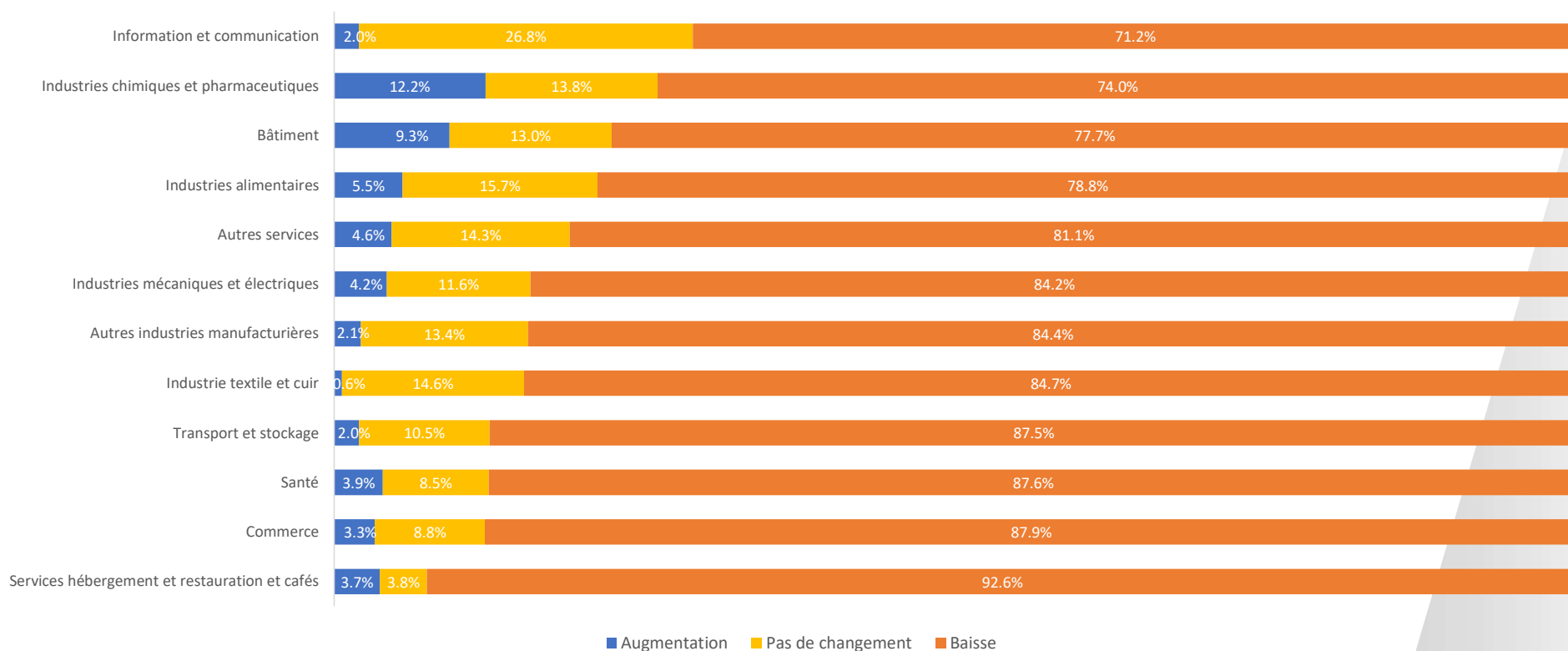
Après une reprise en juillet, le chiffre d'affaires des entreprises, par rapport à l'année précédente, a rechuté en novembre

Pourcentage de diminution des revenus par secteur d'activité entre Avril, Juillet et Novembre



92,6% des entreprises des services d'hébergement, de restauration et cafés ont déclaré une baisse des revenus, contre 71,2% pour le secteur de l'information et communication, tandis que 12,2% des entreprises des industries chimiques et pharmaceutiques ont enregistré une augmentation

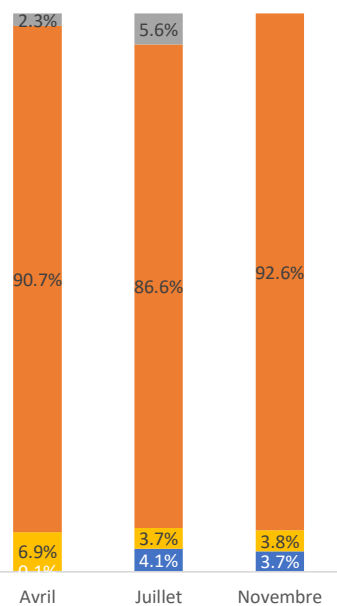
Evolution des revenus pendant le mois de novembre 2020 / novembre 2019 par secteur
(% des entreprises)



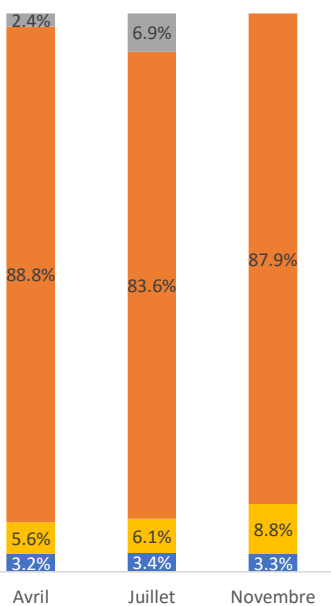
87,6% des entreprises du secteur de la santé ont déclaré une baisse de leurs revenus

Focus sur les 5 secteurs avec la plus forte baisse des revenus : Evolution des revenus en avril / juillet / novembre 2020 vs 2019 (% des entreprises)

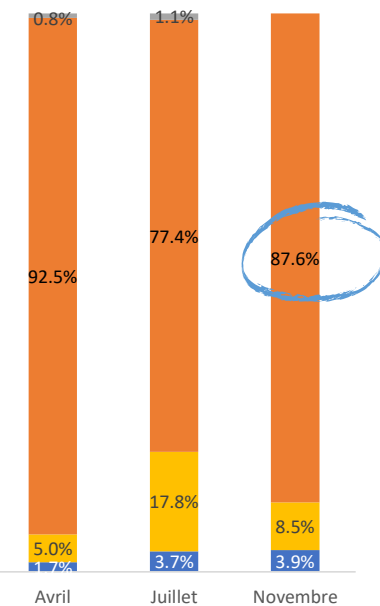
Services d'hébergement et restauration et cafés



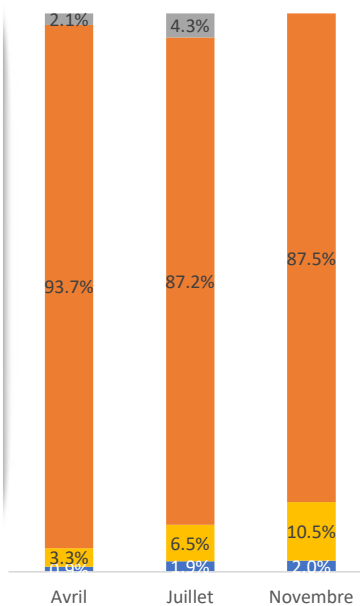
Commerce



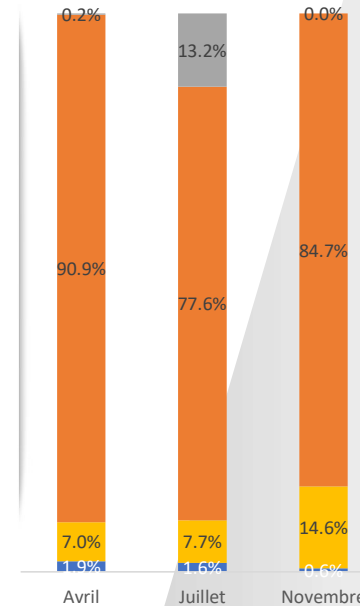
Santé



Transport et stockage



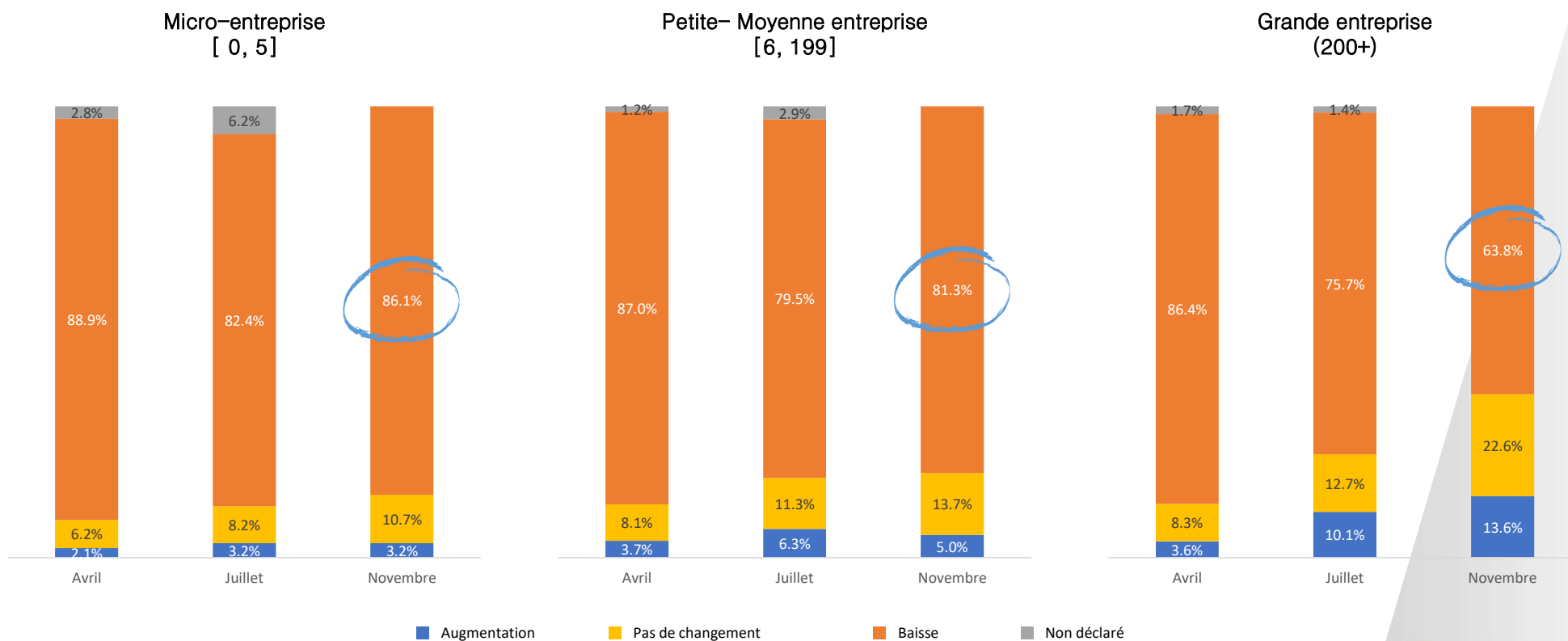
Industrie textile et cuir



■ Augmentation ■ Pas de changement ■ Baisse ■ Non déclaré

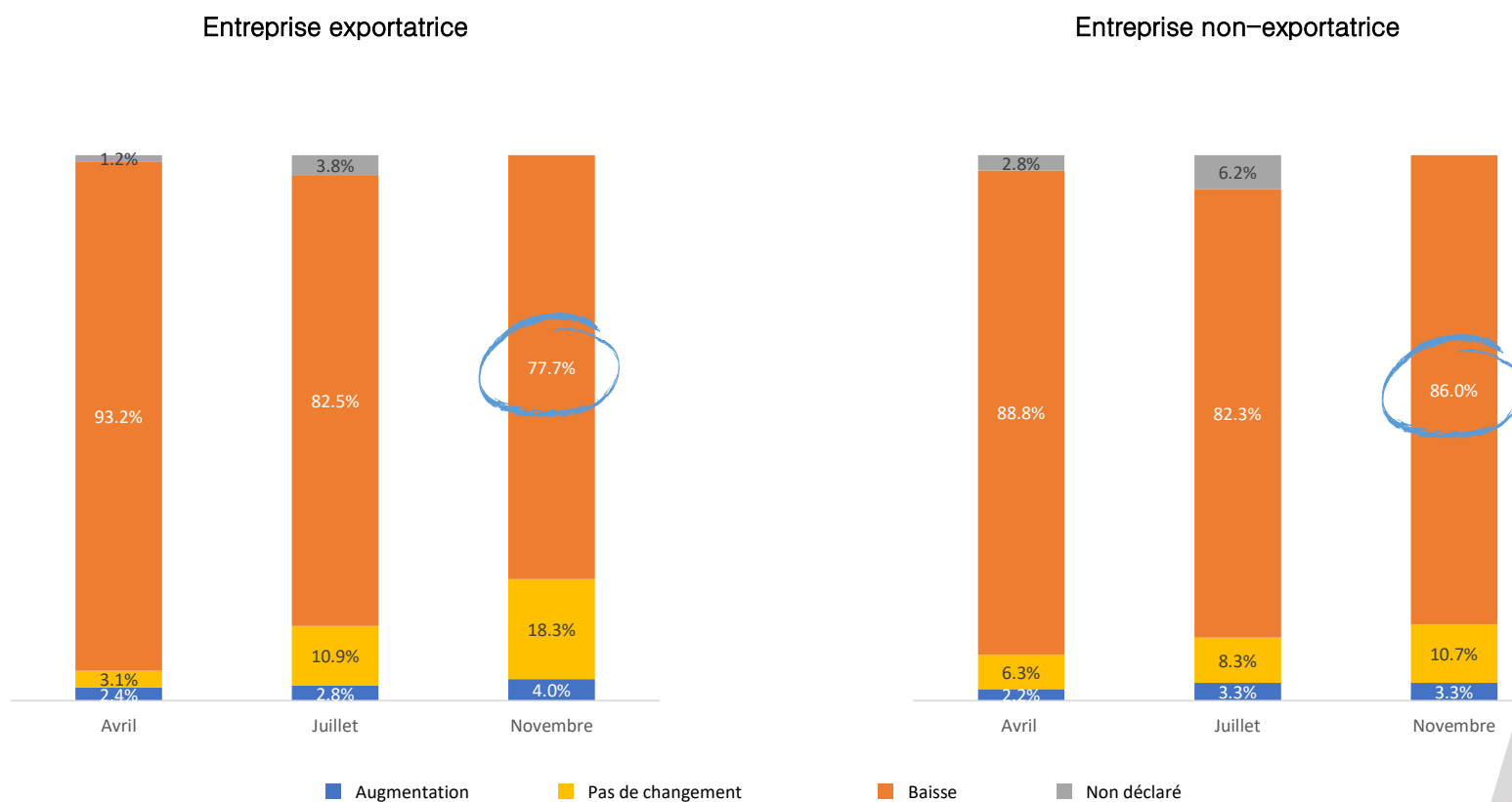
Plus de 80% des micro-entreprises et PME ont déclaré une baisse de chiffre d'affaires contre 63,8% pour les grandes entreprises

Evolution des revenus **par taille** en avril / juillet / novembre 2020 vs 2019
(% des entreprises)



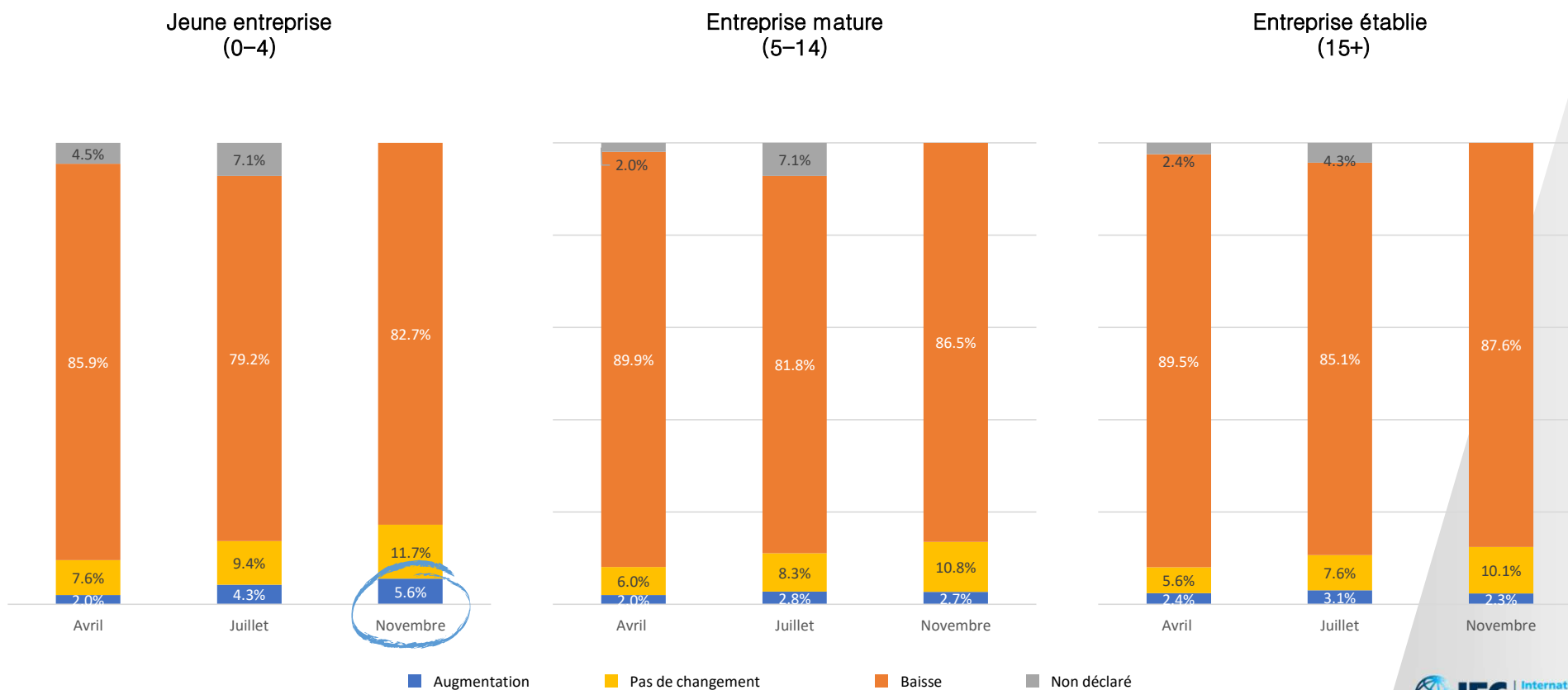
77,7% des entreprises exportatrices ont déclaré une baisse de revenus en novembre contre 93,2% en Avril.

Evolution des revenus par statut export en avril / juillet / novembre 2020 vs 2019
(% des entreprises)



5,6% des jeunes entreprises ont déclaré avoir augmenté leur chiffre d'affaires en novembre comparé à 2019, contre 4,3% en Juillet et 2% en Avril

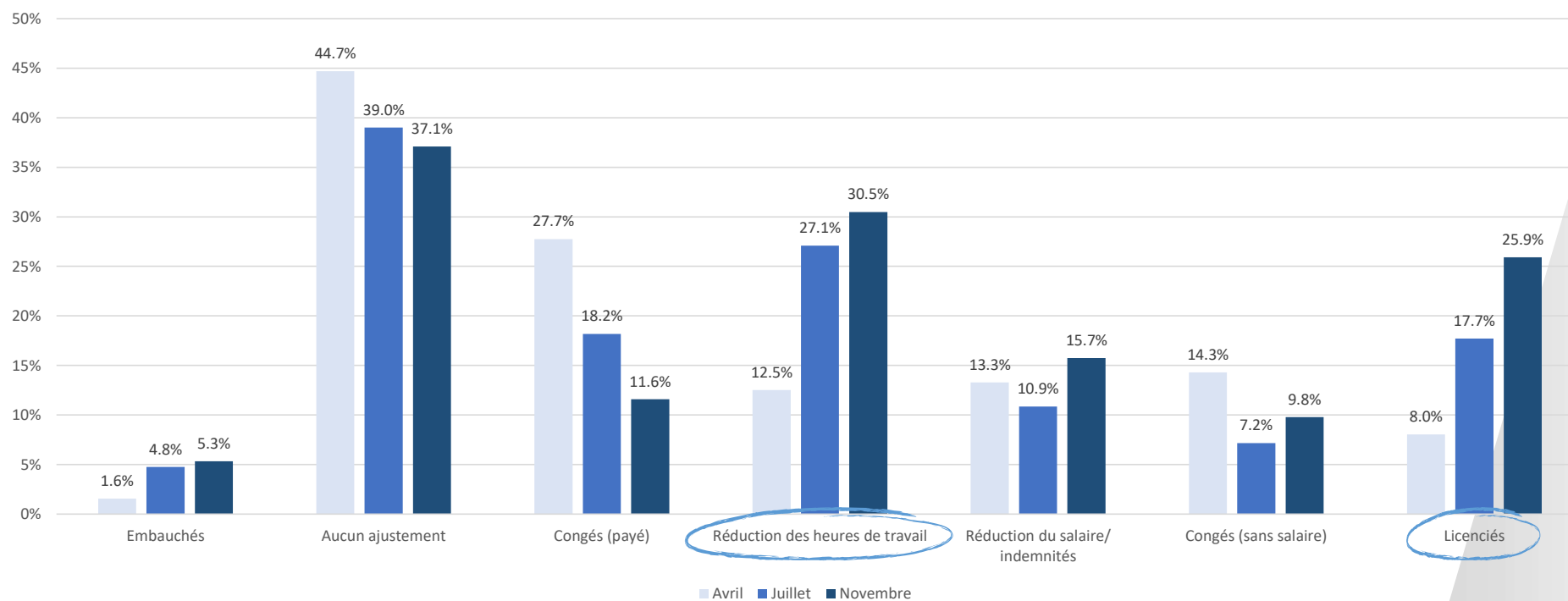
Evolution des revenus **par âge** en avril / juillet / novembre 2020 vs 2019
(% des entreprises)



c) Impact sur l'emploi

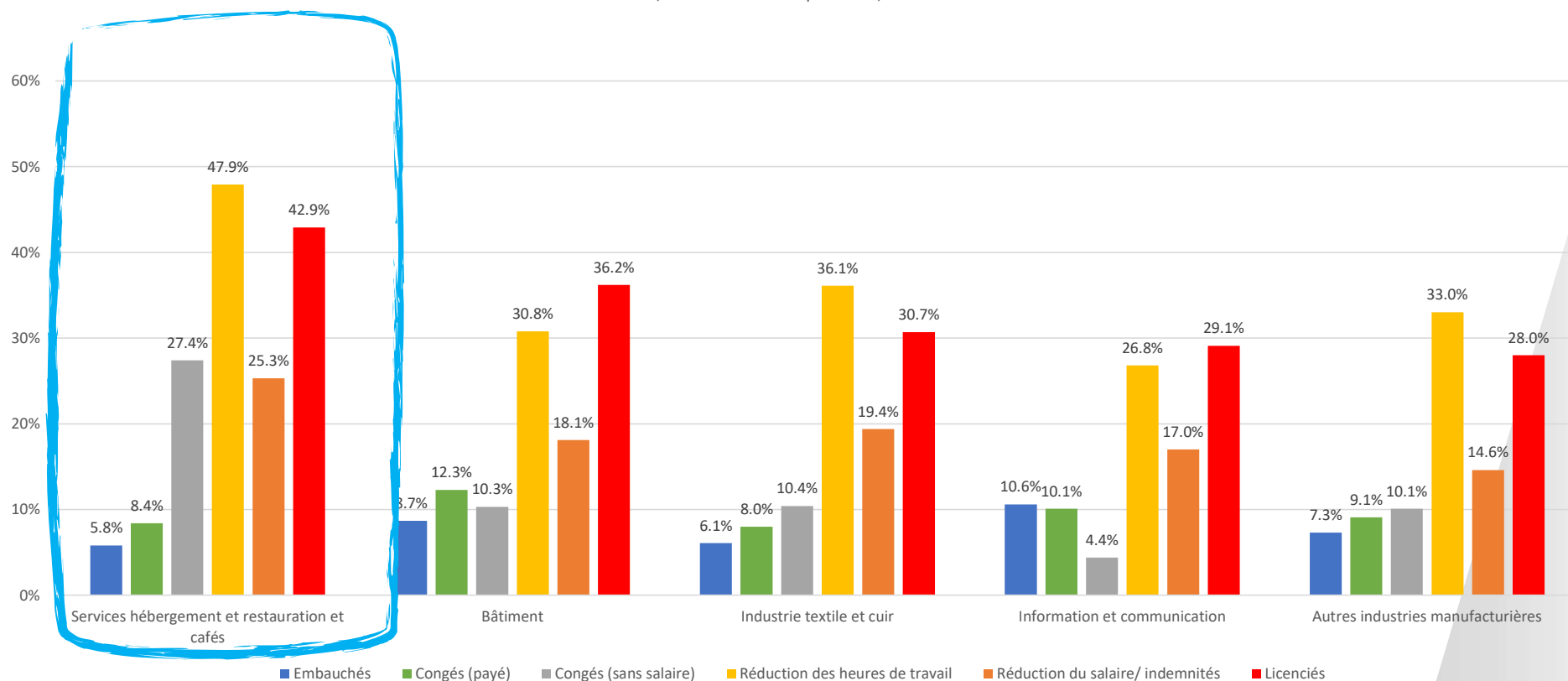
Une plus grande proportion d'entreprises a eu recours aux licenciements et à des réductions du nombre d'heures de travail en novembre

Evolution des ajustements* liés à l'emploi entre Avril, Juillet et Novembre
(% des entreprises)



Les entreprises du secteur des services d'hébergement, restauration et cafés ont effectué le plus d'ajustements liés à l'emploi

Top 5 des secteurs* ayant procédé à des ajustements liés à l'emploi en Novembre
(% des entreprises)

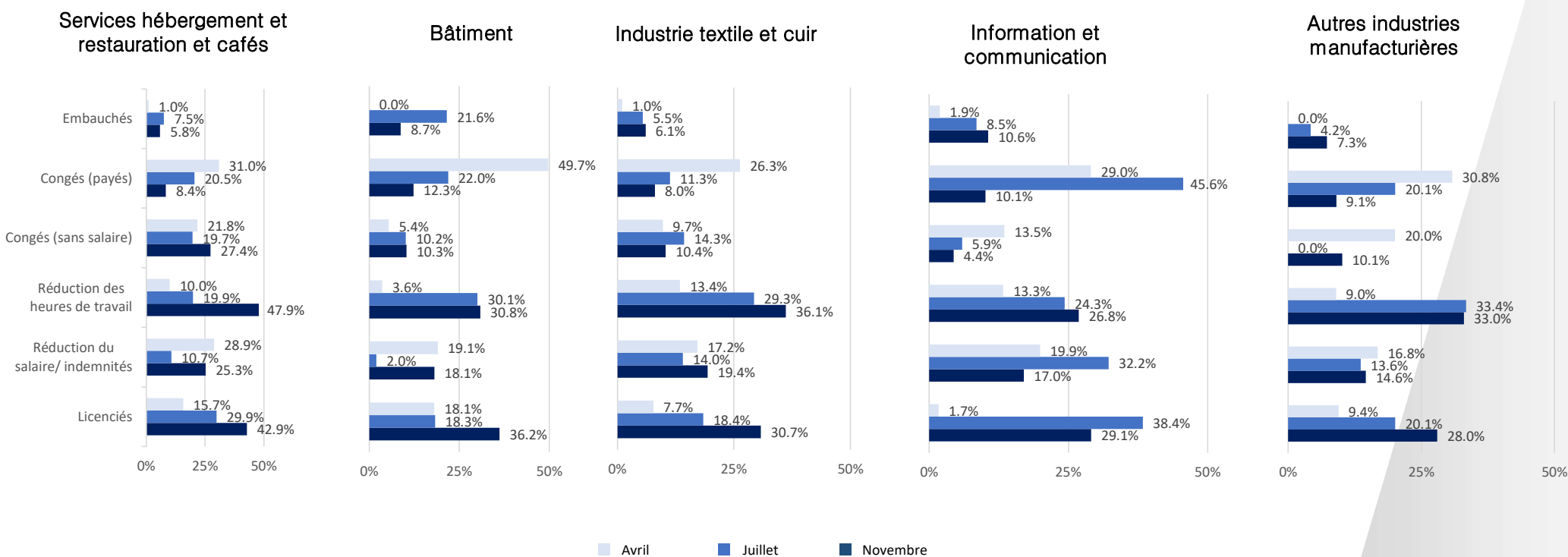


* entreprises déclarant au moins un employé dans chaque catégorie

** hors services d'hébergement, restauration et cafés

43% des entreprises des services d'hébergement, restauration et cafés ont licencié, en novembre contre 30% en juillet et 16% en avril

Evolution des Top 5 des secteurs ayant procédé à des ajustements liés à l'emploi (% des entreprises)



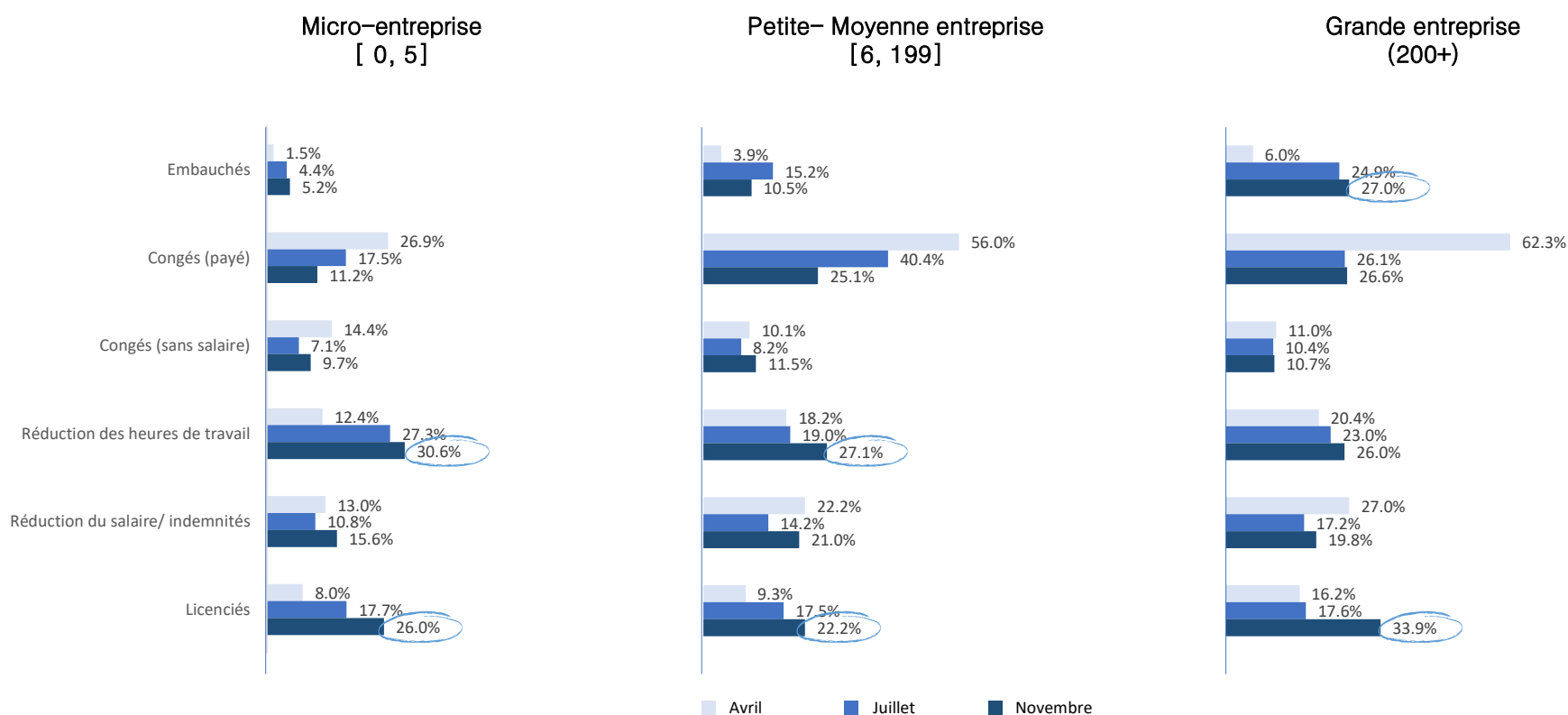
* entreprises déclarant au moins un employé dans chaque catégorie

** Données concernant les 5 secteurs avec la plus grande part d'entreprises qui ont effectué des ajustements liés à l'emploi

Les ajustements ont varié en fonction de la taille de l'entreprise :

Les PME et les micro-entreprises ont davantage eu recours aux réductions des heures de travail et aux licenciements, alors que les grandes entreprises ont mis l'accent sur le licenciement

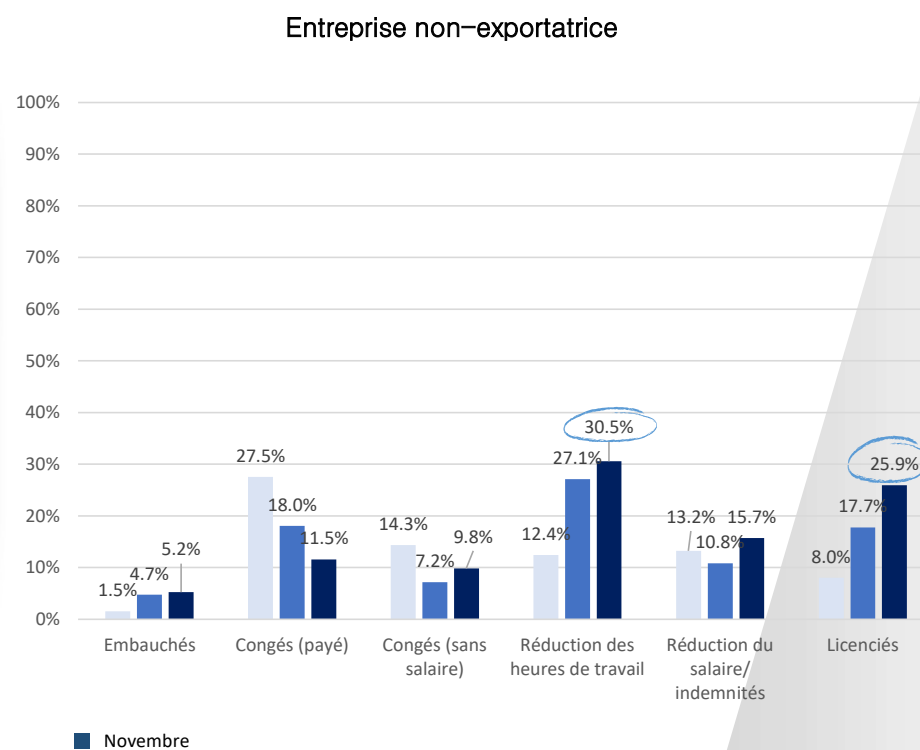
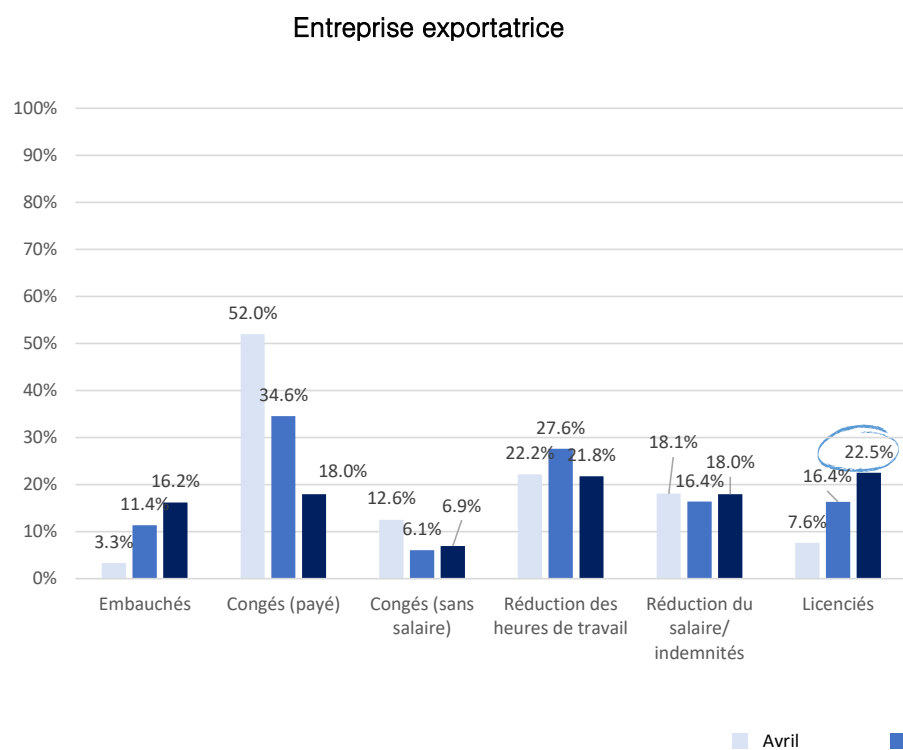
Evolution des ajustements liés à l'emploi entre Avril, Juillet et Novembre par taille (% des entreprises)



* entreprises déclarant au moins un employé dans chaque catégorie

Quelque soit le statut export de l'entreprise, le recours au licenciement a été fortement utilisé (plus de 20% des entreprises)

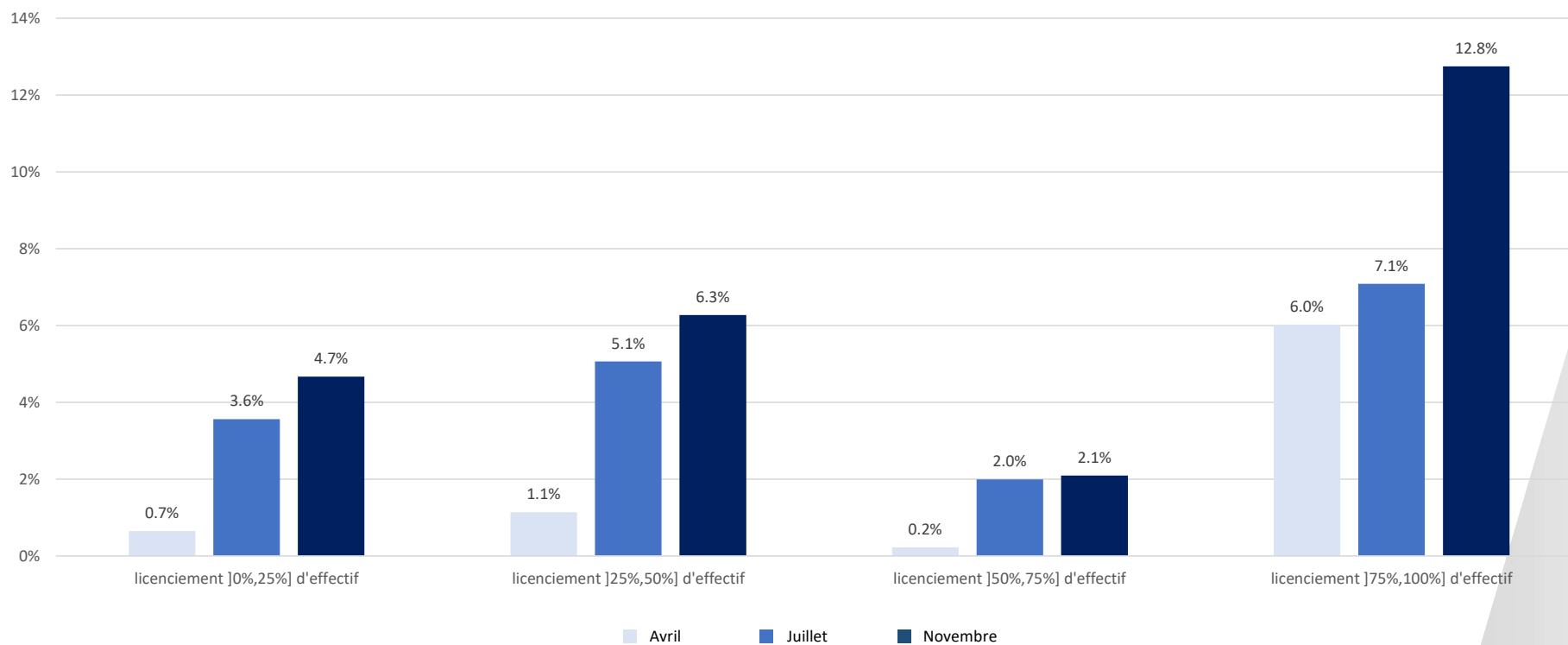
Evolution des ajustements liés à l'emploi entre avril et juillet en fonction du statut export (% des entreprises)



* entreprises déclarant au moins un employé dans chaque catégorie

14,9% des entreprises déclarent avoir licencié plus de 50% de leurs effectifs en Novembre

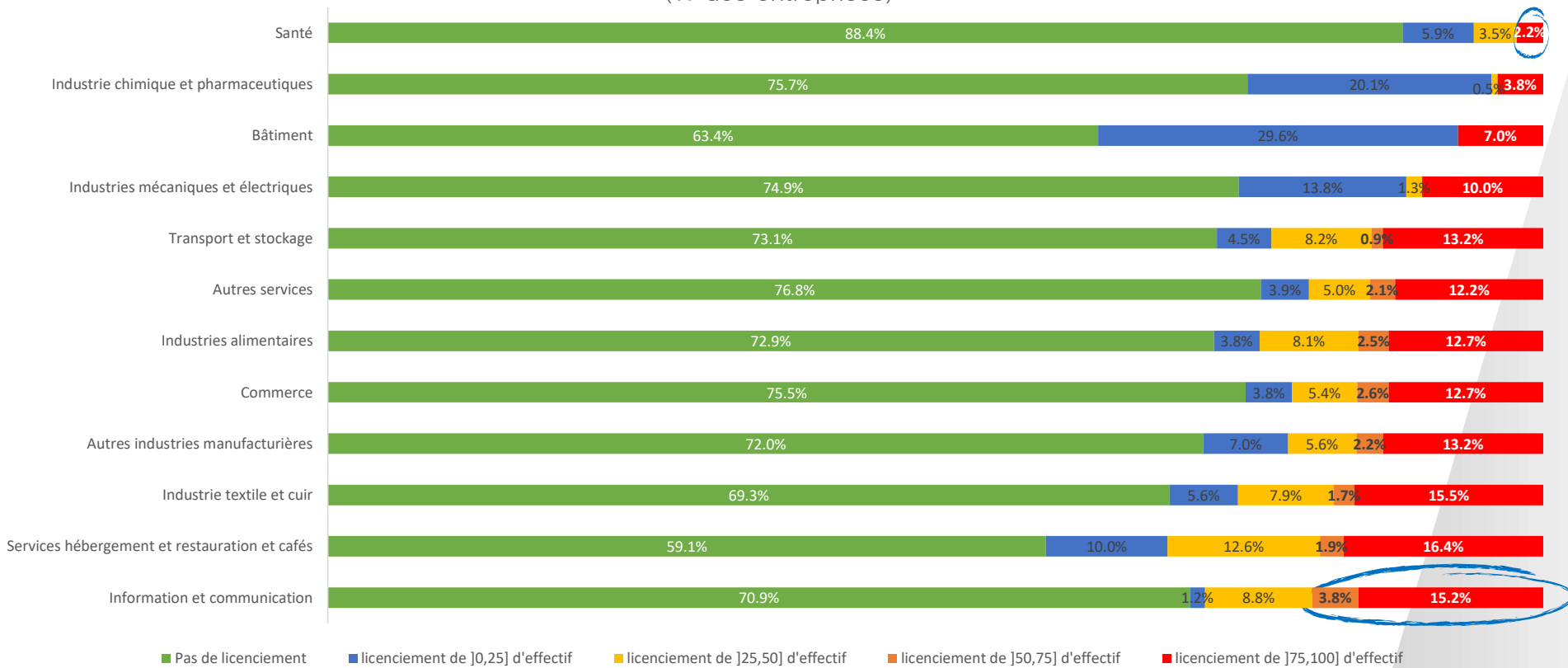
Evolution des taux de licenciement entre les Avril, Juillet et Novembre
(% des entreprises)



* entreprises déclarant au moins un employé dans chaque catégorie

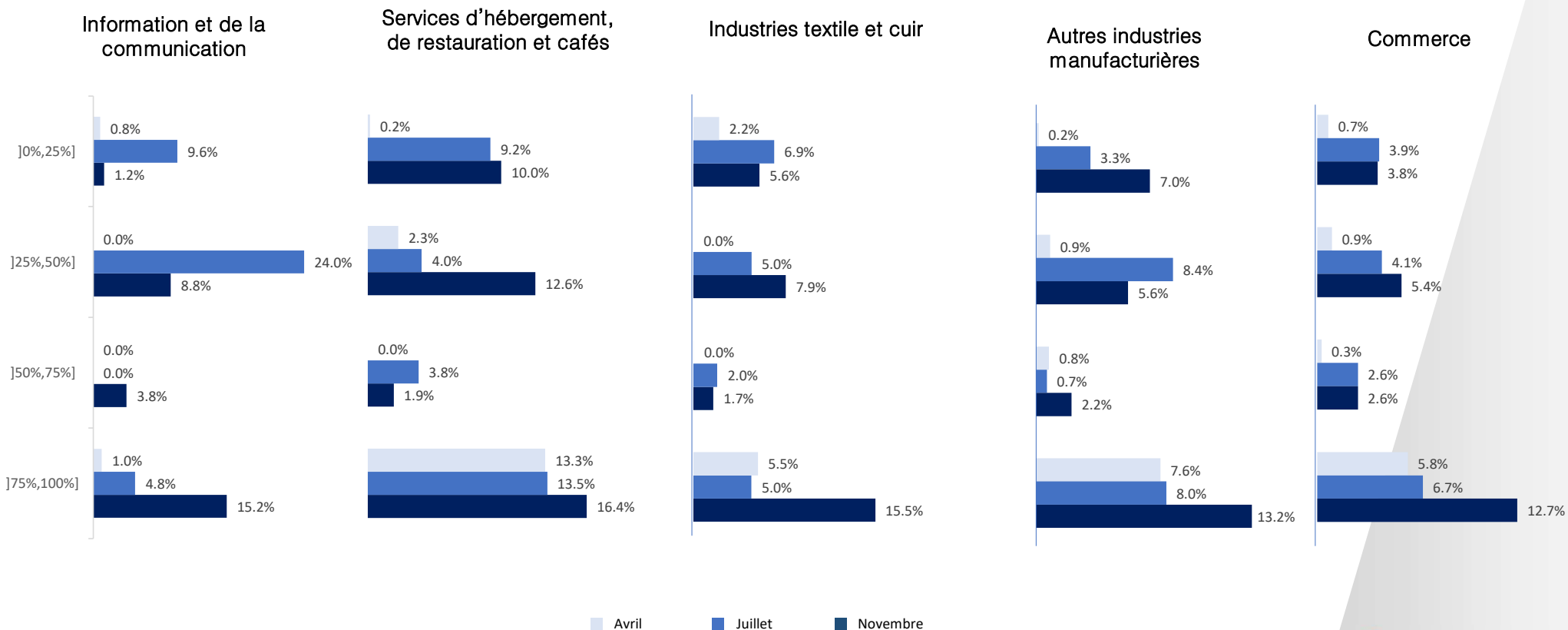
Les entreprises, ayant déclaré avoir licencié plus de 50% de leur effectif, appartiennent principalement aux secteurs de l'information et de la communication, aux services d'hébergement, de restauration et cafés et aux industries textile et cuir

Taux de licenciement par secteur d'activité
(% des entreprises)



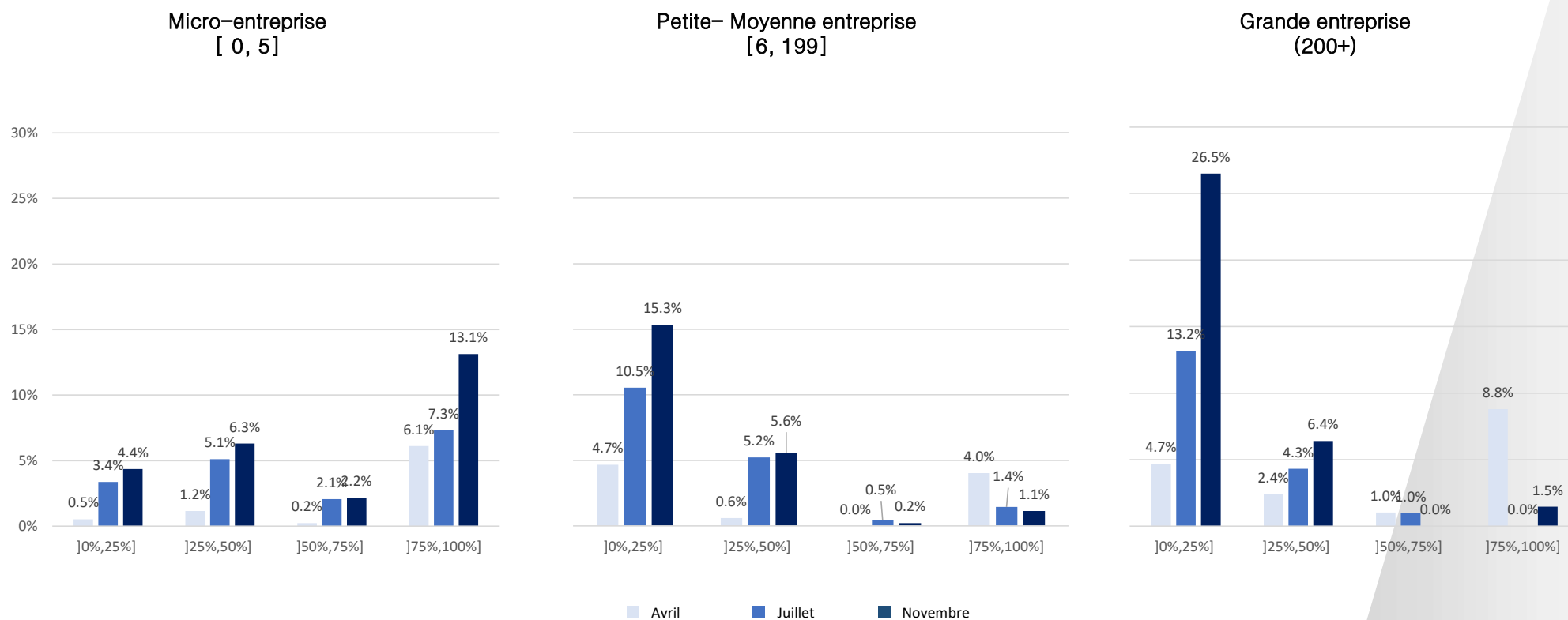
Plus de 15% des entreprises des industries textile et cuir, des services d'hébergement, de restauration et cafés et du secteur de l'information et de la communication ont licencié plus de 75% de leur effectif en novembre

Evolution du Top 5 des secteurs ayant procédé à des licenciements entre Avril, Juillet et Novembre
(% des entreprises)



Le licenciement de plus 75% de l'effectif concernant principalement les micro-entreprises (13,1% des déclarations)

Evolution du taux de licenciement entre Avril, Juillet et Novembre par taille d'entreprise (% des entreprises)

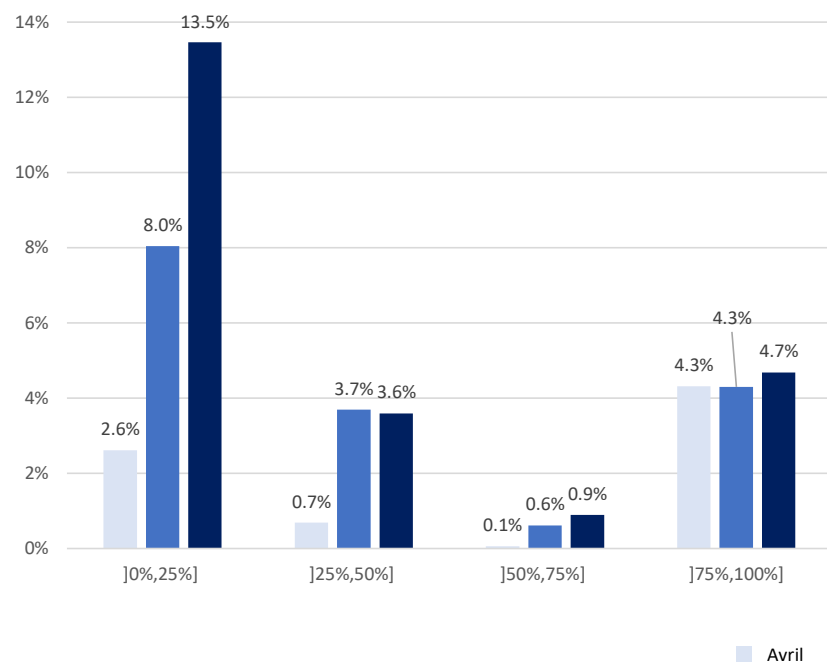


Le licenciement de plus 75% de l'effectif concernant davantage les entreprises non-exportatrices (12,9% des déclarations)

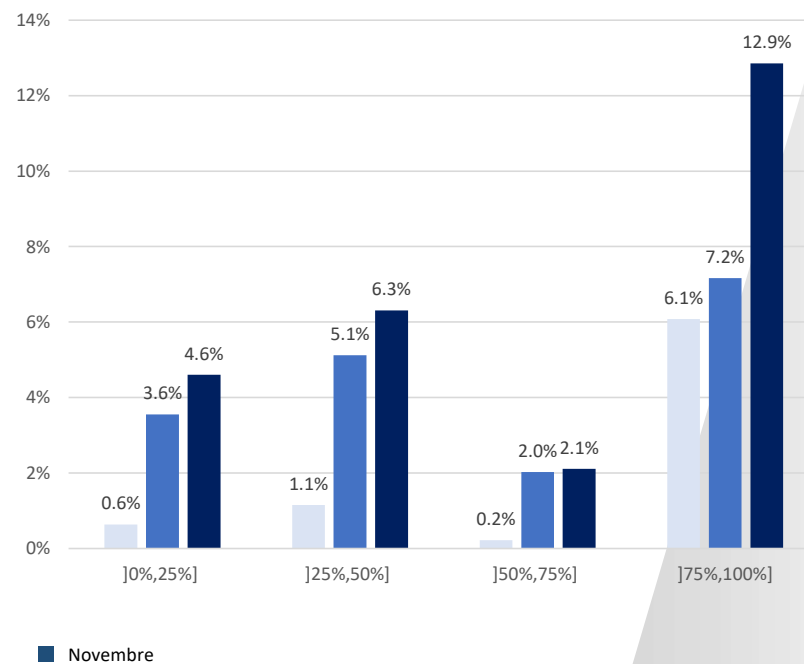
Evolution du taux de licenciement entre Avril, Juillet et Novembre par statut export

(% des entreprises)

Entreprise exportatrice

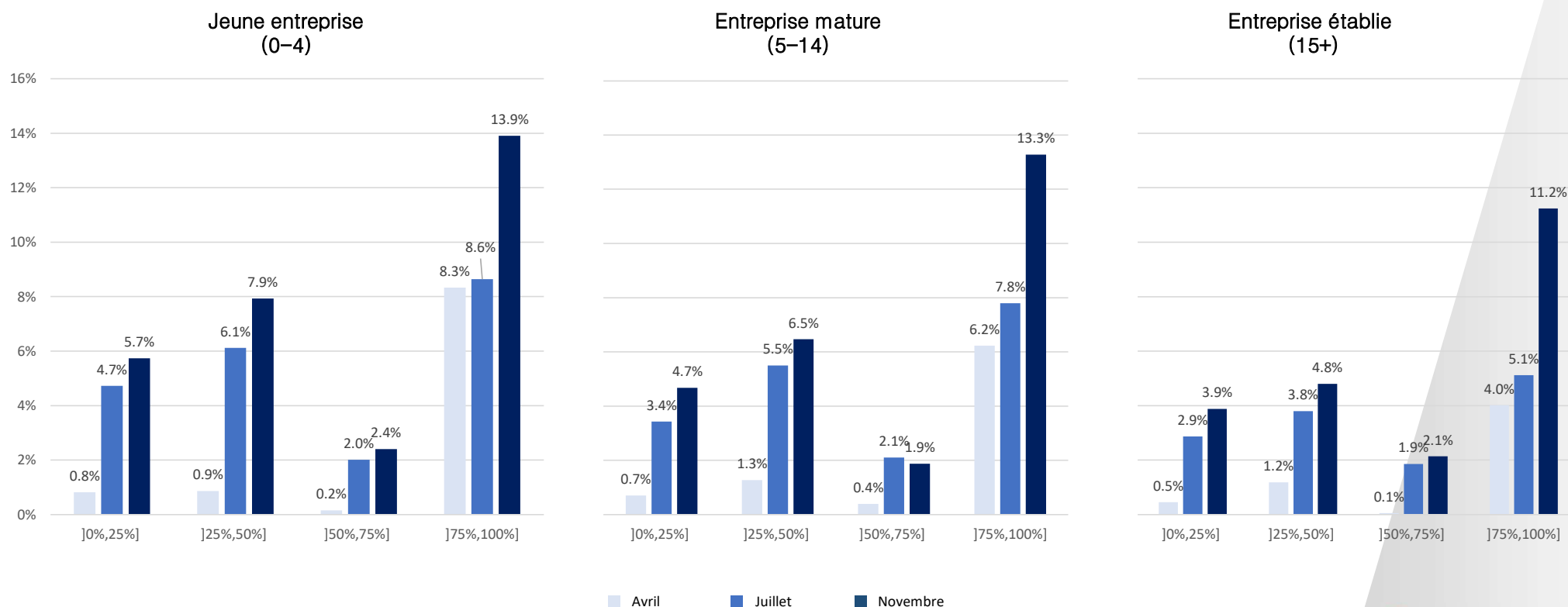


Entreprise non-exportatrice



Quelque soit leur âge, plus de 10% des entreprises ont déclaré avoir licencié plus de 75% de leur effectif

Evolution du taux de licenciement entre Avril, Juillet et Novembre par âge d'entreprise (% des entreprises)



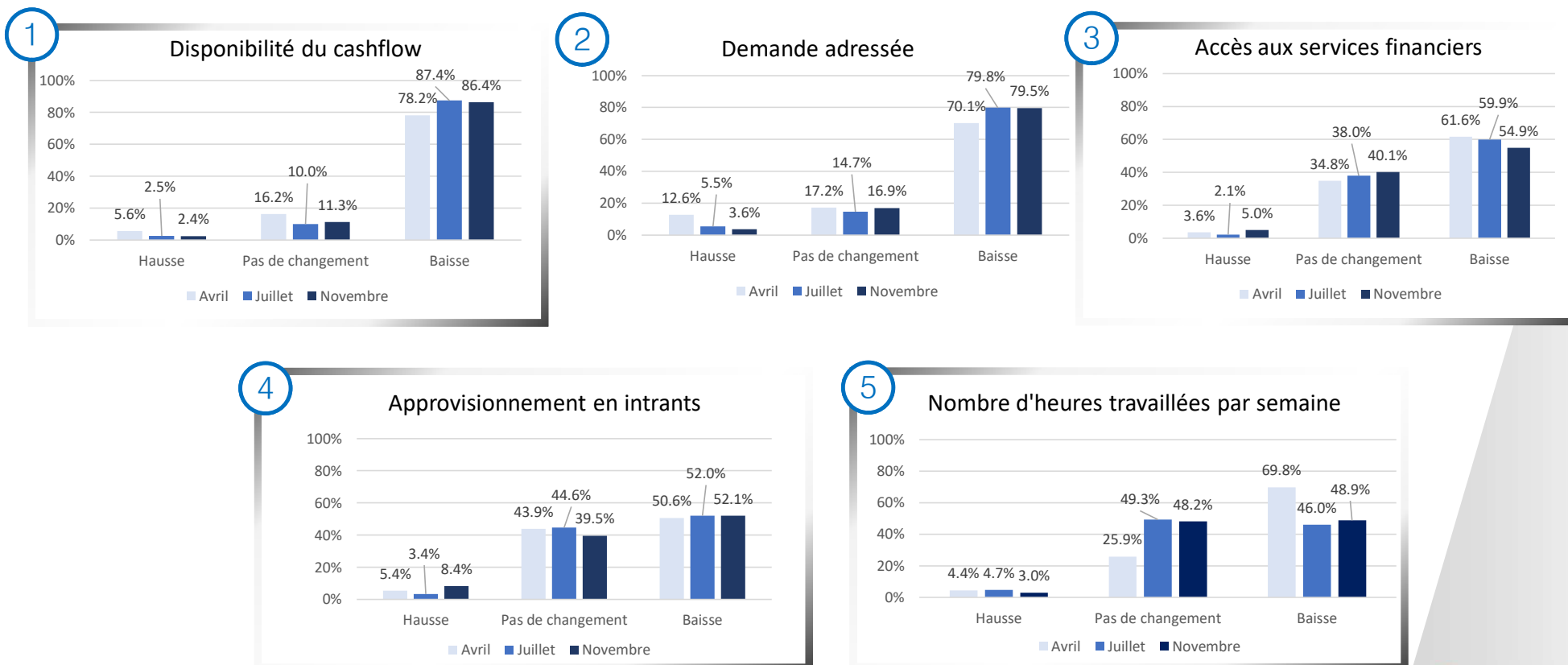


3

Facteurs affectant l'activité des entreprises

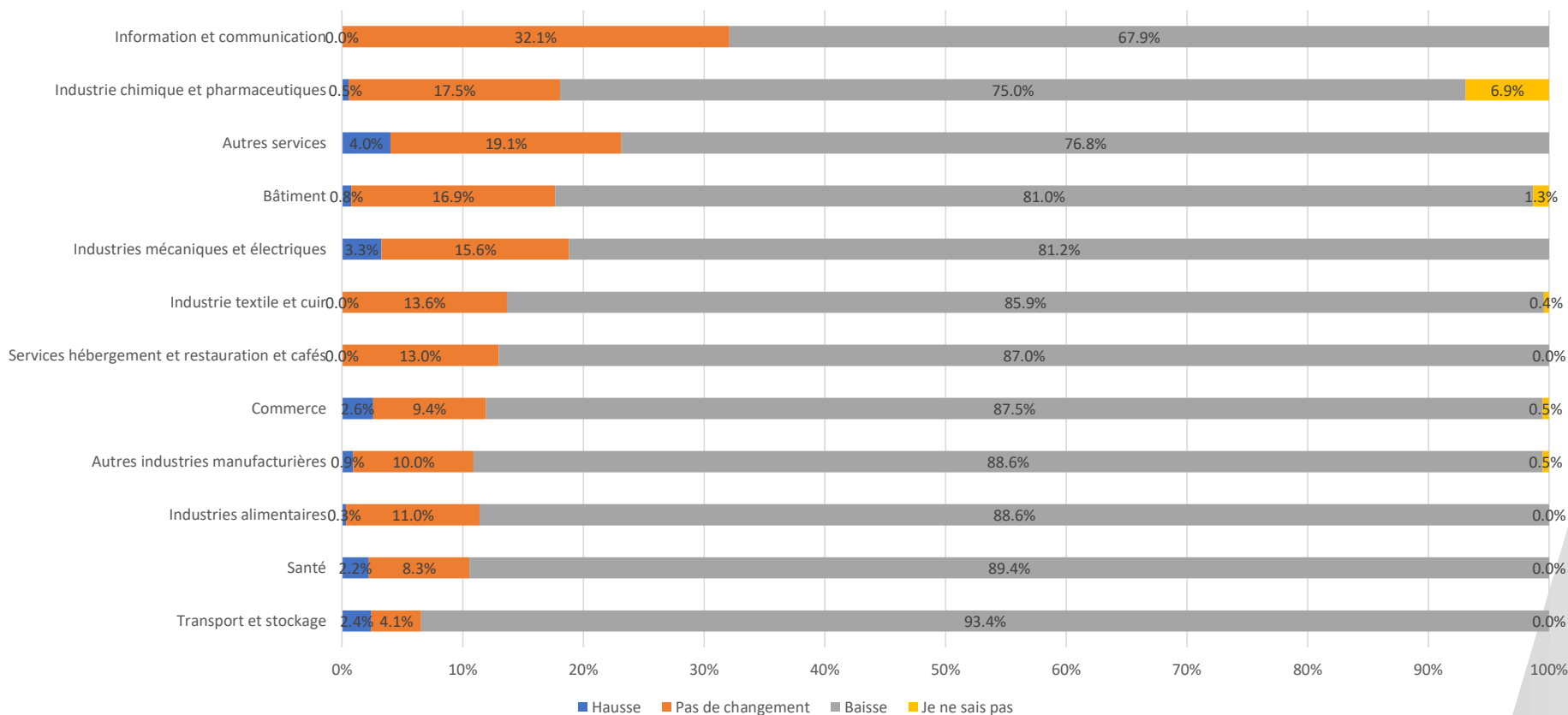
En novembre, les activités des entreprises ont été davantage affectées par des baisses des : fonds disponibles (86,4% des entreprises) et de la demande de produits ou de services (79,5%)

Evolution des facteurs affectants les activités des entreprises ouvertes durant le mois de novembre 2020 (% des entreprises ayant travaillé en novembre)



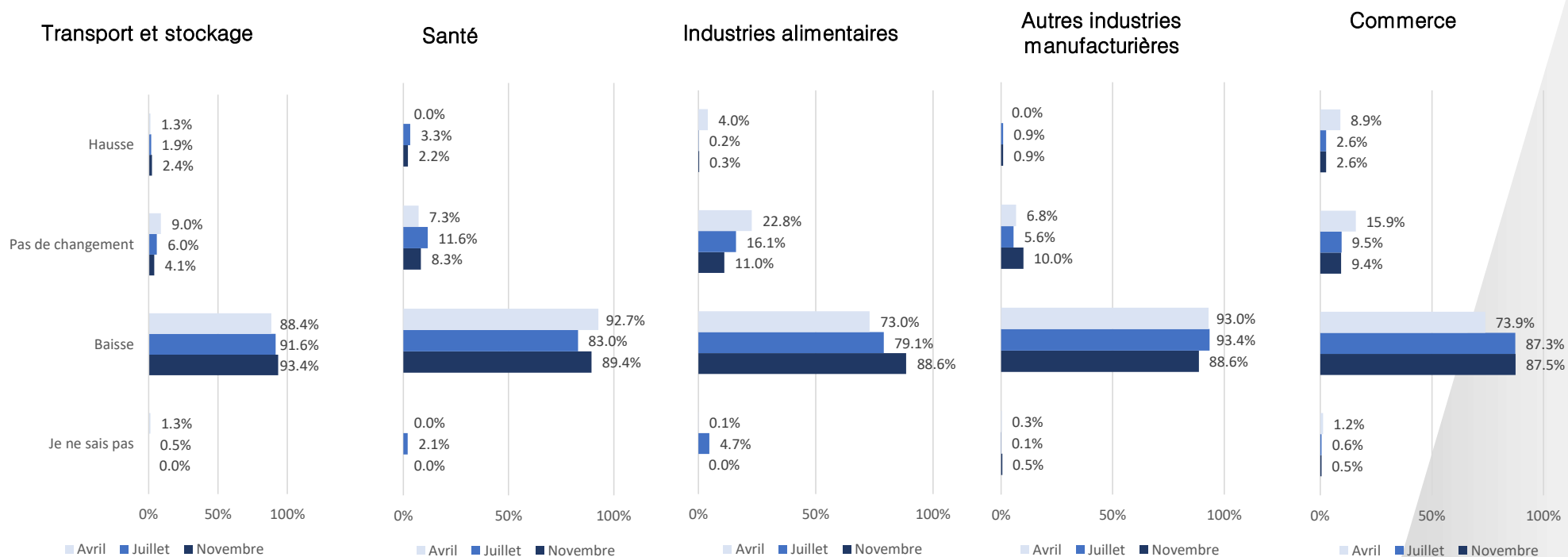
Plus de 85% des entreprises du transport et stockage, de la santé, des industries alimentaires, des industries manufacturières, du commerce, des services d'hébergement, restauration et café, et de l'industrie textile et cuir ont enregistré une baisse de leur cashflow

Disponibilité du cashflow par secteur
(% des entreprises ayant travaillé en novembre)



Le manque de disponibilité du cashflow s'est amplifié davantage en novembre pour les secteurs suivants : Industries alimentaires, et transport et stockage

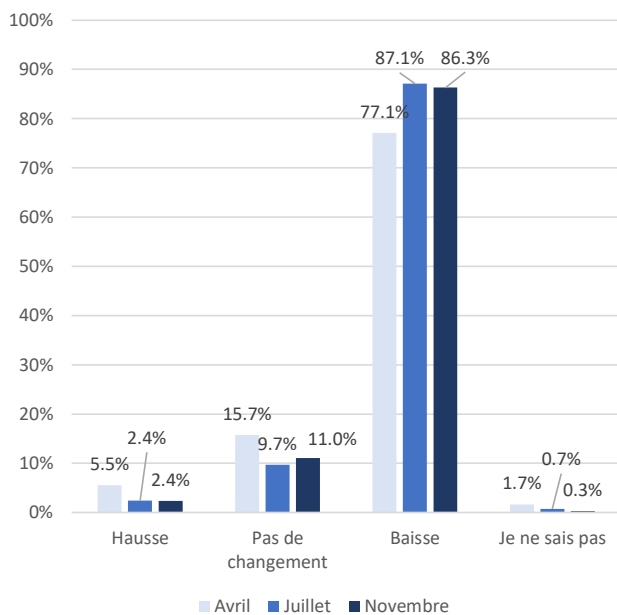
Evolution de la disponibilité du cashflow entre avril, juillet et novembre par secteur
(% des entreprises ayant travaillé en novembre)



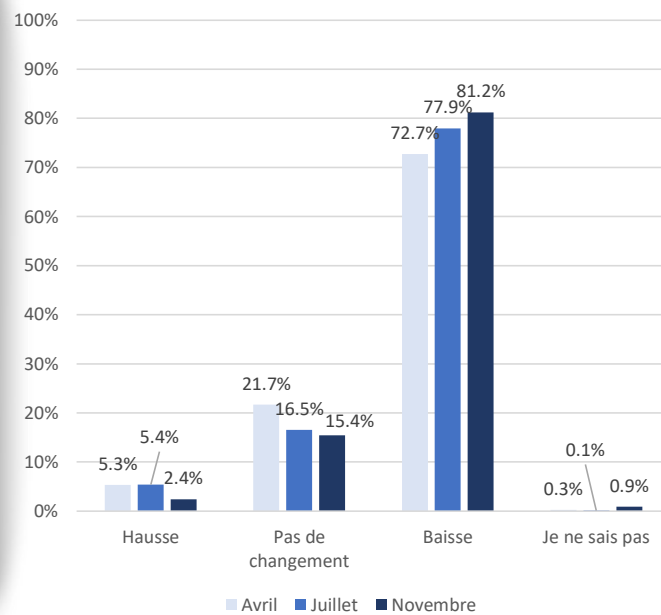
En novembre, seules les grandes entreprises ont fait état d'une légère amélioration de la disponibilité de leur cashflow

Evolution de la disponibilité du cashflow par taille (% des entreprises ayant travaillé en novembre)

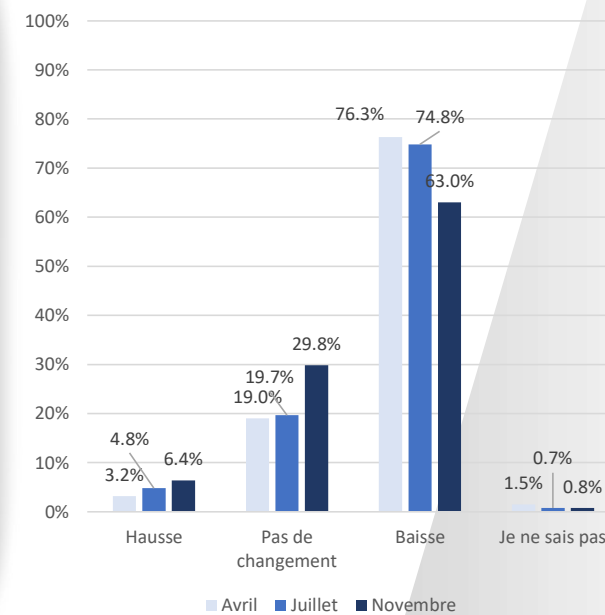
Micro-entreprise
[0, 5]



Petite- Moyenne entreprise
[6, 199]



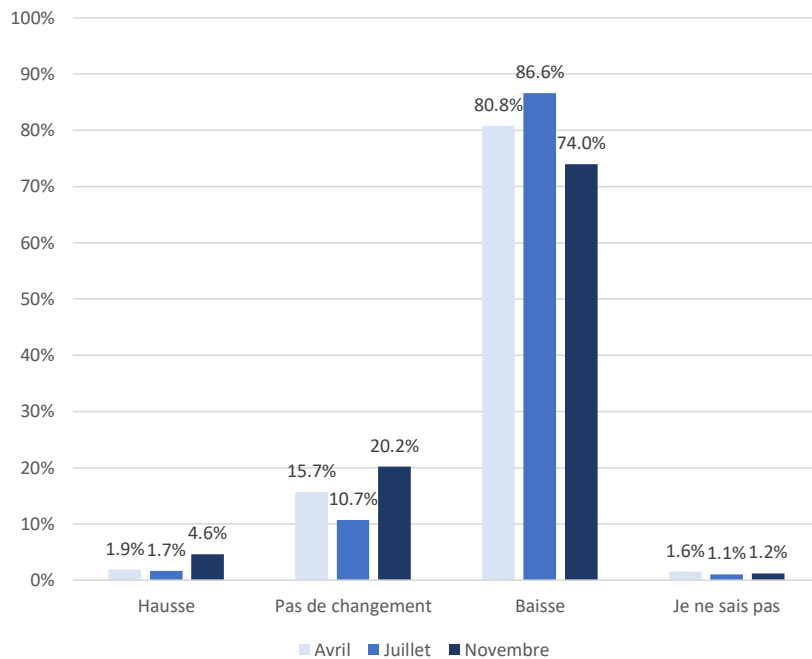
Grandes entreprises
(200+)



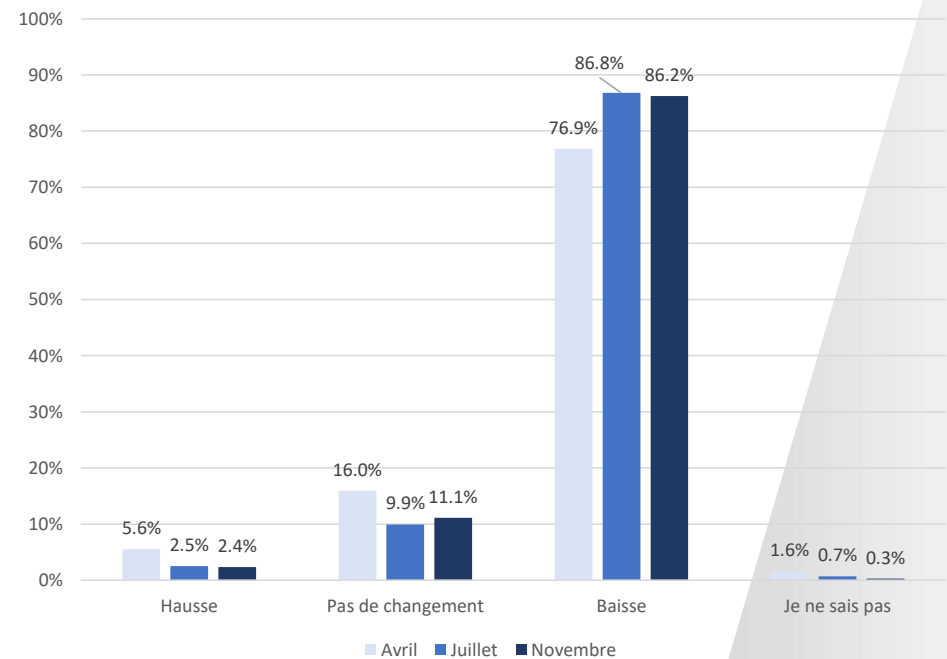
86% des entreprises non-exportatrices et à 74% des entreprises exportatrices (87% en juillet) ont subi une baisse de leur cash flow pendant novembre

Evolution de la disponibilité cashflow par statut exportateur (% des entreprises ayant travaillé en novembre)

Entreprise exportatrice



Entreprise non-exportatrice

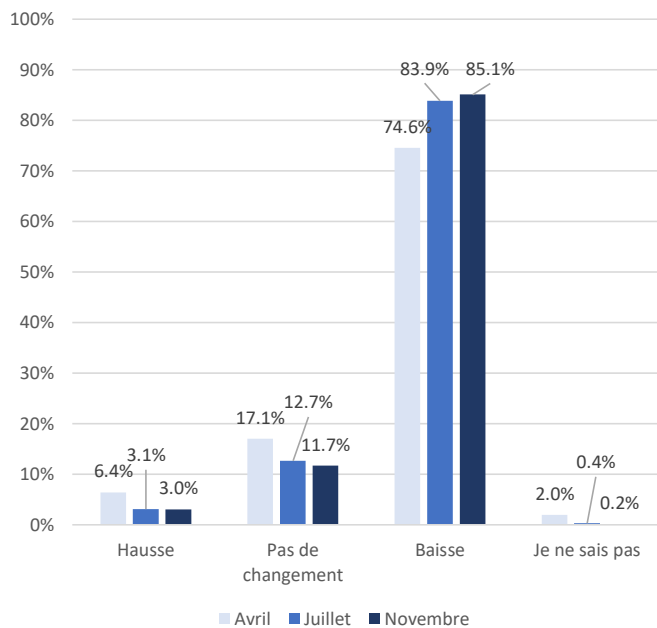


Toutefois, et quelque soit l'âge de l'entreprise, plus de 85% des entreprises ont subi une baisse de leur cashflow

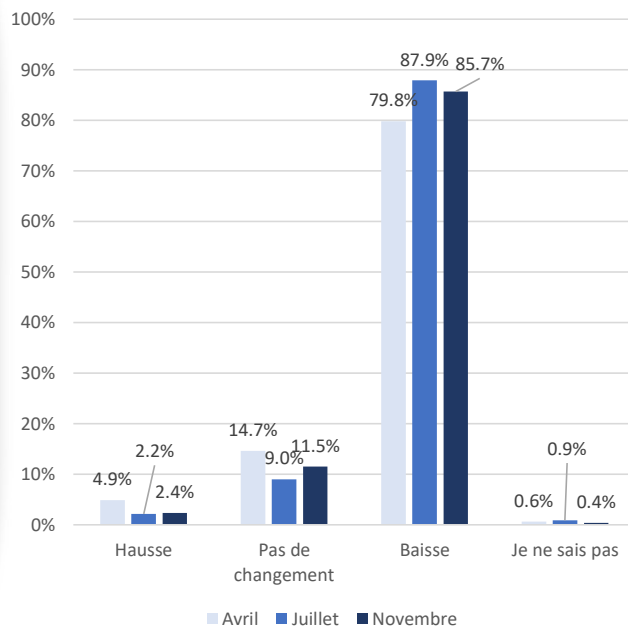
Evolution de la disponibilité du cashflow par âge

(% des entreprises ayant travaillé en novembre)

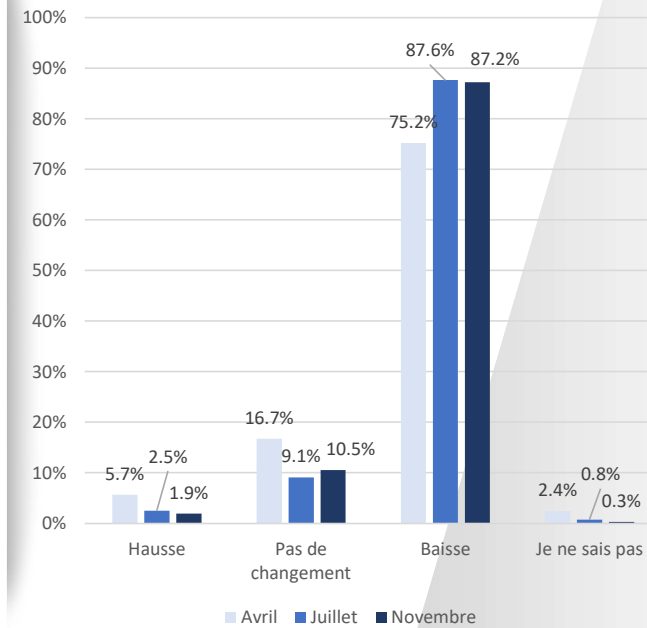
Jeune entreprise
(0-4)



Entreprise mature
(5-14)

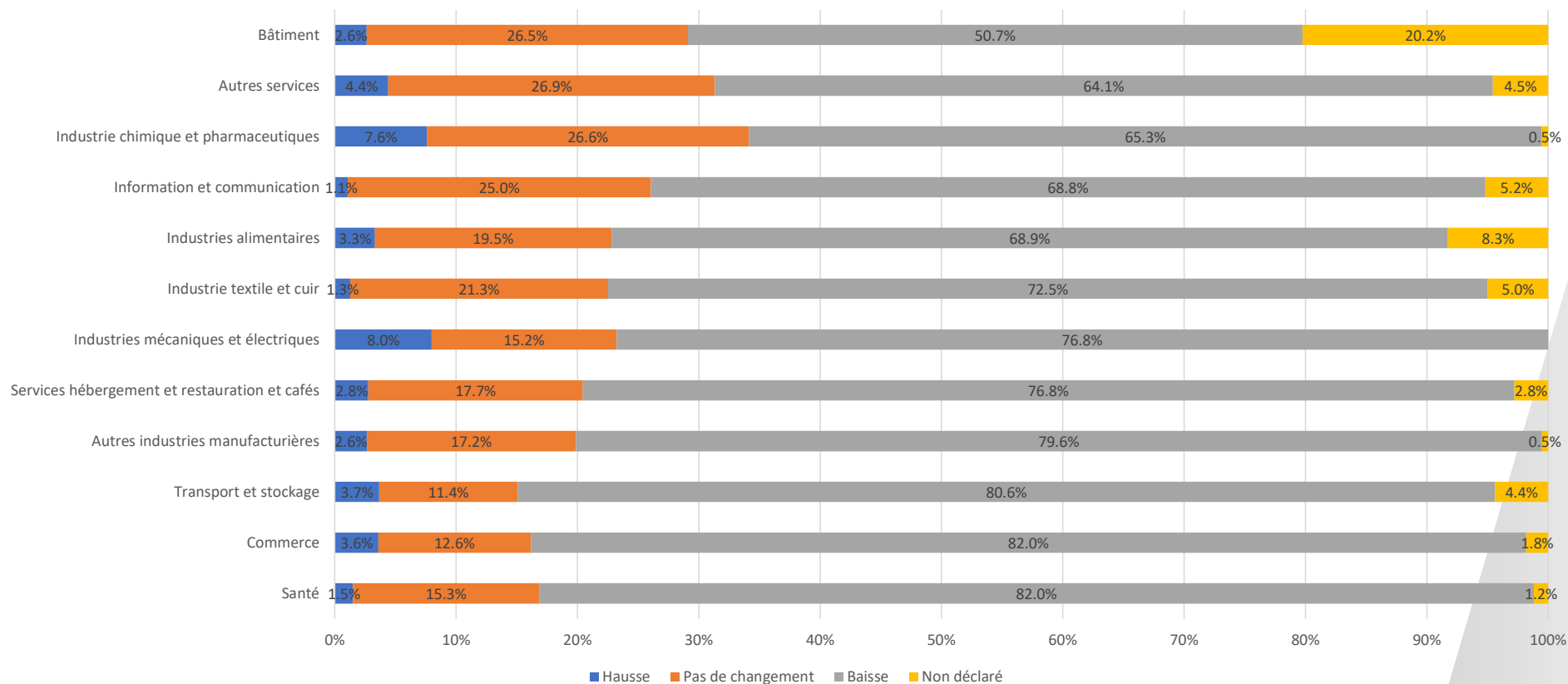


Entreprise établie
(15+)



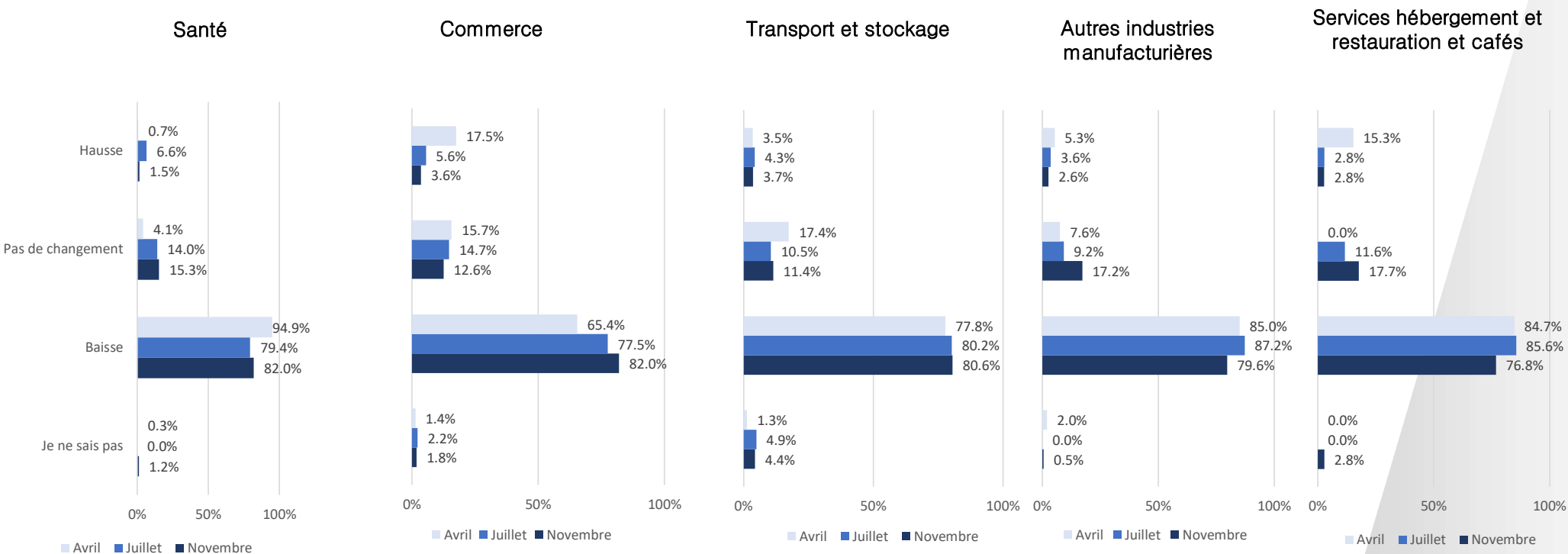
Plus de 80% des entreprises de la santé, du commerce, de la santé et du transport et stockage, déclarent avoir subi une baisse de la demande adressée

Demande adressée par secteur
(% des entreprises ayant travaillé en novembre)



La proportion d'entreprises ayant enregistré une baisse de la demande adressée a diminué en novembre par rapport à juillet pour la plupart des secteurs hormis ceux du commerce, de la santé et du transport et stockage

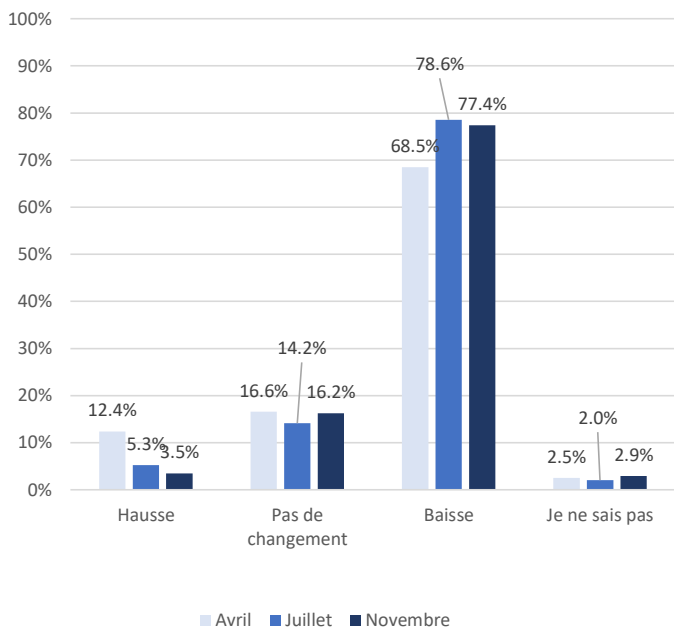
Evolution de la demande adressée entre avril, juillet et novembre par secteur (% des entreprises ayant travaillé en novembre)



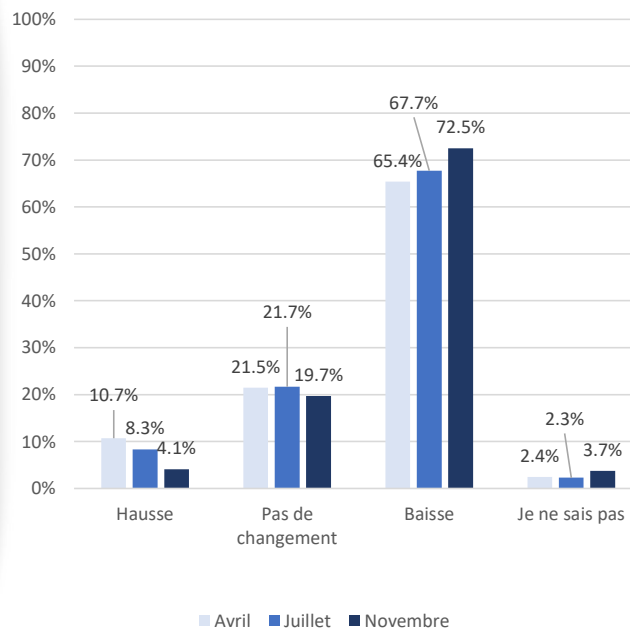
En novembre, la proportion des grandes entreprises qui ont fait état d'une baisse de la demande adressée a baissé (52,5% contre 56% en juillet et 64,9% en avril)

Evolution de la demande adressée par taille (% des entreprises ayant travaillé en novembre)

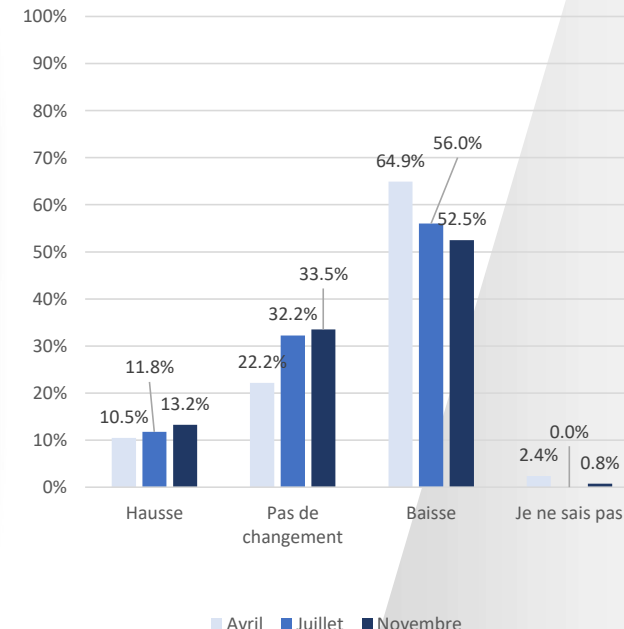
Micro-entreprise
[0, 5]



Petite- Moyenne entreprise
[6, 199]



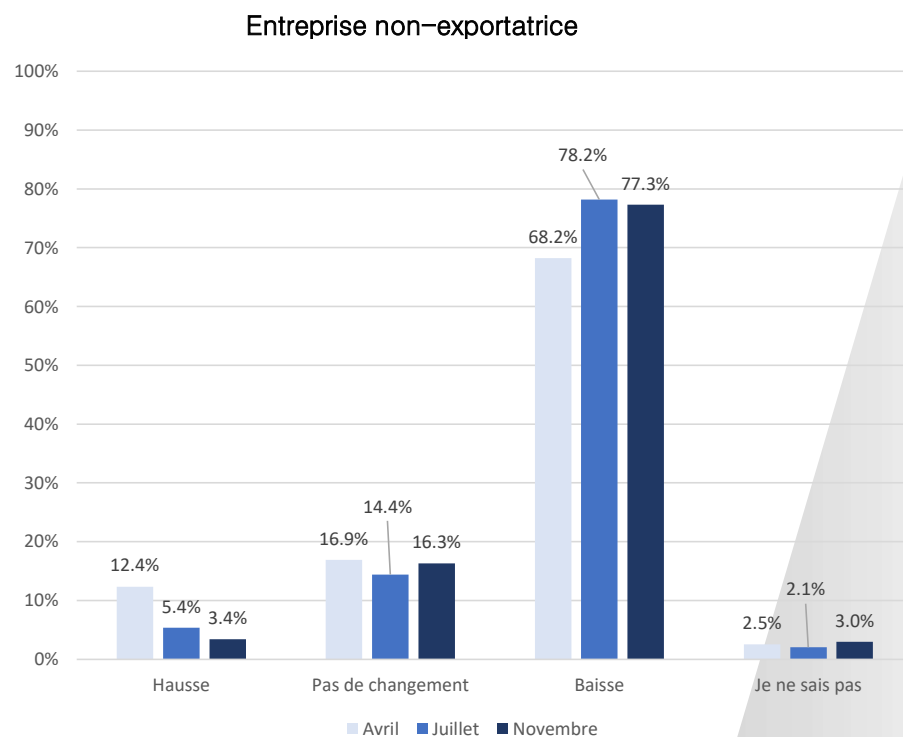
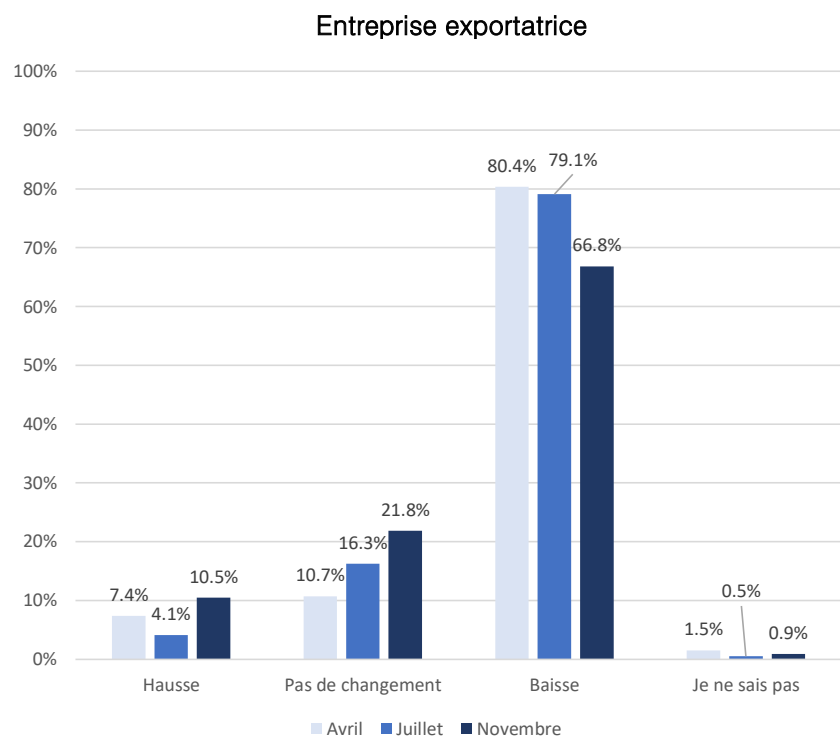
Grandes entreprises
(200+)



La proportion des entreprises exportatrices qui ont subi une baisse de la demande adressée a diminué : de 80,4% en avril et juillet à 66,8% en novembre

Evolution de la demande adressée par statut export

(% des entreprises ayant travaillé en novembre)

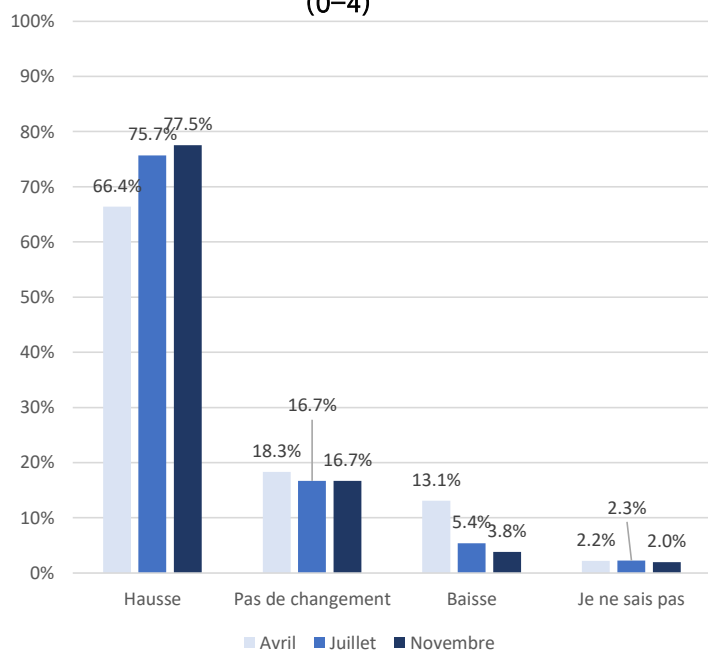


Toutefois, quelque soit l'âge de l'entreprise, plus de 76% des entreprises ont subi une baisse de la demande adressée en novembre

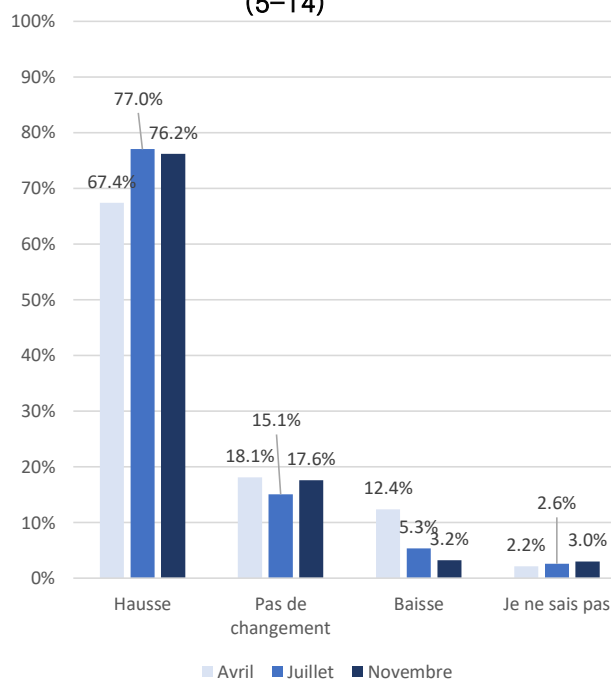
Evolution de la demande adressée par âge

(% des entreprises ayant travaillé en novembre)

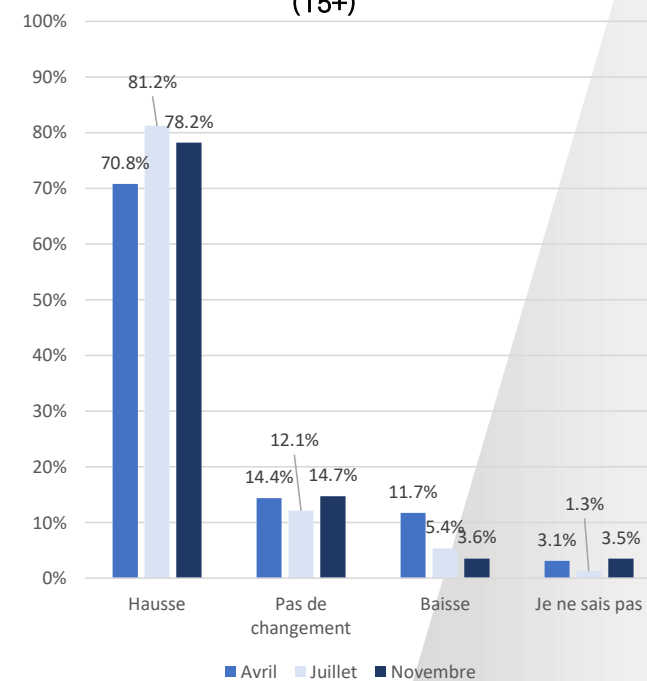
Jeune entreprise
(0-4)



Entreprise mature
(5-14)

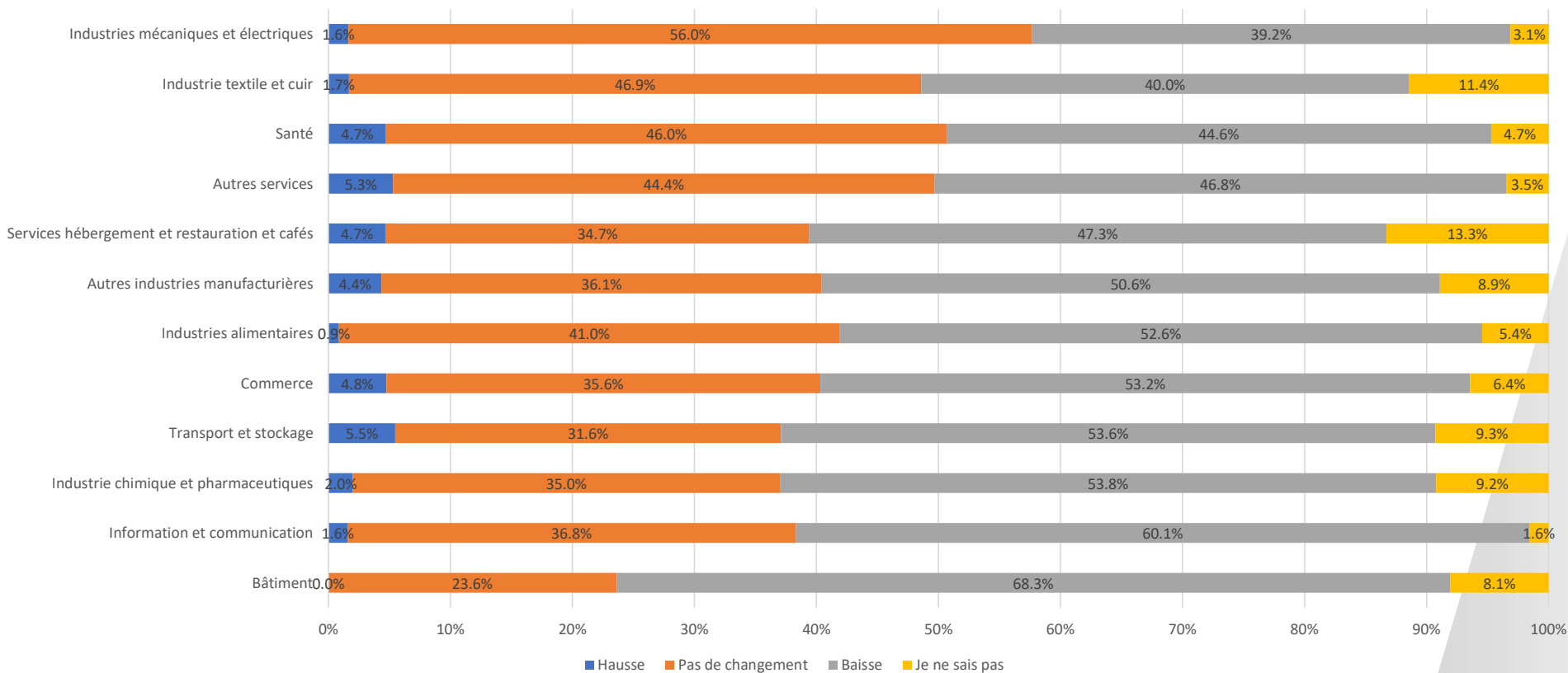


Entreprise établie
(15+)



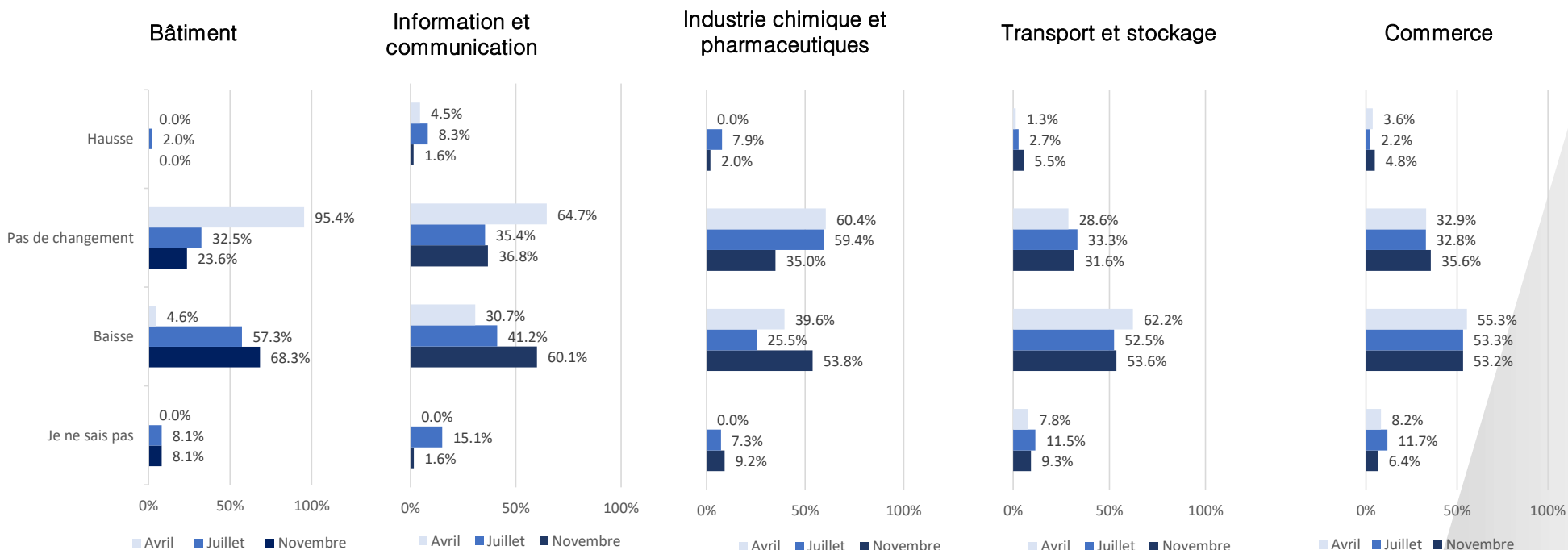
En novembre, 68,3% des entreprises du bâtiment ont rencontré des difficultés d'accès aux services financiers contre 39,2% pour celles dans les industries mécaniques et électriques

Accès aux services financiers par secteur (% des entreprises ayant travaillé en novembre)



Généralement tous les secteurs ont connu une moins de difficulté d'accès aux services financiers, sauf pour le secteur bâtiment qui est resté au même niveau

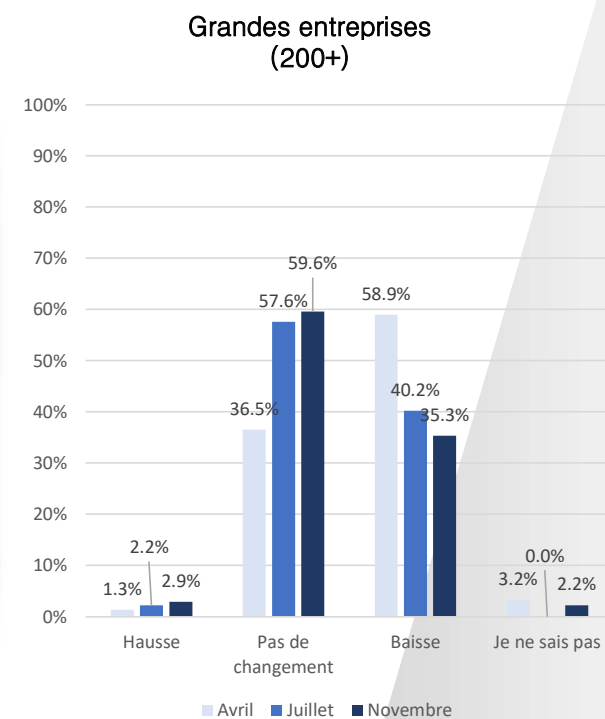
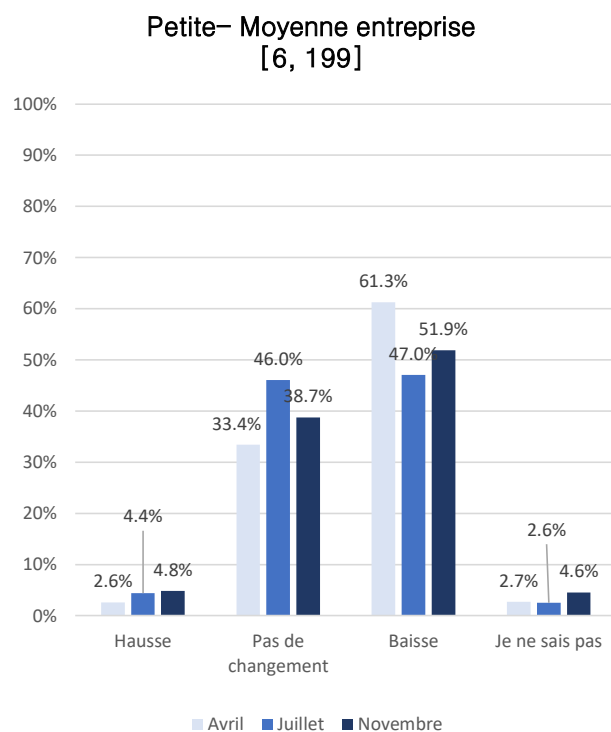
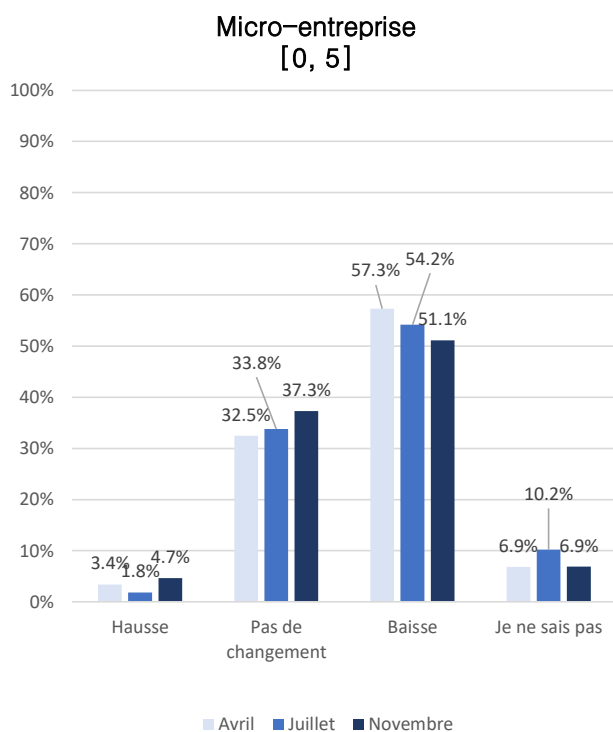
Evolution de l'accès aux services financiers entre avril, juillet et novembre par secteur (% des entreprises ayant travaillé en novembre)



En novembre, une diminution des entreprises ont fait état des difficultés d'accès aux services financiers par rapport à avril et juillet, sauf pour les PME



Evolution de l'accès aux services financiers par taille (% des entreprises ayant travaillé en novembre)

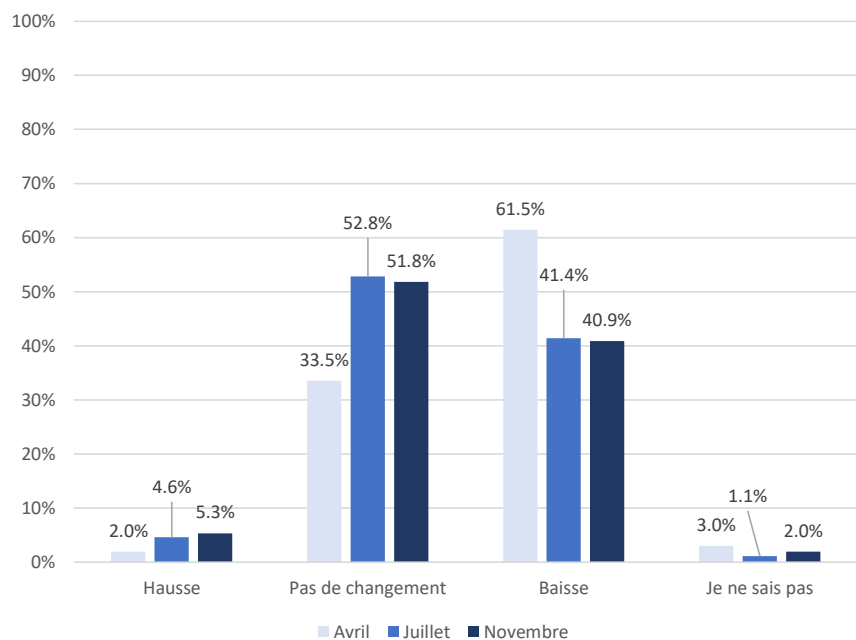


En novembre, la proportion des entreprises ayant des difficultés d'accès aux services financiers est plus grande parmi les entreprises non-exportatrices (51,2%) que pour les entreprises exportatrices (40,9%)

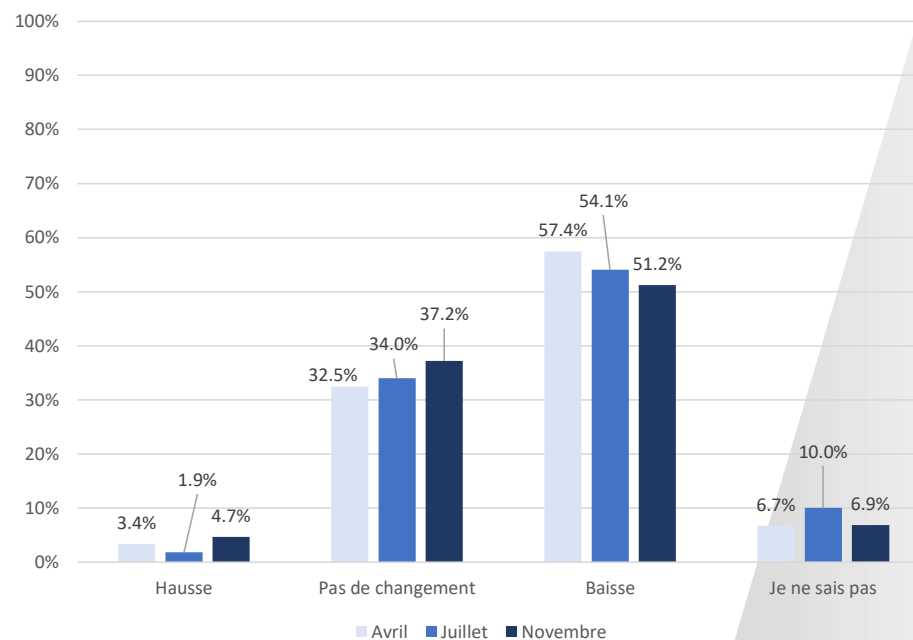
Evolution de l'accès aux services financiers par statut export

(% des entreprises ayant travaillé en novembre)

Entreprise exportatrice



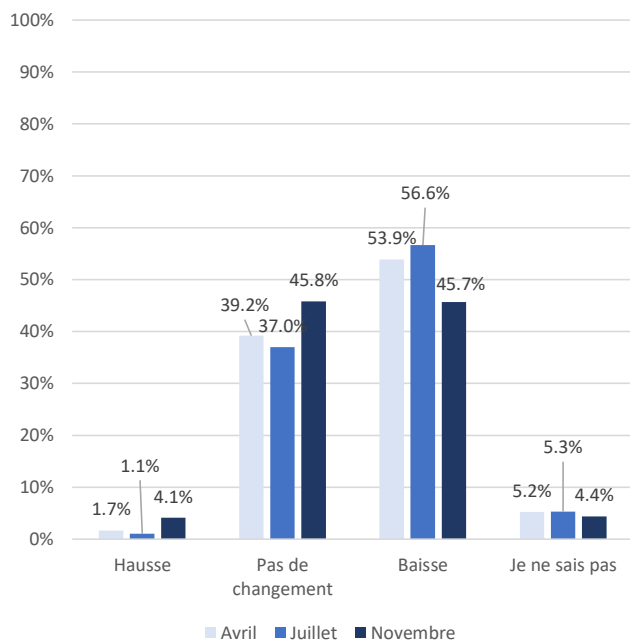
Entreprise non-exportatrice



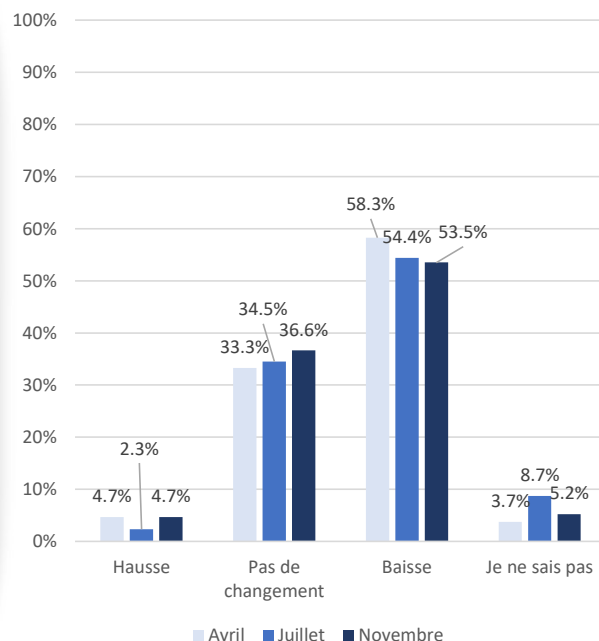
En novembre, la proportion des jeunes entreprises qui rencontre davantage de difficultés d'accès aux services financiers a baissé à 45,7%. Elle est inférieure à celle des entreprises établies et matures qui est supérieure à 52%

Evolution de l'accès aux services financiers par âge (% des entreprises ayant travaillé en novembre)

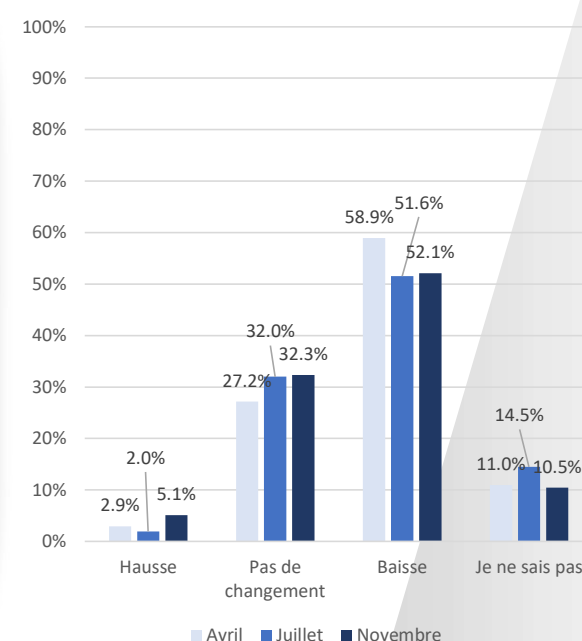
Jeune entreprise
(0-4)



Entreprise mature
(5-14)



Entreprise établie
(15+)





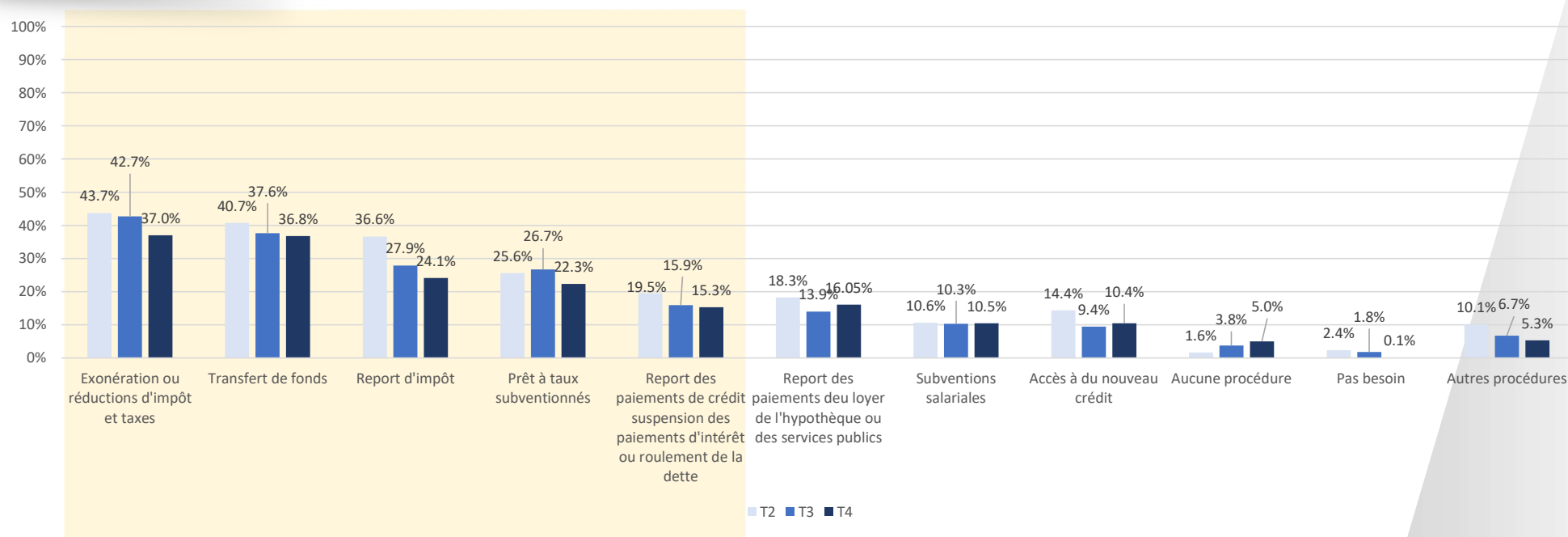
4

Le rôle des politiques publiques dans la gestion de la crise

Pas de changements majeurs au niveau des politiques de soutien les plus souhaitées par les entreprises : les exonérations/ réductions d'impôt, suivies par l'injection directe du liquidité ainsi que les reports d'impôts

Evolution des mesures de soutien* que les entreprises déclarent avoir le plus besoin durant la crise de la COVID-19 entre le 2^{ème}, le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre

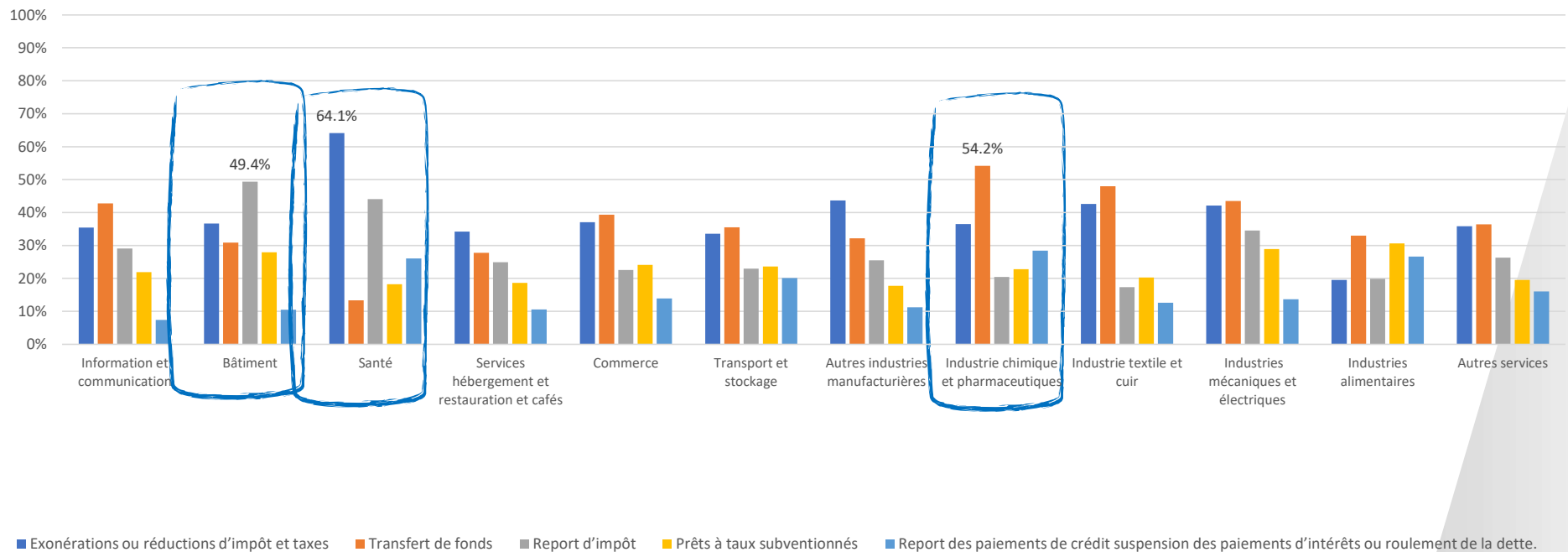
Top 5 des mesures



* Chaque entreprise peut choisir 3 mesures de soutien du gouvernement

Au niveau sectoriel, l'appréciation de ces mesures restent plus ou moins la même que ce soit pour les industries ou les services, avec des préférences pour les exonérations et les transferts de fonds. Dans le secteur du bâtiment, les entreprises mettent le report d'impôt en tête des mesures souhaitées

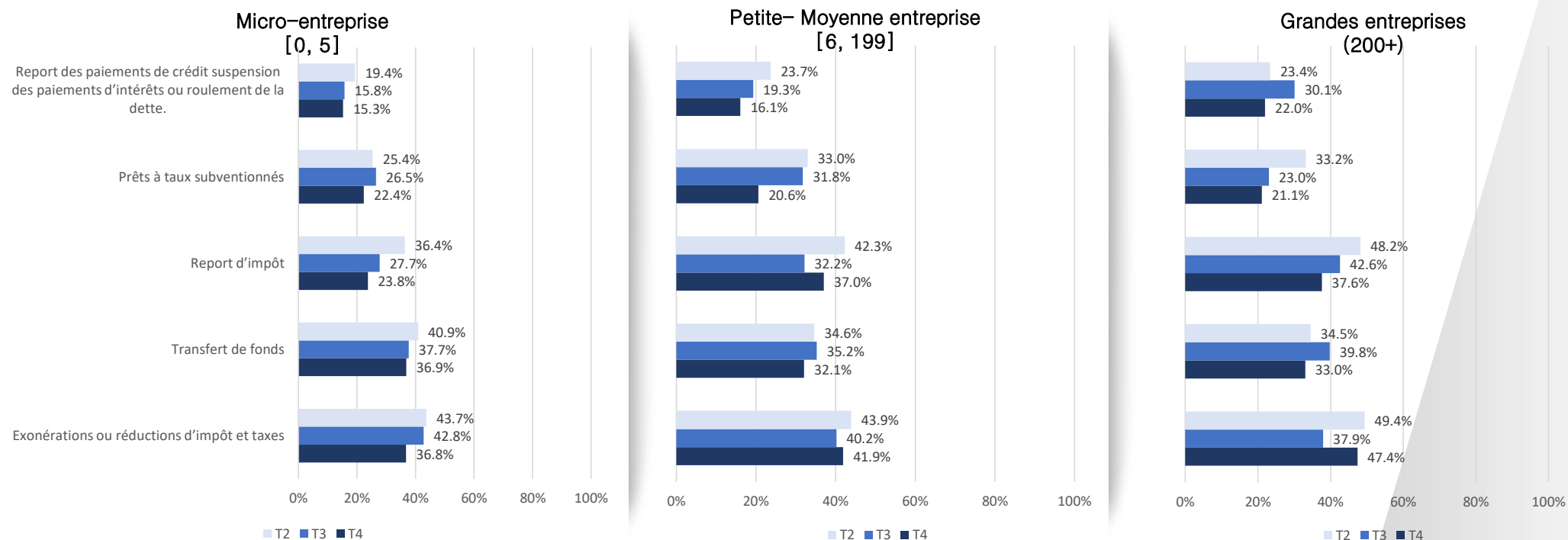
Top 5 des mesures gouvernementales* préférées par les entreprises au 4^{ème} trimestre par secteur (% des entreprises)



* Chaque entreprise peut choisir 3 mesures de soutien du gouvernement

Exonérations et report d'impôts ont été les mesures les plus souhaitées en novembre, notamment pour les PME et les grandes entreprises. Les microentreprises restent davantage intéressées par les transferts de fonds

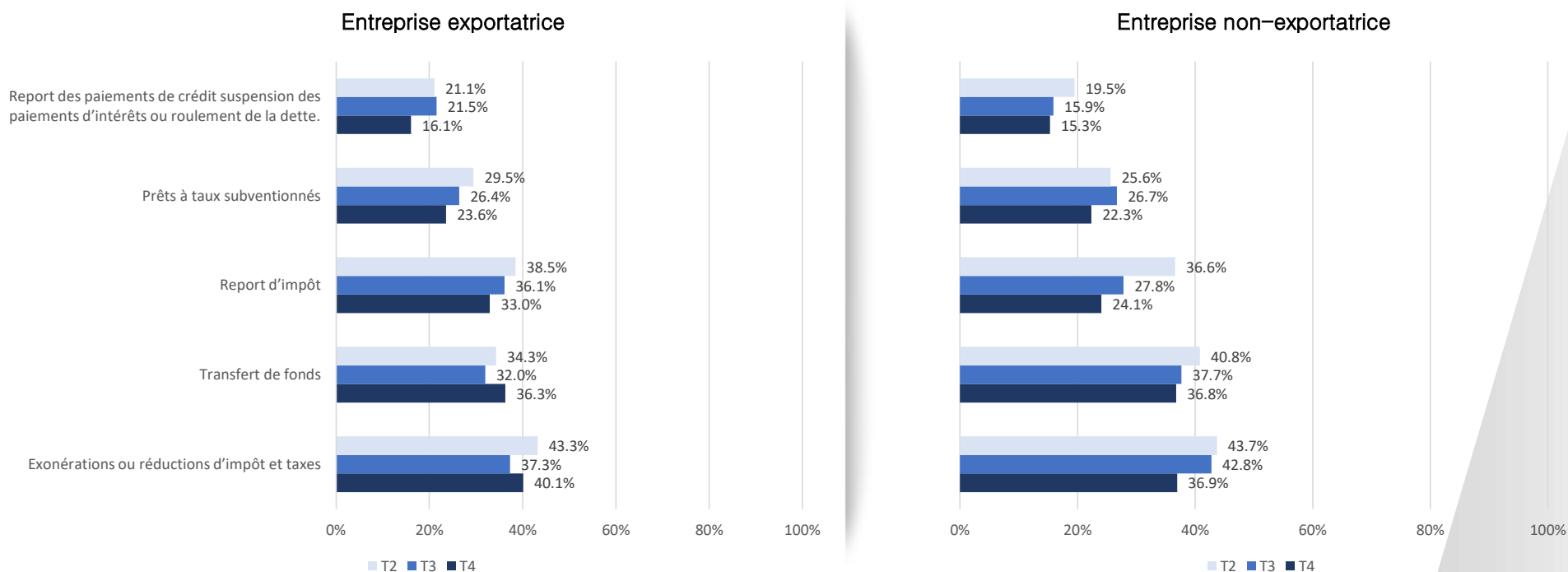
Evolution du top 5 des mesures gouvernementales* préférées par les entreprises par entre T2, T3 et T4 par **taille** (% des entreprises)



* Chaque entreprise peut choisir 3 mesures de soutien du gouvernement

Pas de différences ni d'évolution majeures, entre les mesures souhaitées par les entreprises en fonction de leur statut d'export

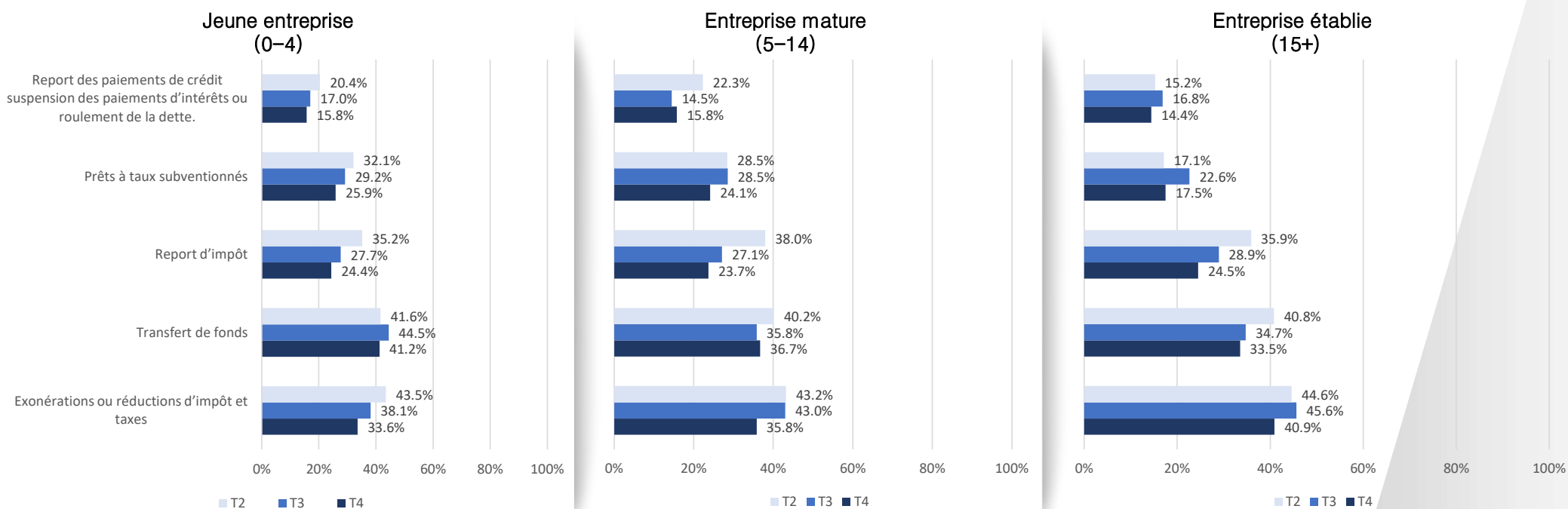
Evolution du top 5 des mesures gouvernementales* préférées par les entreprises par statut entre T2, T3 et T4 par statut **export** (% des entreprises)



* Chaque entreprise peut choisir 3 mesures de soutien du gouvernement

Les jeunes entreprises préfèrent davantage les transferts de fonds (41,2%), alors que les entreprises établies sont plutôt sensibles aux exonérations et réductions d'impôts et taxes (40,9%)

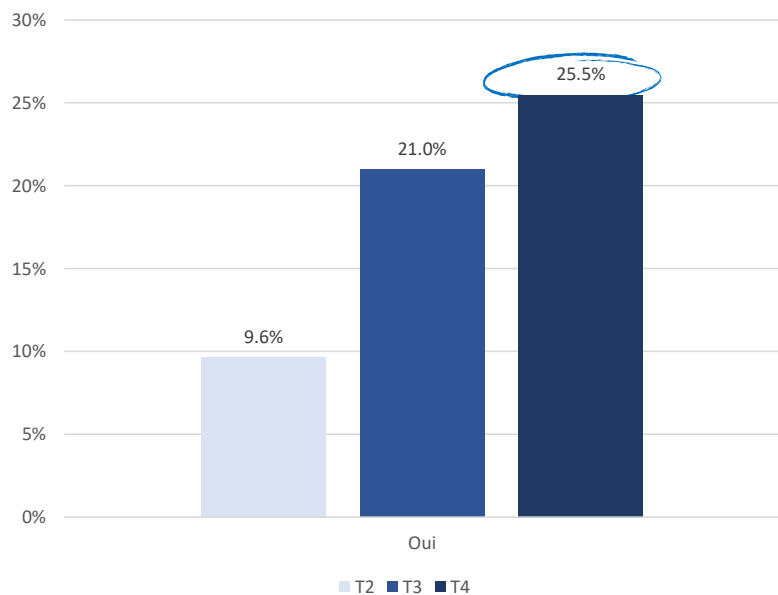
Evolution du top 5 des mesures gouvernementales* préférées par les entreprises entre T2, T3 et T4 par âge (% des entreprises)



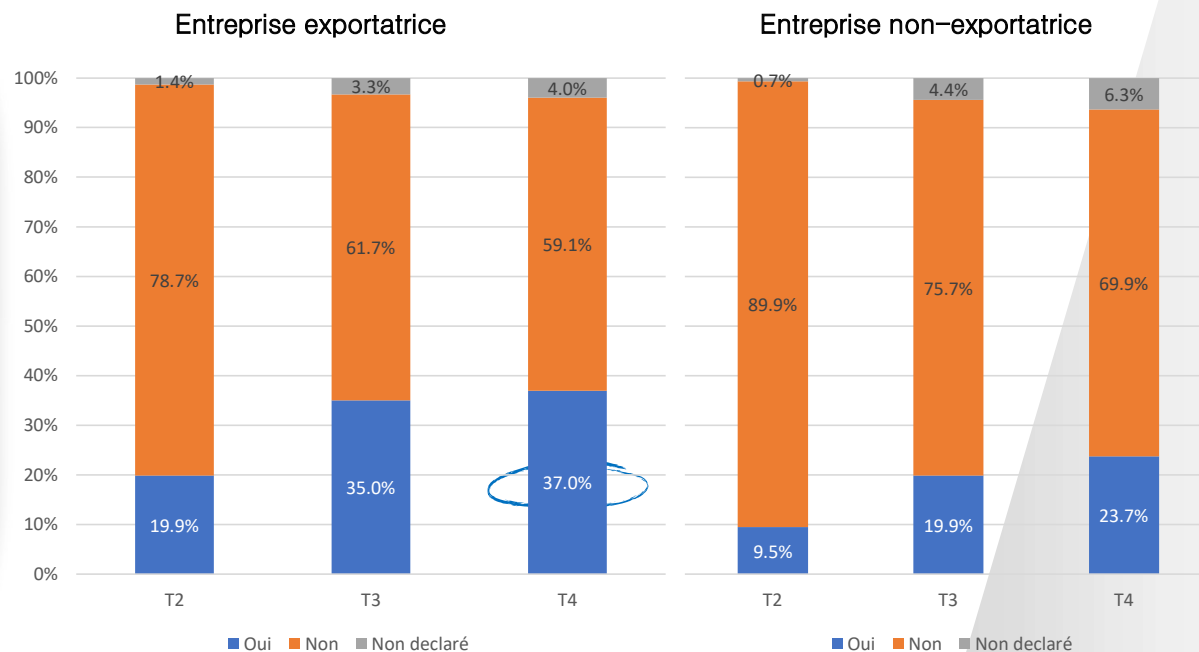
* Chaque entreprise peut choisir 3 mesures de soutien du gouvernement

Davantage d'entreprises déclarent avoir bénéficié des mesures gouvernementales passant de 9,6% en avril à 25,5% en novembre

% des entreprises qui ont bénéficié des mesures gouvernementales
(% des entreprises)

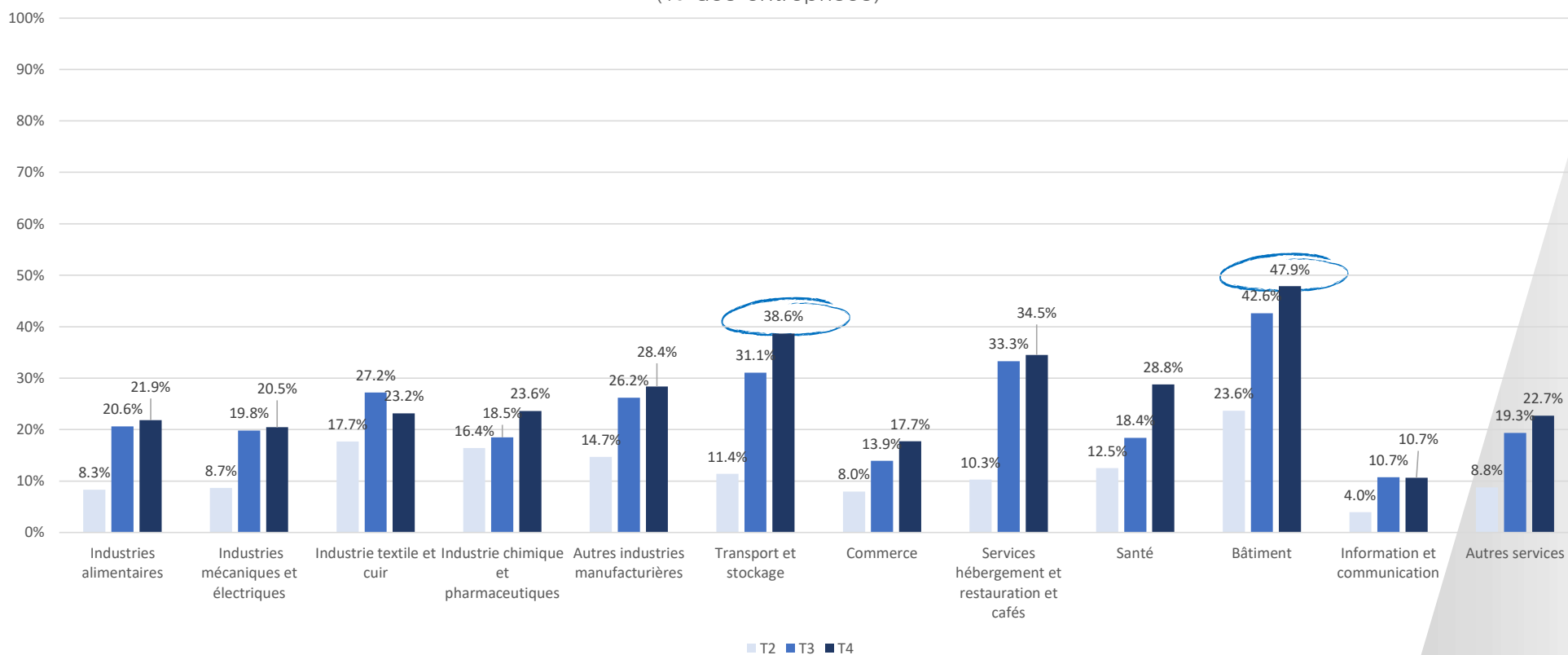


% des entreprises qui ont bénéficié des mesures gouvernementales par statut **export**
(% des entreprises)



Deux secteurs ont déclaré avoir davantage bénéficié des mesures gouvernementales en novembre : le secteur du bâtiment ainsi que le secteur du transport et stockage

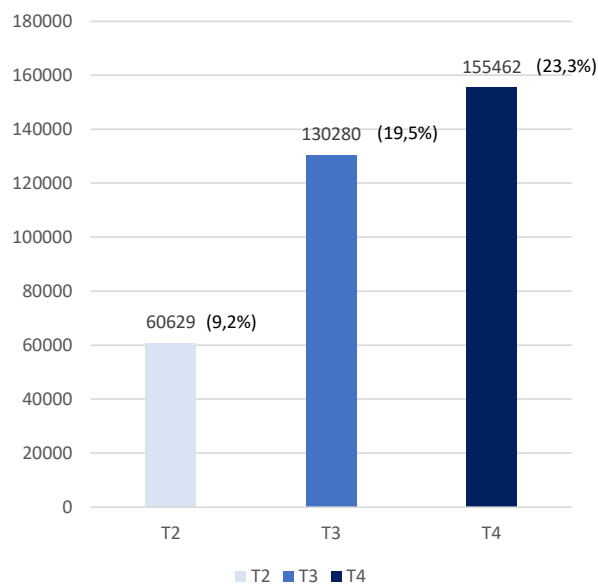
Evolution de la distribution des entreprises qui ont bénéficié des mesures gouvernementales entre T2, T3 et T4 par secteur (% des entreprises)



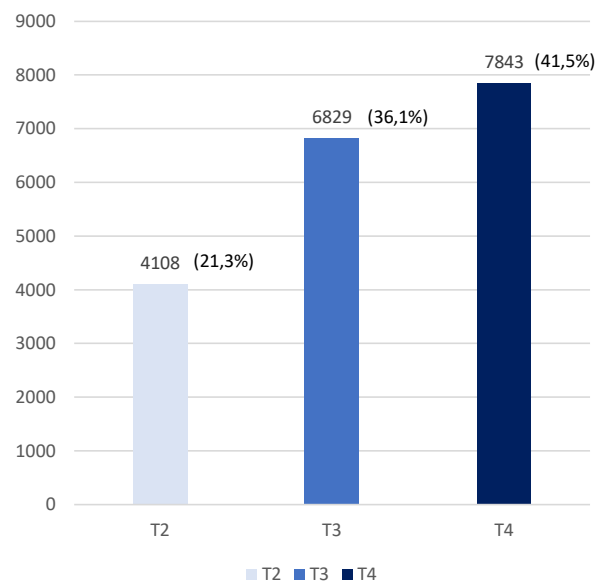
Les micro-entreprises et les PME ont eu, en nombre, le plus accès aux mesures gouvernementales offertes depuis le début de la crise

Evolution de la distribution des entreprises qui ont bénéficié des mesures gouvernementales entre T2, T3 et T4 par taille (Nombre des entreprises)

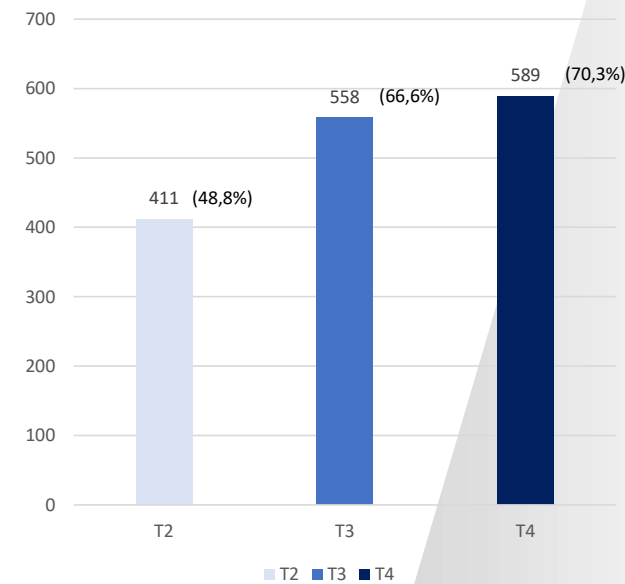
Micro-entreprise
[0, 5]



Petite- Moyenne entreprise
[6, 199]

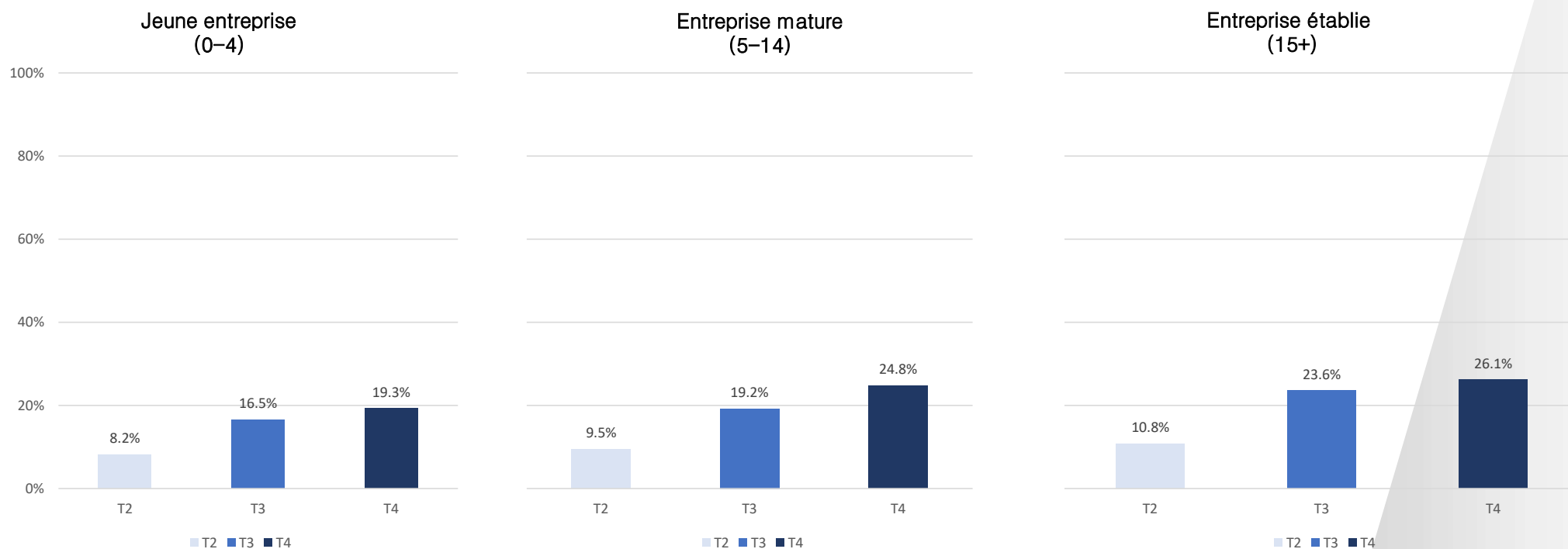


Grandes entreprises
(200+)



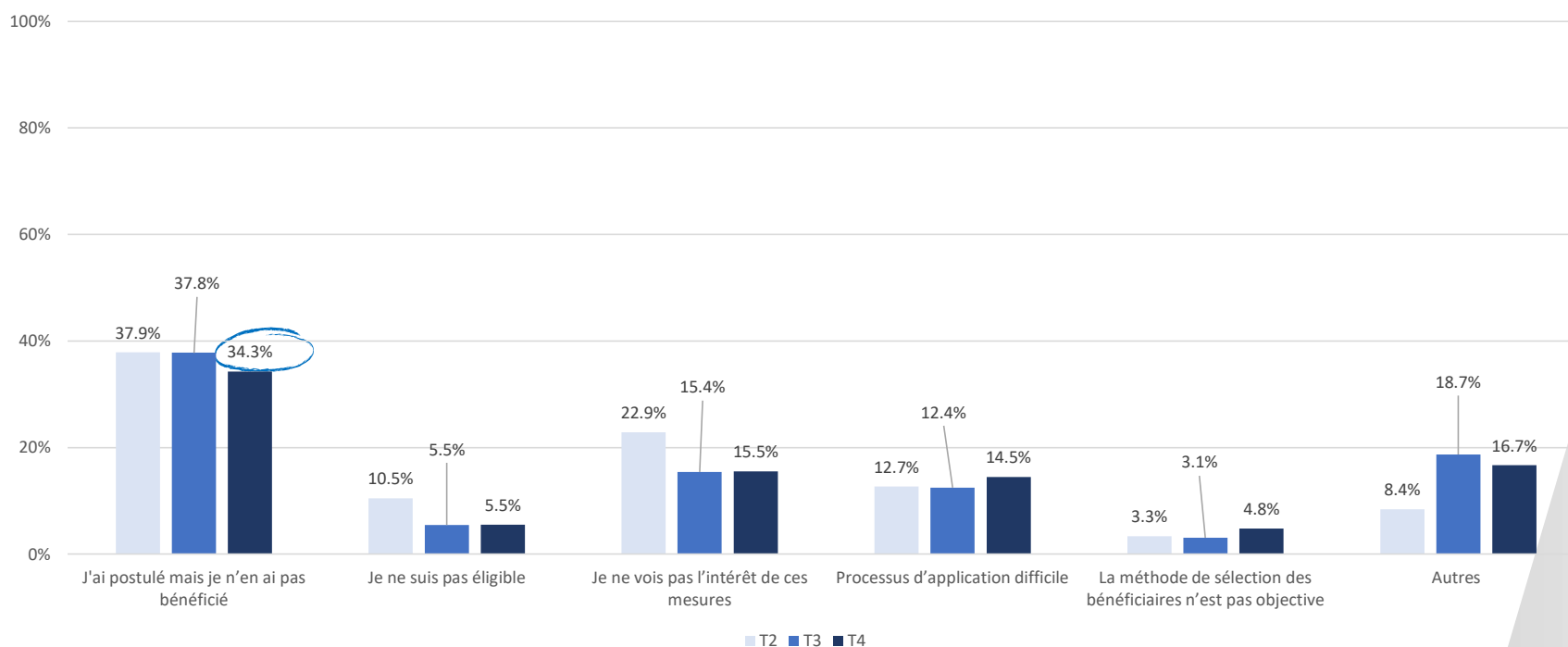
La proportion d'entreprises ayant bénéficié de ces mesures gouvernementales a augmenté entre T3 et T4, notamment pour les jeunes entreprises et les entreprises matures

Evolution de la distribution des entreprises qui ont bénéficié des mesures gouvernementales entre avril, juillet et novembre par âge (% des entreprises)



34,3% des entreprises qui n'ont pas reçu de soutien gouvernemental déclarent l'avoir demandé mais sans succès

Raison pour laquelle l'entreprise n'a pas bénéficié du soutien du gouvernement pendant la crise par taille (% des entreprises n'ayant pas bénéficié des mesures gouvernementales)



* La catégorie « Autres » comprend les réponses suivantes : « je n'ai pas besoin », « je n'étais pas au courant », « dossier en cours de traitement » et « autre raison »

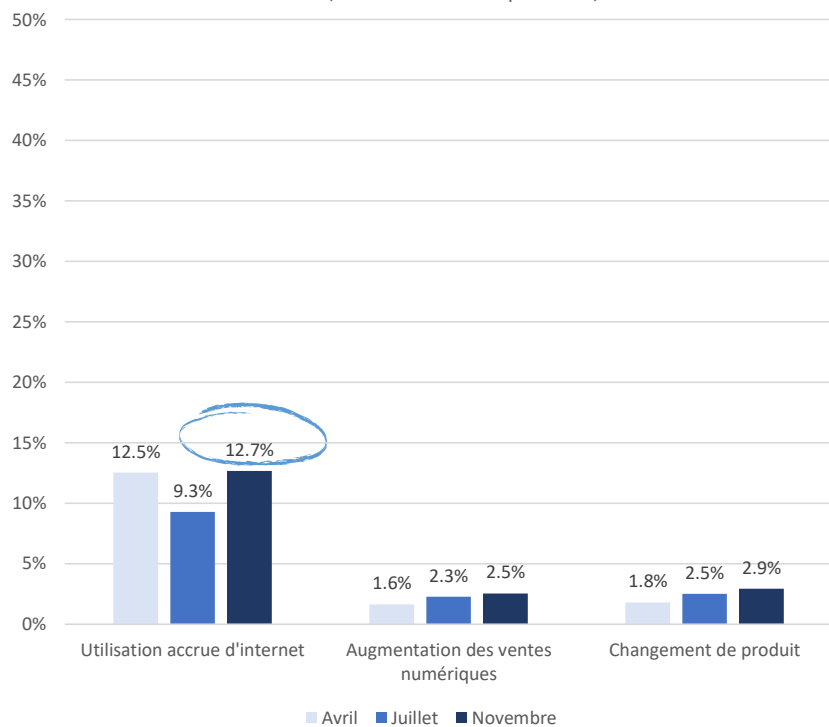


5

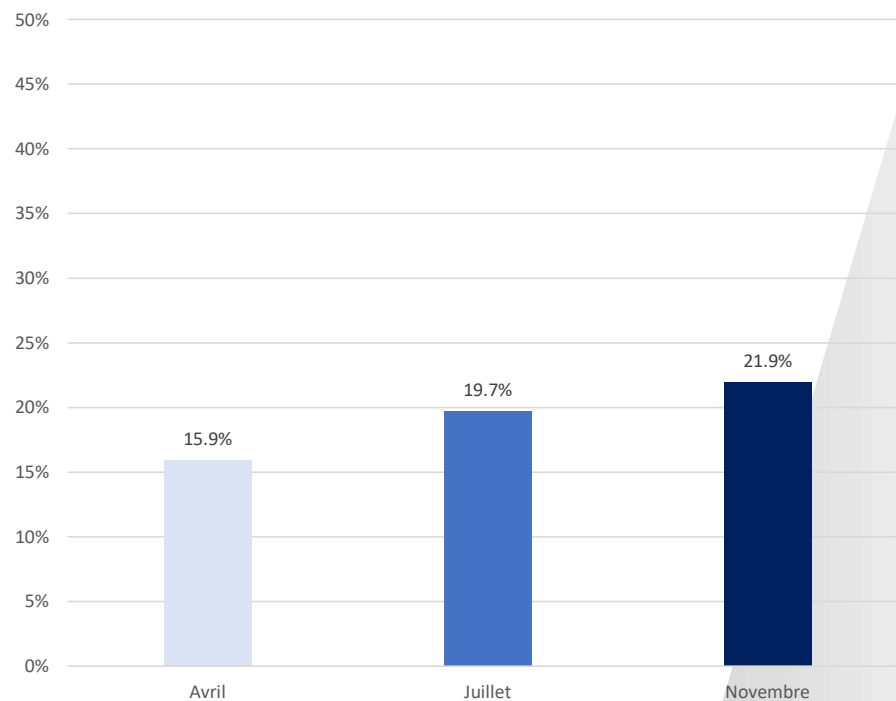
Les mécanismes d'ajustement des entreprises

Une plus grande proportion d'entreprises a accru son utilisation d'internet en novembre, après un recul entre avril et juillet

% des entreprises qui ont fait des ajustements pour face à la crise COVID-19
(% des entreprises)

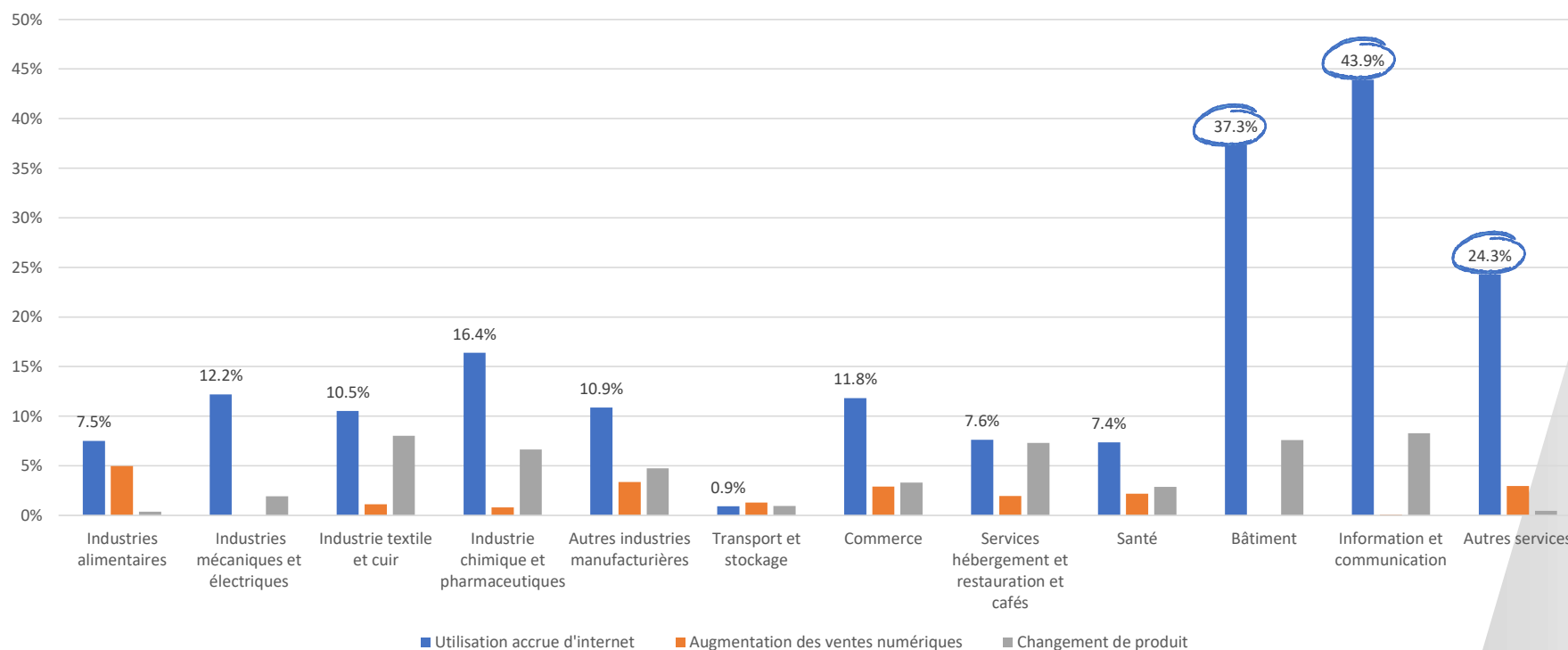


Evolution du % d'investissement dans le numérique par les entreprises qui utilisent les TIC



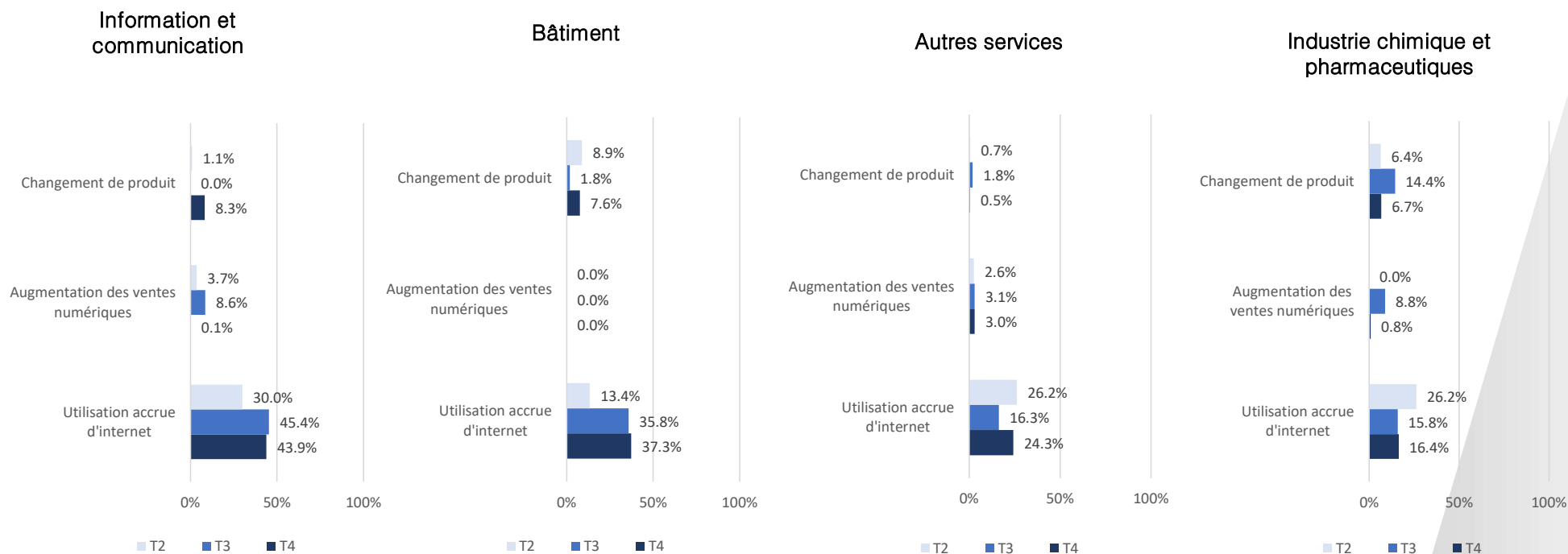
Ces plateformes digitales ont été largement plus exploitées par les secteurs de l'information et communication (43,9%), du secteur du bâtiment (37,3%) et des autres services (24,3%), par rapport aux autres secteurs

% des entreprises qui ont fait des ajustements pour face à la crise du COVID-19 en novembre par secteur
(% des entreprises)



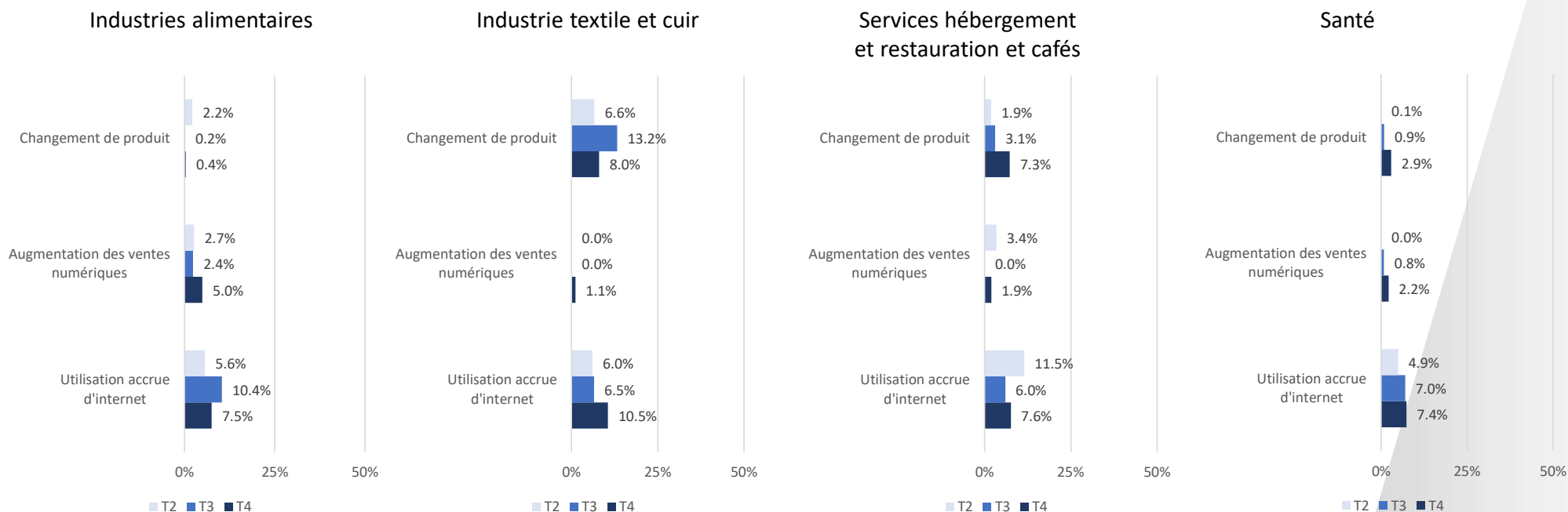
Mais la tendance à une utilisation accrue de ces plateformes numériques s'est ralentie au 4^{ème} trimestre pour la plupart des secteurs, à l'exception du secteur chimique et pharmaceutique, et de celui du bâtiment

Evolution du % des entreprises qui ont fait des ajustements pour faire face à la crise du COVID-19 par secteur
(% des entreprises)



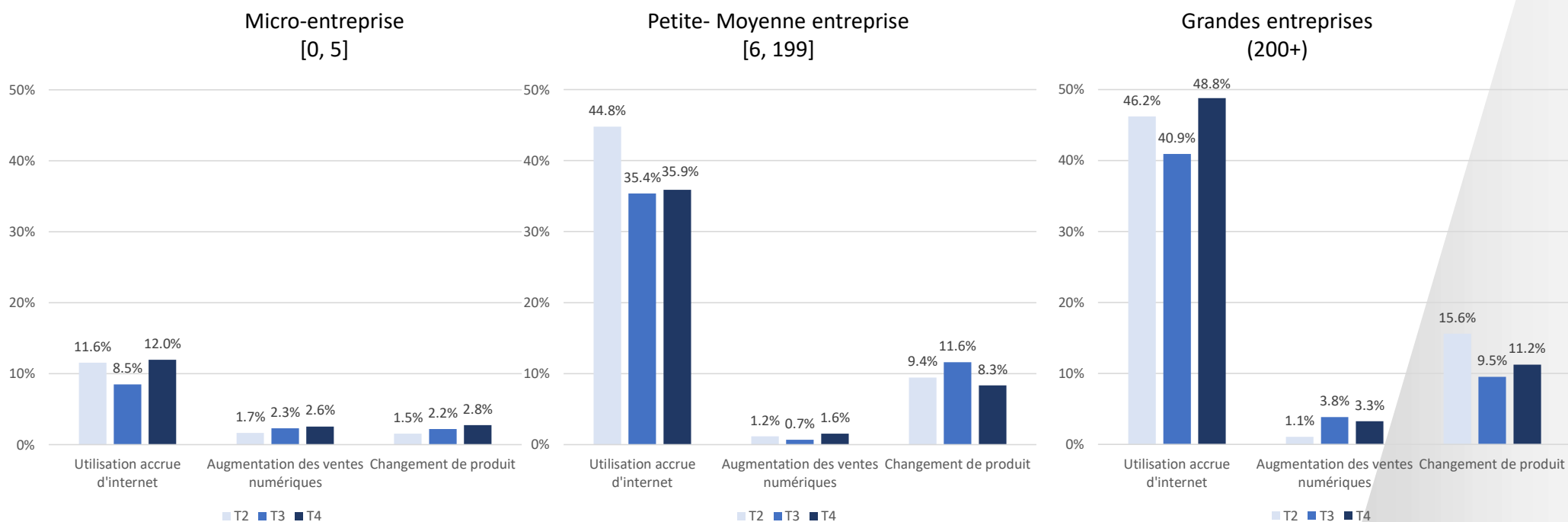
De la même manière, les entreprises des autres secteurs ont continué à développer l'utilisation des plateformes numériques sauf les industries alimentaires

Evolution du % des entreprises qui ont fait des ajustements pour face à la crise du COVID-19 par secteur
(% des entreprises)



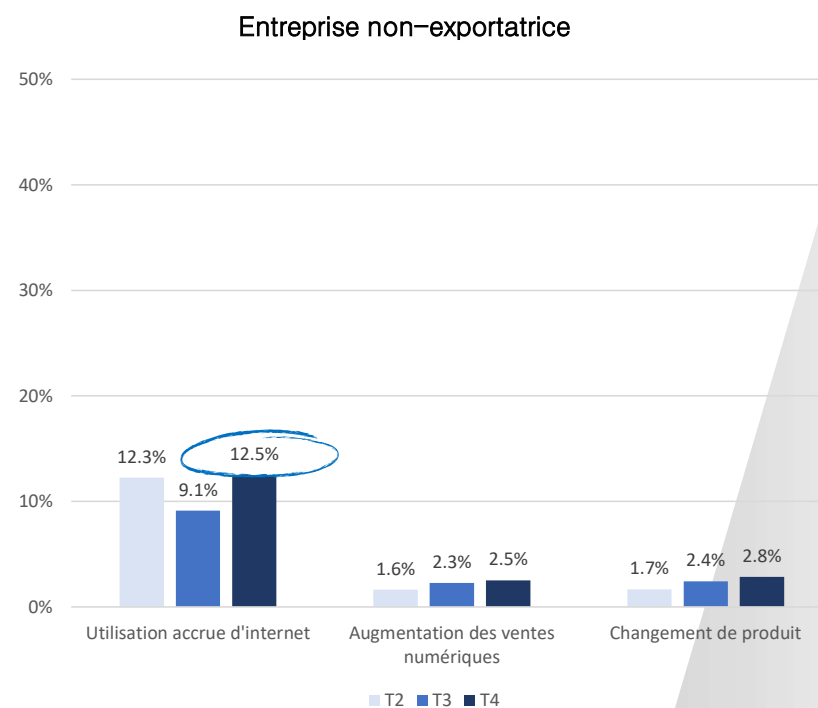
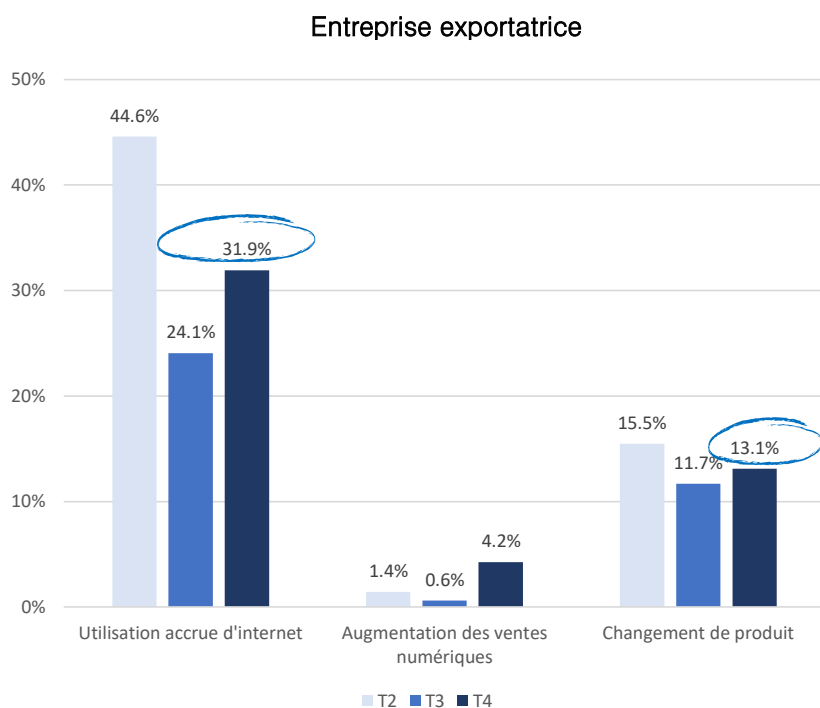
Les micro entreprises (12%) accusent un retard par rapport aux PME (35,9%) et aux grandes entreprises (48,8%) en ce qui concerne l'utilisation d'internet et des plateformes numériques

Evolution du % des entreprises qui ont fait des ajustements pour face à la crise COVID-19 **par taille**
(% des entreprises)



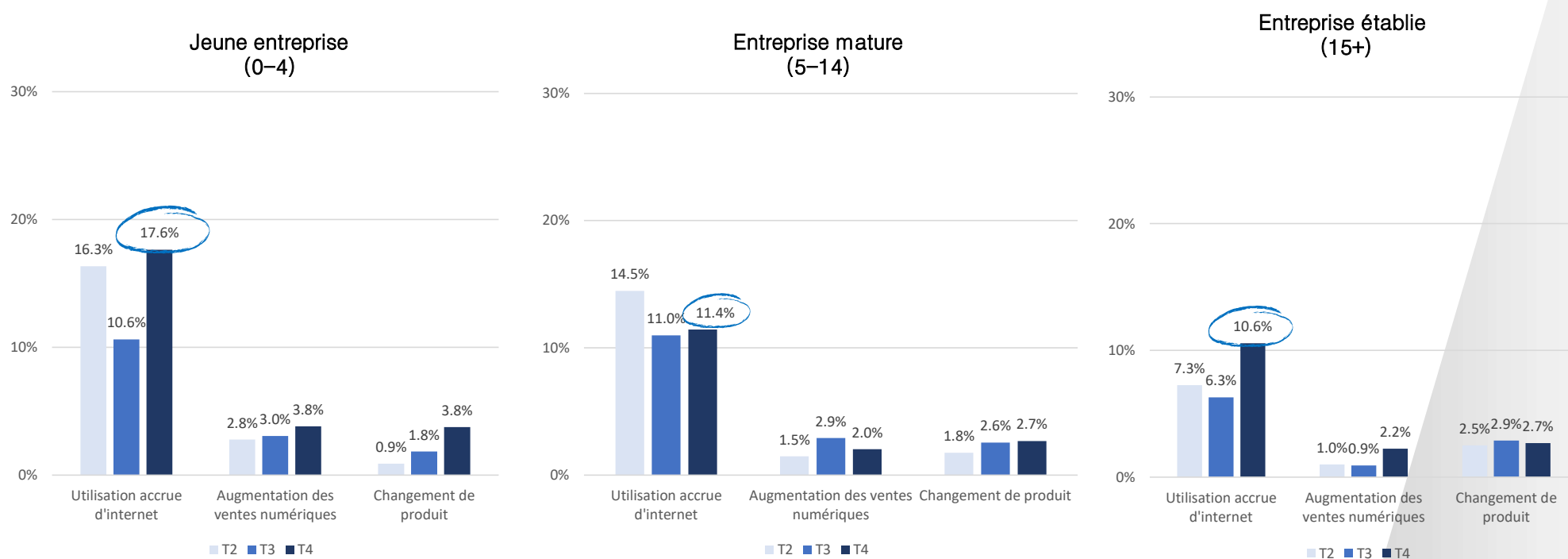
Les entreprises exportatrices utilisent davantage les plateformes numériques (31,9%) et ont davantage changé de produits (13,1%) par rapport aux entreprises non-exportatrices

Evolution du % des entreprises qui ont fait des ajustements pour face à la crise du COVID-19 par statut export (% des entreprises)



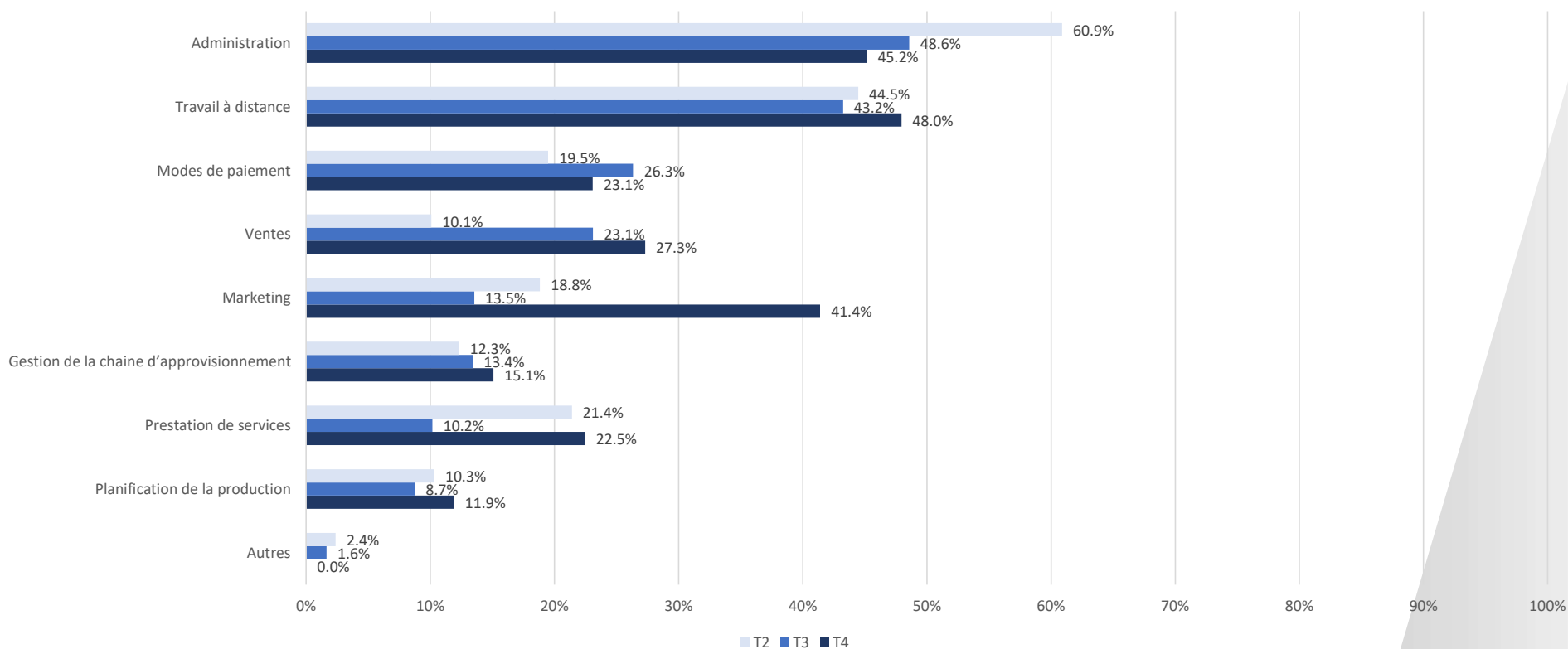
L'adoption et l'utilisation de ces technologies s'est accélérée et est devenue supérieure pour les jeunes entreprises (17,6%) contre environ 11% pour les entreprises matures et les entreprises établies

Evolution du % des entreprises qui ont fait des ajustements pour face à la crise COVID-19 par âge
(% des entreprises)



Les entreprises utilisent internet principalement pour les tâches administratives (45,2%) et pour le travail à distance (48%). Durant le 4^{ème} trimestre, le marketing, la vente et les paiements en ligne ont progressé significativement

Evolution du pourcentage des entreprises ayant augmenté leur utilisation d'internet, des réseaux sociaux, d'applications spécialisées or de plateformes digitales en réponse à déclenchement du COVID19 par fonction (% des entreprises ayant fait des ajustements)*

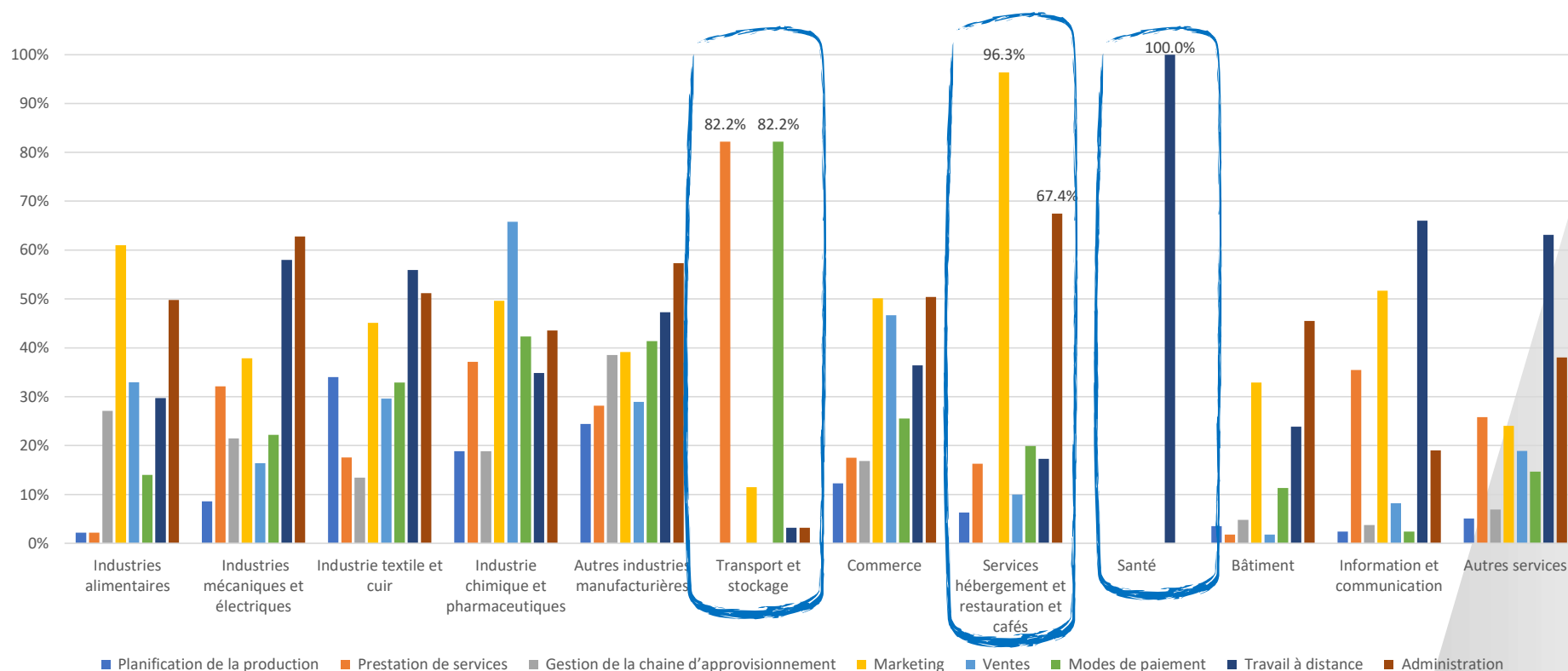


* Les entreprises peuvent effectuer des choix multiples de réponses

Les utilisations sont très variées entre les secteurs.

Dans la santé, elles sont uniquement pour le travail à distance. Pour le transport et stockage elle sont largement orientées pour les prestations de service et le paiement en ligne. Pour les services d'hébergement et restauration et cafés, le marketing et l'administration sont privilégiés.

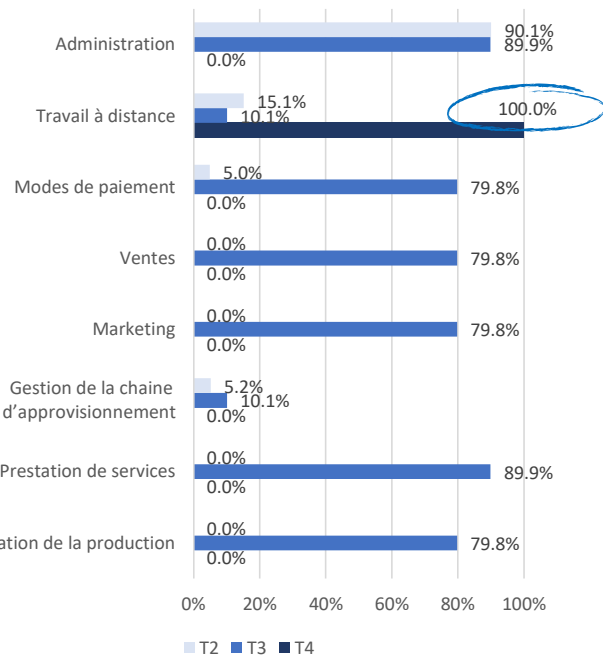
Pourcentage des entreprises ayant augmenté leur utilisation d'internet, des réseaux sociaux, d'applications spécialisées ou de plateformes digitales en réponse au déclenchement du COVID19 en novembre **par fonction et par secteur** (% des entreprises ayant fait des ajustements)



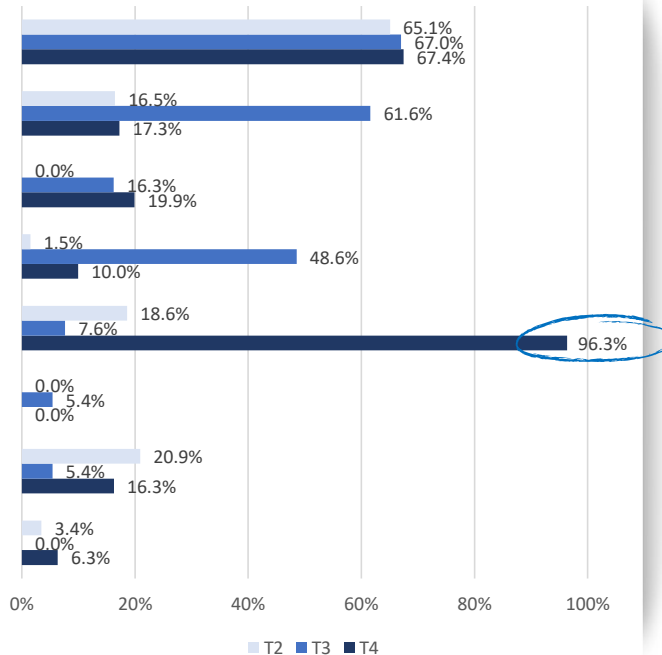
Trois secteurs utilisent d'une manière très disproportionnée les plateformes numériques. Le secteur de la santé les utilise à 100% pour le travail à distance. Les services d'hébergement et restauration et cafés à 96,3% pour le marketing

Evolution du % des entreprises ayant augmenté leur utilisation d'internet, des réseaux sociaux, d'applications spécialisées or de plateformes digitales en réponse à déclenchement du COVID19 par fonction et par secteur
(% des entreprises ayant fait des ajustements)

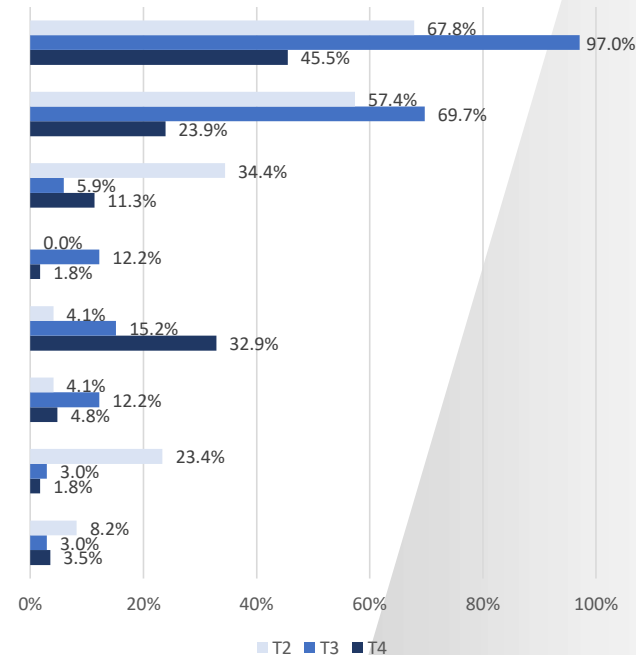
Santé



Services hébergement et restauration et cafés

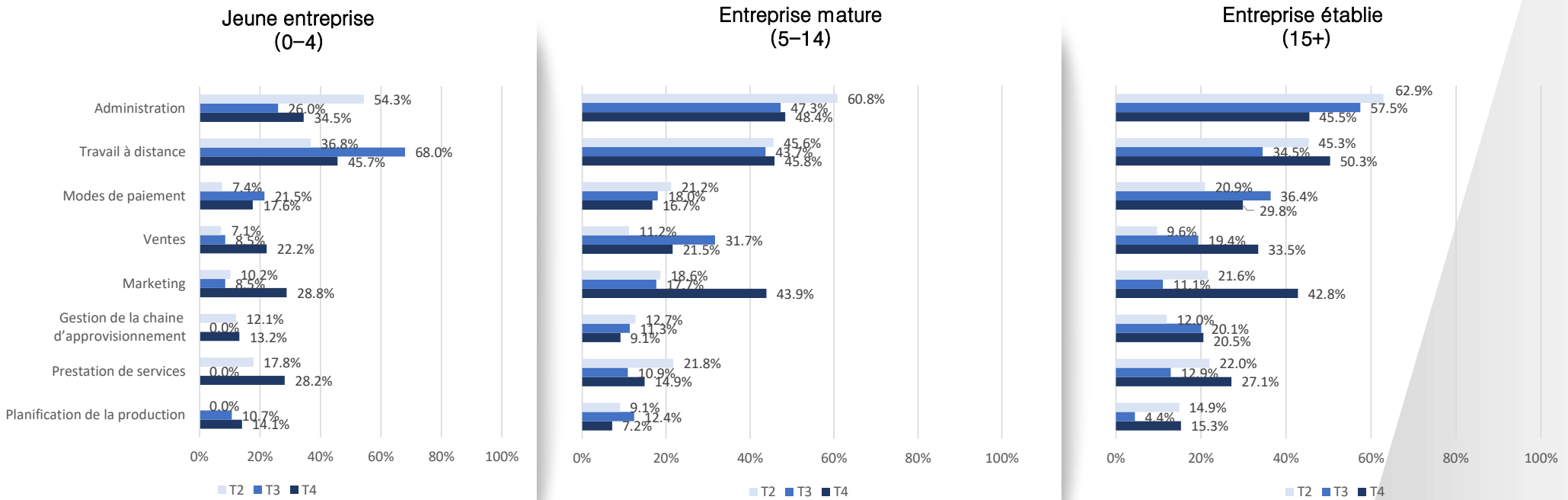


Bâtiment



Durant le 4^{ème} trimestre, les jeunes entreprises ont augmenté leurs prestations de marketing (28,8%) de service en ligne (28,2%), alors que les entreprises matures et établies ont augmenté le marketing en ligne (43,9% et 42,8%)

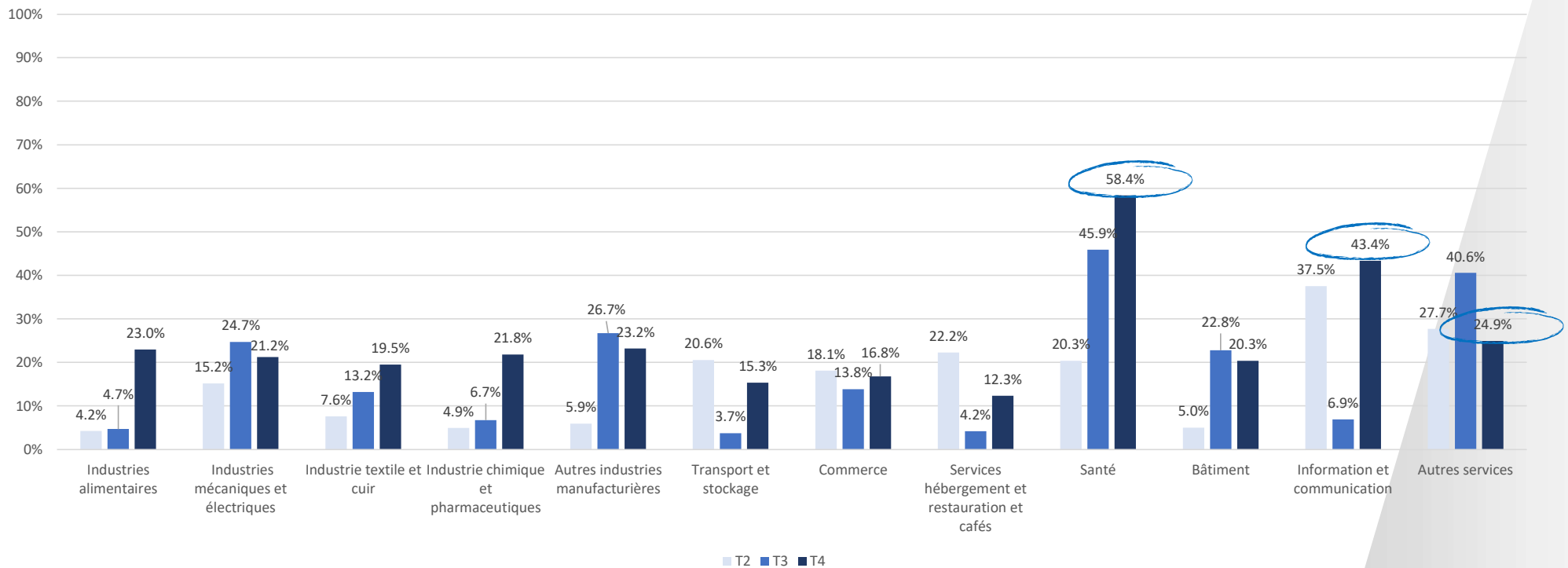
Evolution du pourcentage des entreprises ayant augmenté leur utilisation d'internet, des réseaux sociaux, d'applications spécialisées or de plateformes digitales en réponse à déclenchement du COVID19 **par fonction et par âge** (% des entreprises ayant fait des ajustements)



* Les entreprises peuvent effectuer des choix multiples de réponses

Les entreprises des secteurs de la santé (58,4%), de l'information et de la communication (43,4%), et des autres services (24,9%) ont davantage investies dans le numérique en réponse à la crise

Evolution du % des entreprises qui ont réalisé des investissements dans le numérique en réponse à déclenchement de la COVID-19 par fonction et par secteur
(% des entreprises)

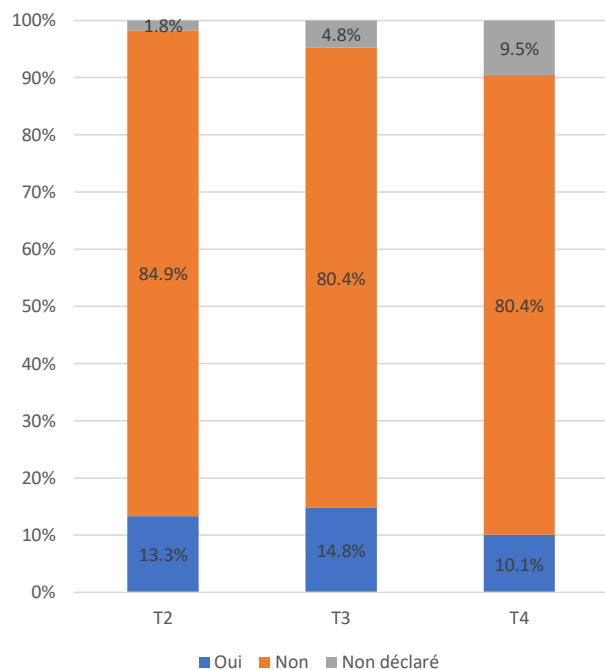




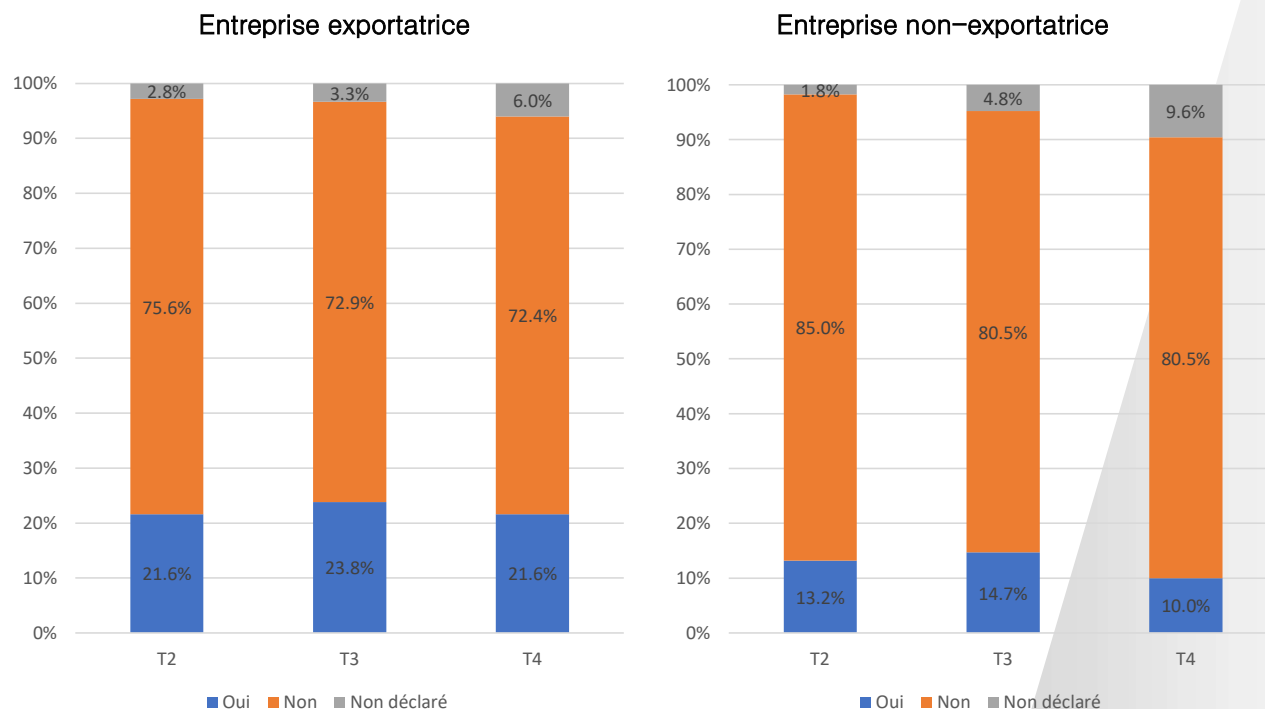
La résilience et la durabilité des entreprises

Au T4, seulement 10,1% des entreprises ont un plan de continuité des activités (PCA), en diminution par rapport au T3 (14,8%). Cette proportion est de 21,6% pour les entreprises exportatrices

Evolution de l'utilisation des Plan de Continuité des Activités (PCA)
(en % des entreprises)

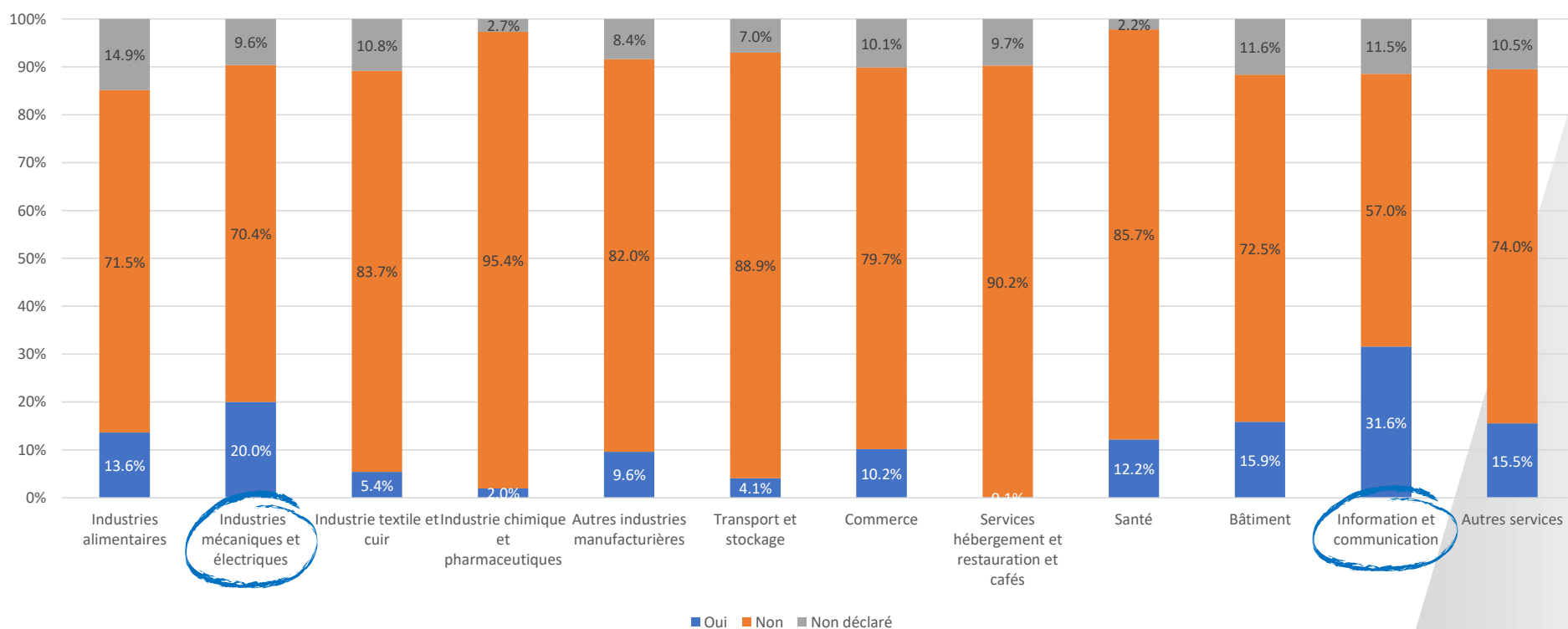


Evolution de l'utilisation des PCA par statut export
(en % des entreprises)



La proportion est plus importante pour les entreprises des secteurs de l'information et communication (31,6%), et des industries mécaniques (20%)

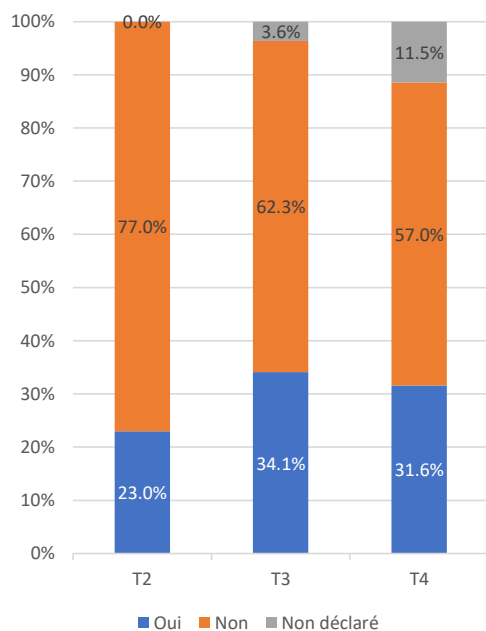
Utilisation des PCA au T4 par secteur (en % des entreprises)



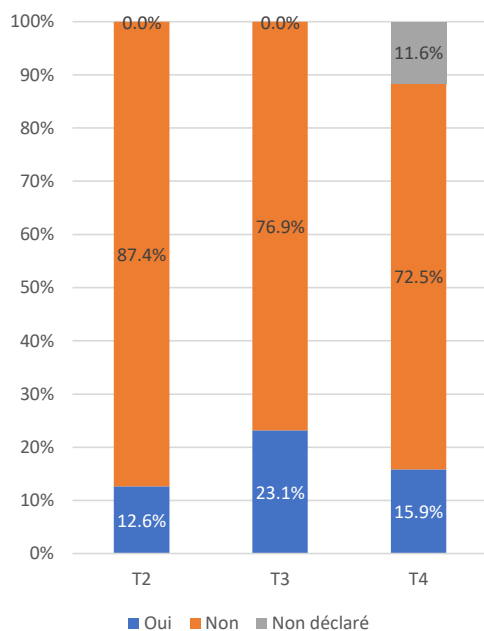
Le secteur de l'information et communication reste en tête des secteurs ayant un PCA (31,6%).
La proportion des entreprises ayant un PCA a légèrement diminué dans quasiment tous les secteurs

Evolution de l'utilisation des PCA au T4 par secteur (en % des entreprises)

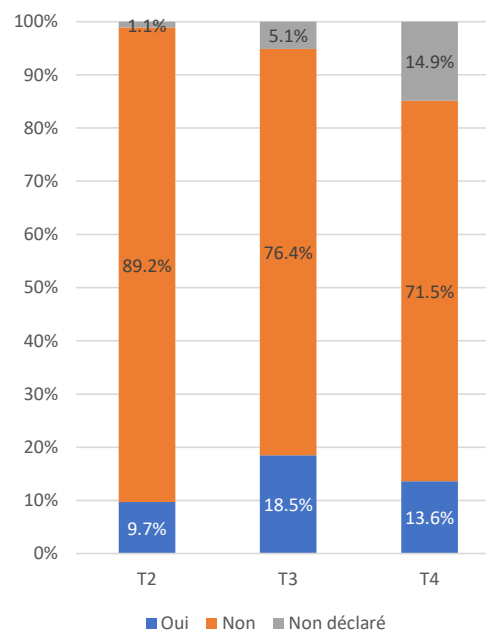
Information et communication



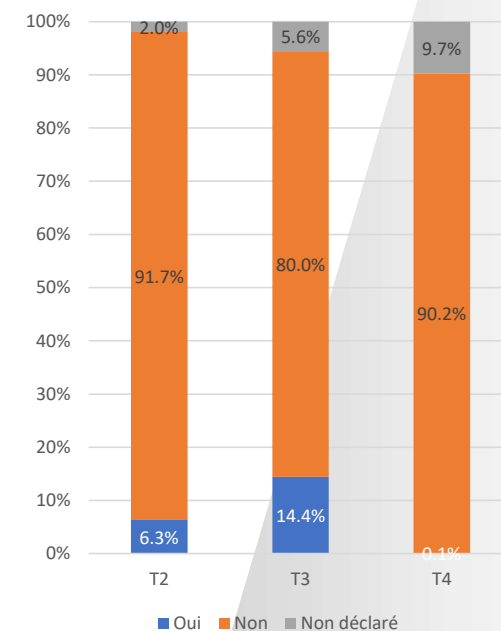
Bâtiment



Industries alimentaires



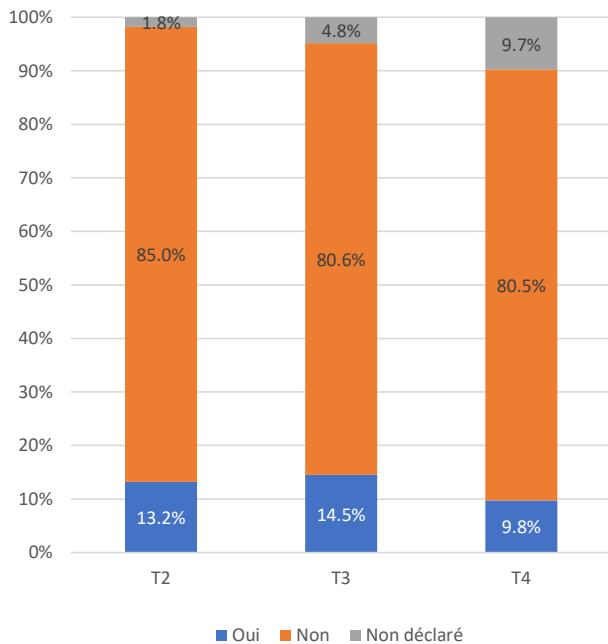
Services hébergement et restauration et cafés



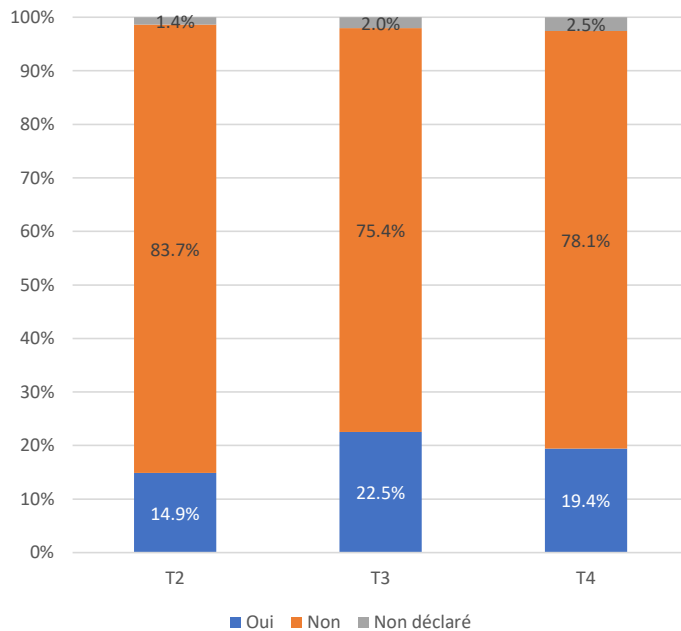
Toutefois, les grandes entreprises restent les mieux préparées. 39,3% d'entre elles ont déclaré avoir un PCA en novembre contre 19,4% pour les PME et 9,8% pour les micro-entreprises

Evolution de l'utilisation des PCA par taille (en % des entreprises)

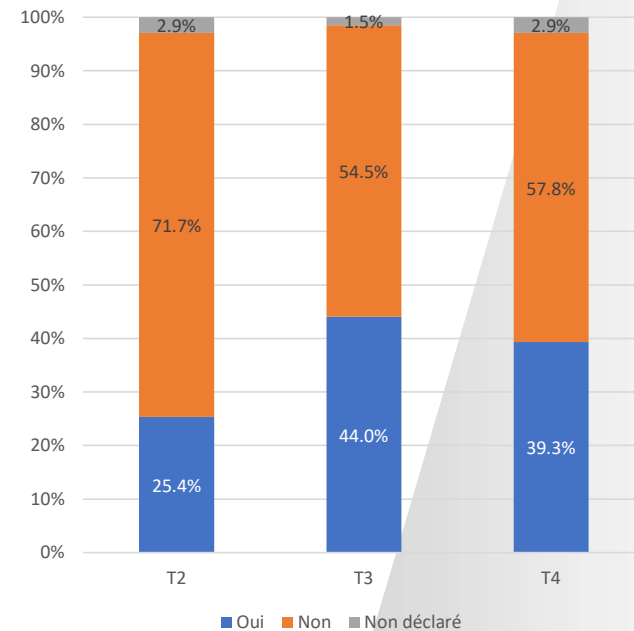
Micro-entreprise
[0, 5]



Petite- Moyenne entreprise
[6, 199]



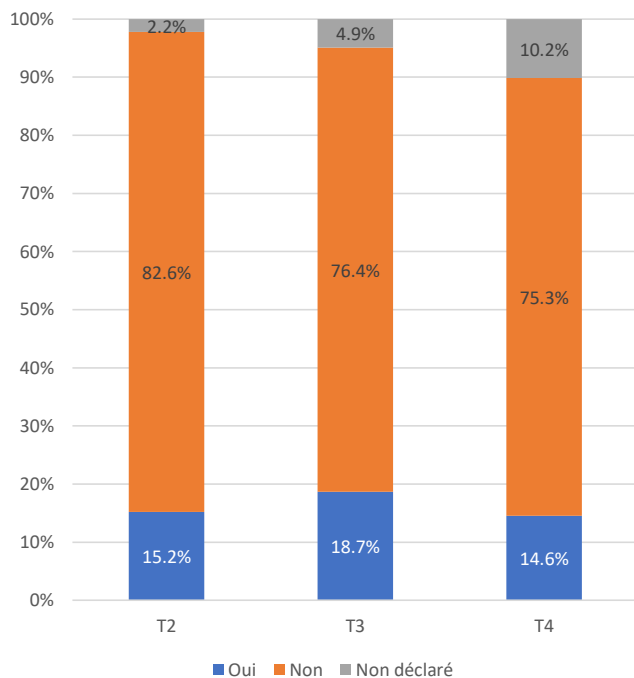
Grandes entreprises
(200+)



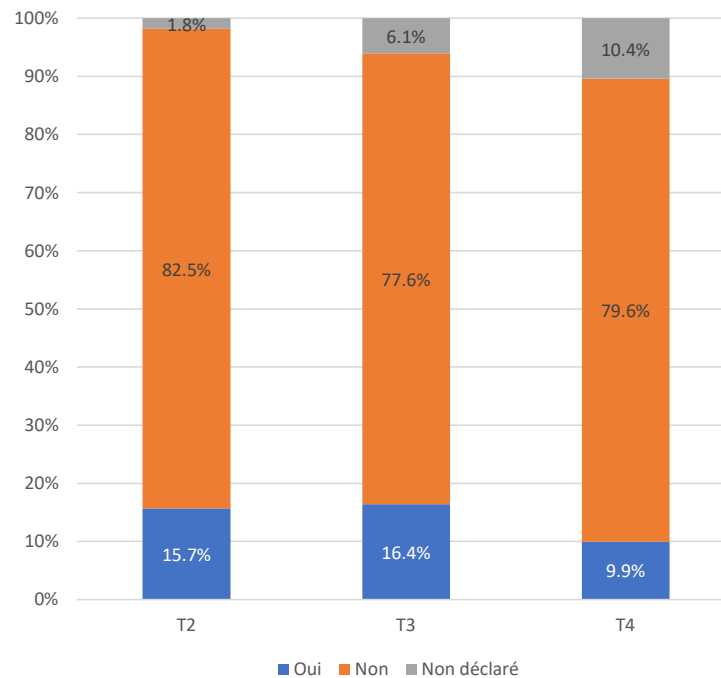
Cette proportion demeure plus importante pour les jeunes entreprises dont 14,6% ont un PCA, contrairement aux entreprises établies qui ne comptent que 6,9%

Evolution de l'utilisation des PCA par âge (en % des entreprises)

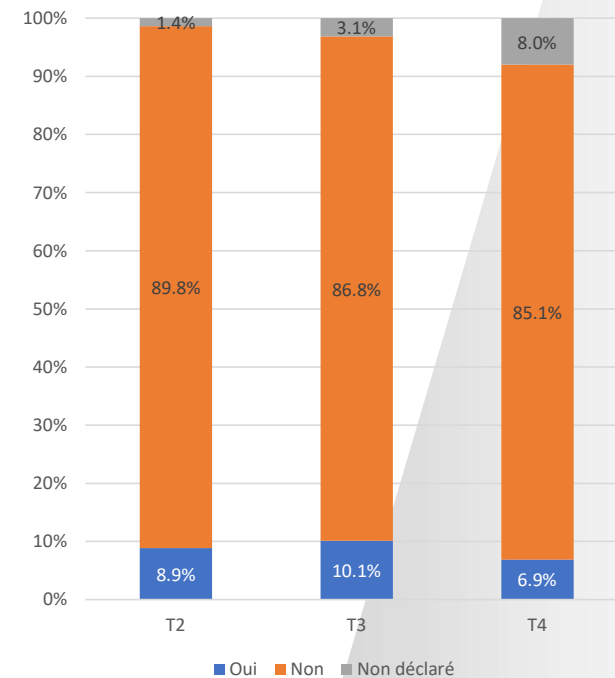
Jeune entreprise
(0-4)



Entreprise mature
(5-14)

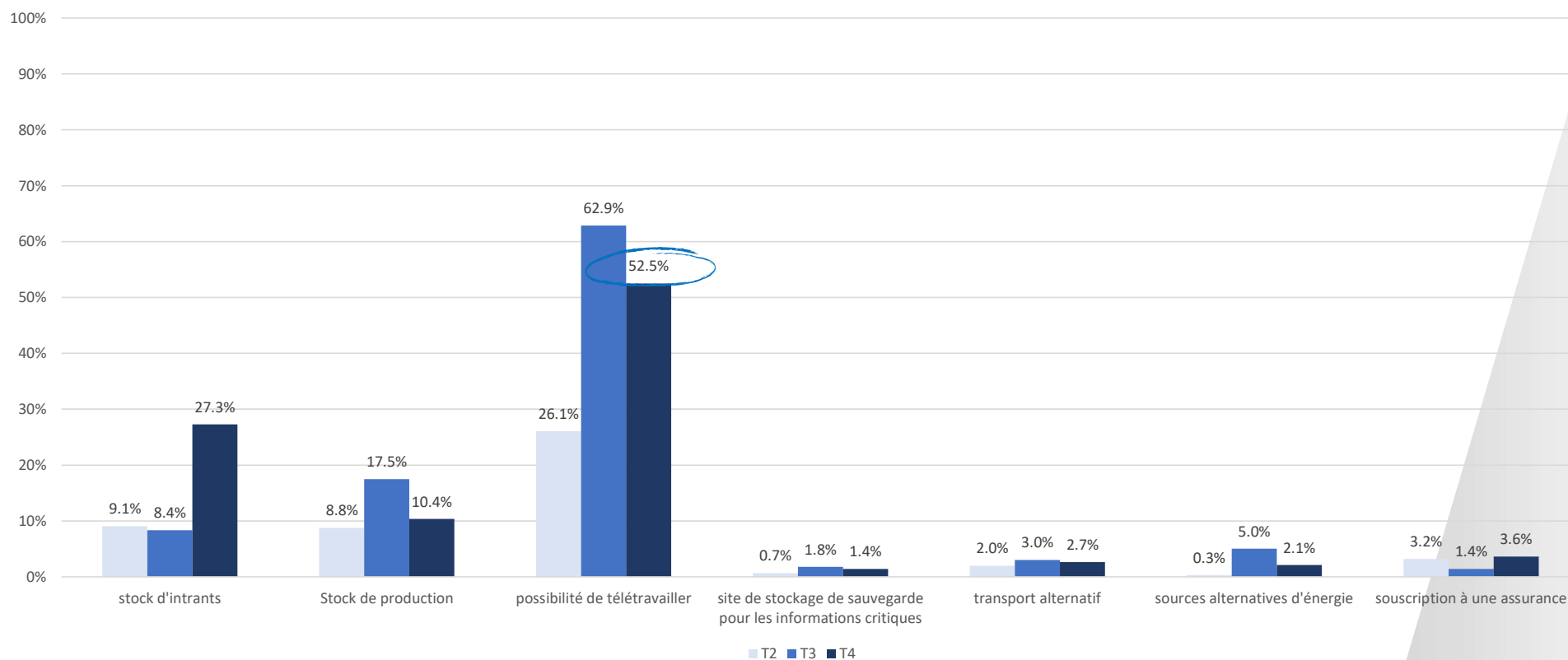


Entreprise établie
(15+)



Le télétravail reste une des mesures les plus intégrées dans les PCA pour 52,5% des entreprises

Evolution des principales mesures mises en place dans le PCA (en % des entreprises ayant mis en place un PCA)

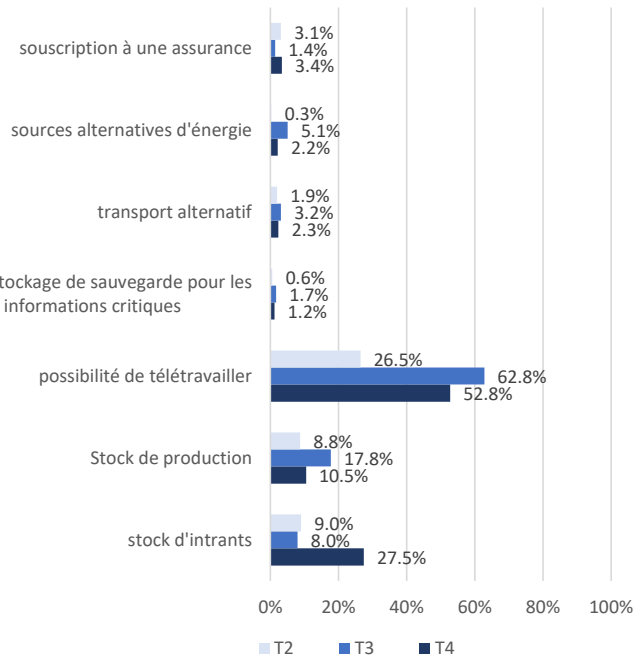


La même tendance se retrouve selon la taille de l'entreprise

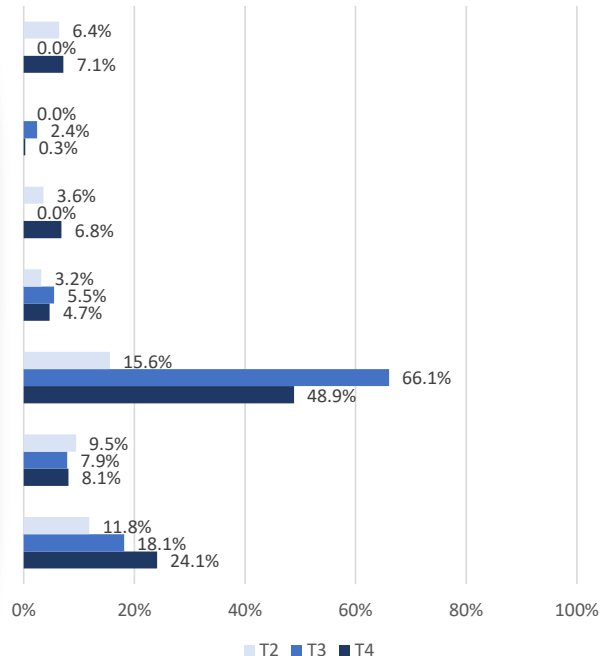
Evolution des principales mesures mises en place dans le PCA par taille

(en % des entreprises ayant mis en place un PCA)

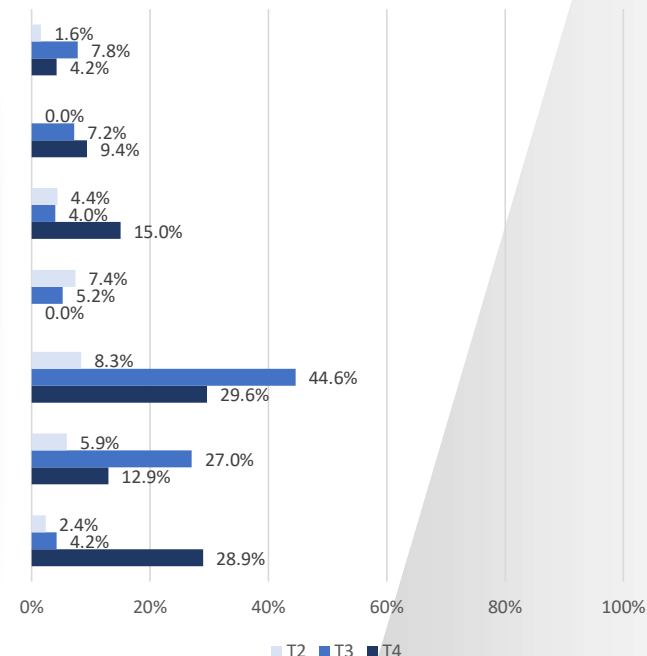
Micro-entreprise
[0, 5]



Petite- Moyenne entreprise
[6, 199]

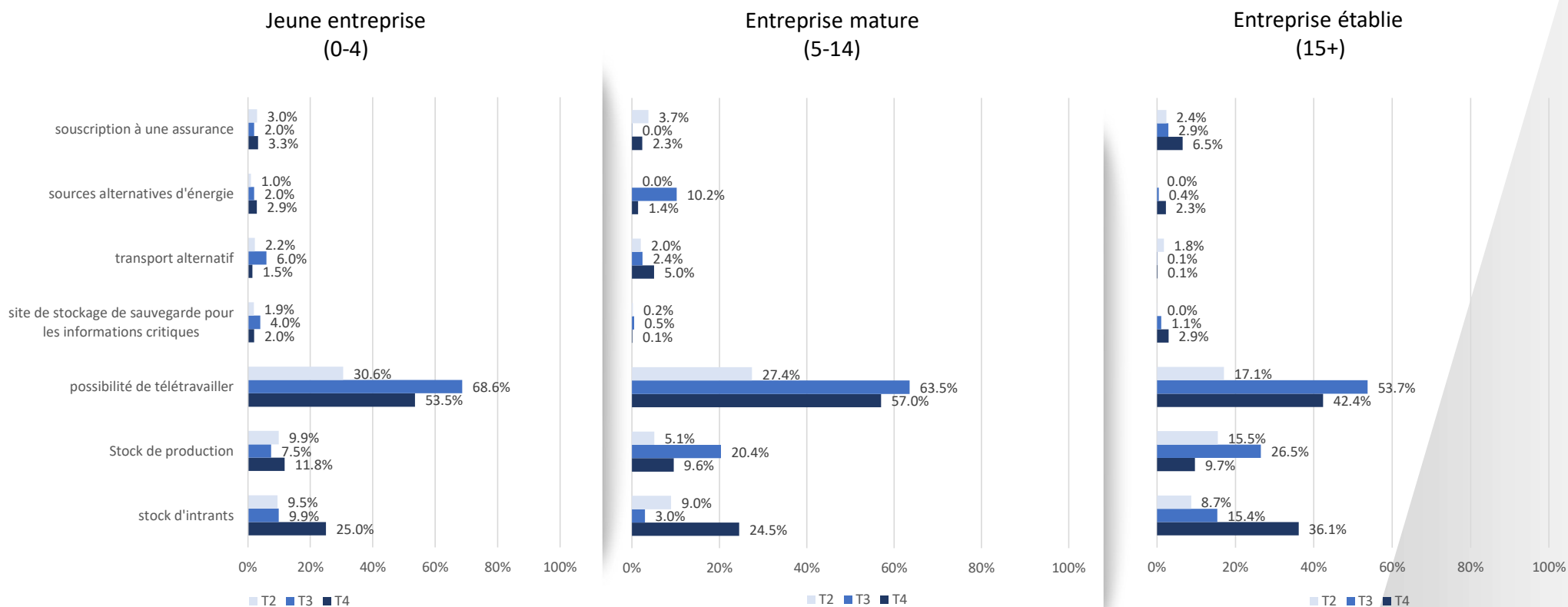


Grandes entreprises
(200+)



Le télétravail est plus intégré dans les PCA des jeunes entreprises (53,5%) et demeure l'une des mesures les plus mises en place, devant le stock d'intrants (25%). Une tendance semblable à celles des entreprises matures et établies

Evolution des principales mesures mises en place dans le PCA par âge (en % des entreprises ayant mis en place un PCA)





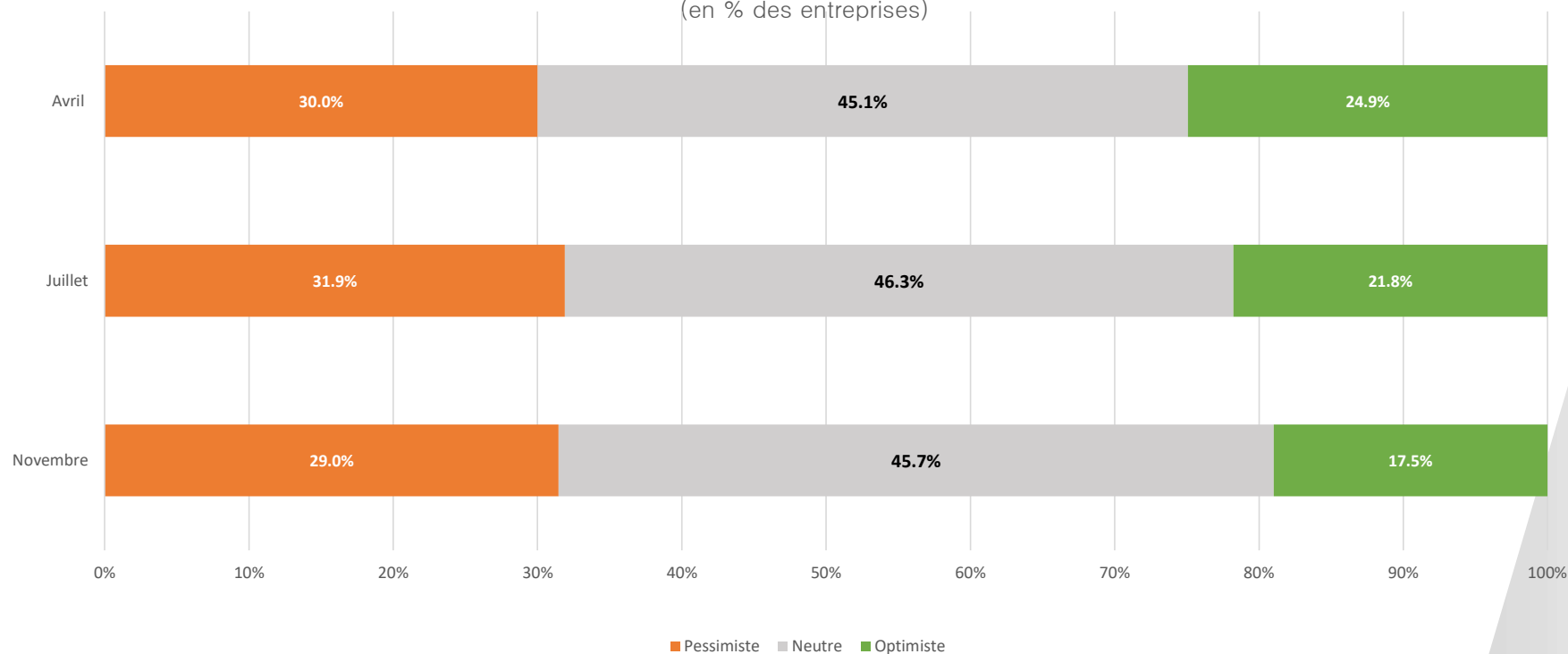
7

Prévisions des entreprises : attentes et incertitudes

Diminution de l'optimisme entre les trois phases de l'enquête de 25% en avril à 17% en Novembre

Evolution de la perception des entreprises* pour les 3 prochains mois lors des 3 phases de l'enquête

(en % des entreprises)

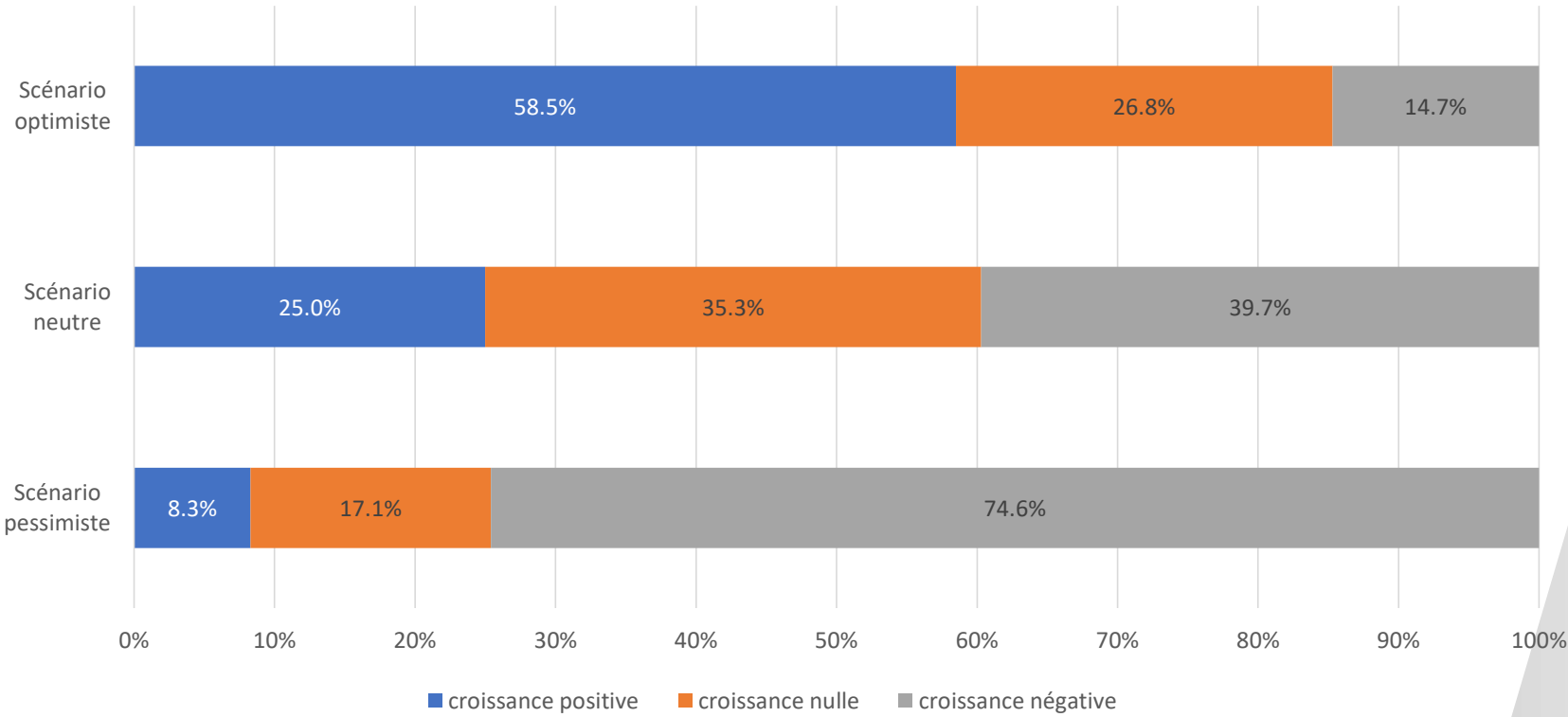


* Perceptions des entreprises : les entreprises ont été catégorisées comme pessimistes si elles prévoient une croissance négative, neutre si elles ne prévoient aucun changement et optimistes s'ils prévoient une croissance positive

Dans le scénario positif, 59% des entreprises anticipent une croissance positive de leurs recettes. Cette proportion est de 25% dans le scénario normal et chute à 8% dans le scénario pessimiste



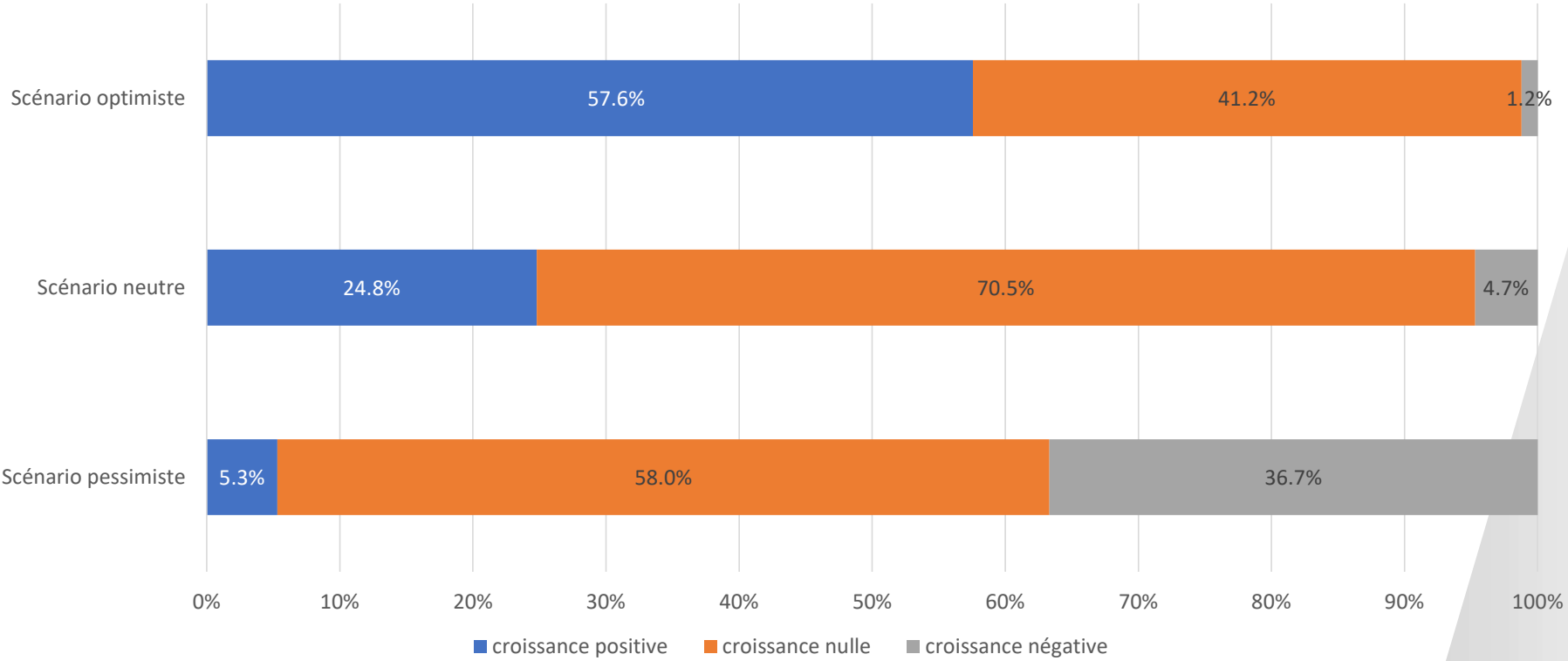
Evolution des recettes pour les 3 prochains mois (en % des entreprises qui ont plus de 5 employés)



Dans le scénario optimiste, 58% des entreprises anticipent une croissance positive de leurs emplois. Cette proportion est de 25% dans le scénario normal et chute à 5% dans le scénario pessimiste



Evolution de l'emploi pour les 3 prochains mois (en % des entreprises qui ont plus de 5 employés)



Dans le scénario optimiste, 52% des entreprises anticipent une croissance positive de leurs investissements. Cette proportion chute à 26% dans le scénario normal et à 7% pour le pessimiste



Evolution de l'investissement pour les 3 prochains mois (en % des entreprises qui ont plus de 5 employés)

